

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Communalisation des Chasses

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Mars 1908, à 1 heure 1/2

PAR

Georges GIRAUT

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur

Suffragants { *MM. TISSIER, professeur*
WAHL, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

Communalisation des Chasses

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Mars 1908, à 1 heure 1/2

PAR

Georges GIRAUT

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur

Suffragants { *MM. TISSIER, professeur*
WAHL, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

A M. PAUL COLLIN

Avocat, Docteur en droit

DE LA

Communalisation des Chasses

AVANT-PROPOS

« Si saint Hubert revenait nous visiter comme au bon vieux temps des légendes, dit Victor du Bled, il dirait à ses disciples imprudents ou imprévoyants — ils ne sont que trop nombreux — et aussi à nos neuf cents parlementaires :

« Je ne suis plus un saint féodal, je suis devenu un saint démocratique, populaire ; je ne suis pas seulement un grand médecin, un grand hygiéniste, un admirable fabricant de santé morale et physique ; je ne me contente pas de donner du plaisir et du bonheur à mes fidèles, de les enchanter par mes fanfares et mes chansons, de mettre dans le culte cynégétique le quadruple

attrait de la conquête par l'effort, de la gourmandise satisfaite, de la poésie des champs et des forêts, de l'oubli momentané des soucis et des affaires. Non seulement ce sport comprend vingt autres sports, des divisions, des subdivisions à l'infini, se prête avec une souplesse protéenne à toutes les combinaisons, à tous les états d'âme, aux amis de la solitude et aux amis des gaies réunions ; mais encore, retenez bien ceci, ô législateurs qui trop souvent abattez l'arbre, comme les sauvages, pour avoir le fruit ; je suis un économiste, un financier, un jurisconsulte et, à ce titre, j'ai droit à quelques égards. »

Cette originale évocation ne nous a pas paru indigne d'être reproduite dans l'avant-propos d'une thèse ; elle met en relief, avec beaucoup de bonheur et de vérité, d'une part la magnifique insouciance de nombreux chasseurs en présence de la diminution progressive et rapide du gibier, de l'autre, l'esprit de routine et l'incurable apathie du législateur en ce qui concerne l'organisation du droit de chasse.

Les responsabilités qui incombent au Parlement nous semblent plus particulièrement graves ; sa fonction est de faire régner le bon ordre et la prospérité dans le pays ; or il a compromis l'intérêt général en ne veillant pas à la conservation du gibier qui est une véritable richesse nationale, en ne ménageant pas à nos futurs budgets des ressources très appréciables — car, a-t-on dit, si le chasseur est parfois un tireur dange-

reux, il est toujours excellent contribuable — en laissant le champ libre aux braconniers et en maintenant un régime de chasse qui engendre d'incessantes querelles entre chasseurs et propriétaires.

Cependant, la diminution du gibier s'accusait ces dernières années dans de telles proportions qu'elle se révélait aux moins clairvoyants ; que faire ? Interpeller le gouvernement, déposer des propositions de loi ? On l'a tenté à différentes reprises, mais sans succès. Quelques hommes d'action résolurent alors de faire appel à toutes les bonnes volontés et de provoquer l'une de ces manifestations d'allures imposantes qui forcent l'attention du public et l'intervention du législateur. Ils proposèrent de réunir un congrès. Saint Hubert, économiste et jurisconsulte, allait devenir réformateur !

Le 2 mars 1907, avait lieu, sous la présidence de M. Daubrée, conseiller d'Etat, directeur général des eaux et forêts, la première réunion de la commission d'organisation du congrès. Elle comprenait soixante-dix membres parmi lesquels les promoteurs de ce congrès, plusieurs sénateurs et députés, diverses personnalités prises dans le monde judiciaire, le monde cynégétique, le monde savant et la presse.

Le congrès tint ses assises du 15 au 18 mai 1907 dans la salle des Agriculteurs de France. Il se composait des délégués de la plupart des grands groupements cynégétiques ; presque tous les pays de l'Europe s'étaient fait représenter.

La commission devait examiner les communications faites par les adhérents au congrès et conclure à l'opportunité des vœux à soumettre aux assemblées générales.

A cet effet, elle avait été divisée en deux grandes sections appelées la section économique et cynégétique et la section de législation et de réglementation. Chacune avait été fractionnée en sous-sections.

Le programme de la seconde section, qui nous intéresse plus particulièrement, avait été ainsi arrêté :

Première sous-section : rapport sur la législation étrangère et questions de droit international ;

Deuxième sous-section : police rurale, permis de chasse ; réglementation de la vente du gibier ;

Troisième sous-section : communalisation et syndicalisation des chasses ; caractères juridiques des groupements de chasseurs ;

Quatrième sous-section : tir sur les routes, divagation des chiens, destruction des animaux nuisibles, etc.

Le rôle le plus important avait été, sans contredit, dévolu, à la troisième sous-section, présidée par M. Hébrard de Villeneuve, conseiller d'Etat. On lui avait confié la délicate mission de rechercher la forme d'organisation la plus avantageuse qui pourrait être donnée à l'exercice du droit de chasse.

Le mode le plus en vue était la communalisation ; ses partisans le présentèrent comme le seul propre à con-

cilier dans une large mesure les différents intérêts en conflit ; nous verrons comment le rapporteur de la commission le comprit et quel sort lui réservait le congrès. Toujours est-il, qu'après un examen impartial et approfondi, il nous a semblé qu'il satisfaisait, en effet, autant que possible, à toutes les exigences.

Nous avons espéré, en exposant les résultats de nos enquêtes, de nos recherches et de nos travaux, contribuer pour notre modeste part, à hâter la solution d'une question qui passionne actuellement l'opinion dans le monde cynégétique, et qui, ainsi que nous l'établirons, doit avoir une si grave répercussion sur la fortune publique et privée.

Si notre étude peut être utile à la cause que nous désirons servir, ce sera notre excuse d'avoir traité dans une thèse un sujet dont le caractère n'était pas exclusivement juridique.

PREMIÈRE PARTIE

EXPOSÉ ET CRITIQUE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE CHASSE

Il existe quatre grands systèmes d'organisation juridique de la chasse :

1° Le système français : la chasse aux propriétaires du sol ;

2° Le système suisse : la chasse à l'Etat ;

3° Le système socialiste : la chasse libre ;

4° Le système austro-allemand : la chasse communalisée.

Il va sans dire que les modes d'application de ces différents systèmes peuvent être variés et multipliés à l'infini.

Nous examinerons d'abord les trois premiers, dans les grandes lignes ; nous en ferons ressortir les imperfections aux points de vue juridique et économique. Nous réserverons, pour une étude plus approfondie, le système de la communalisation, à la nécessité duquel nous serons logiquement amené à conclure.

CHAPITRE PREMIER

Le système français. Critique de la loi du 3 mai 1844

« Deux cent quarante-six lois, édits, ordonnances relatifs à la chasse ont été portés par les rois de France, depuis Clovis jusqu'à Louis XVI, quarante-quatre de 1789 à nos jours et malgré ce grand nombre, nous n'avons encore qu'une loi impuissante à pouvoir maintenir l'équilibre entre la consommation et la reproduction. » Cette pénible constatation émanait le 11 juin 1881 de M. Labitte, rapporteur de la proposition Guil-loutet (1).

La loi qualifiée à juste titre d'impuissante, la loi de 1844, n'est cependant pas, comme tant de lois récentes, le fruit prématuré d'une brève gestation. Elle fut présentée sous forme de projet à la Chambre des Pairs le

1. *J. off.*, 1881. Ch. annexe II, p. 1123.

17 avril 1843 et votée le 13 avril 1844 ; elle était promulguée le 3 mai suivant. « Longs furent les débats, dit M. Menche de Loisne (1), animée la discussion qui n'occupe pas moins de 165 colonnes du *Moniteur*. »

Or cette loi, bien que « rédigée avec un art infini par des jurisconsultes éminents » (2), n'échappe pas à de graves critiques que l'on est unanime à reconnaître fondées.

Mais traçons rapidement son économie générale. Elle est divisée en quatre sections qui portent ces titres : 1° De l'exercice du droit de chasse ; 2° des peines ; 3° de la poursuite du jugement ; 4° dispositions générales.

Elle pose en principe que le droit de chasse est un attribut du droit de propriété (art. 1, al. 2). « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire. » Ce principe était déjà inscrit dans les décrets du 4 août 1789 et du 30 avril 1790.

Tout propriétaire peut chasser, en tout temps et sans permis, dans ses possessions entourées d'une clôture continue (art. 2).

La chasse est déclarée ouverte par arrêté préfectoral et nul ne peut s'y livrer, s'il n'est porteur d'un permis de chasse (art. 1. 3, 5).

Il est interdit de vendre ou colporter du gibier entre la clôture et l'ouverture de la chasse (art. 4).

1. Menche de Loisne. « Le droit de chasse », Paris, 1878, p. 171.

2. P. Collin. « Rapport au Congrès de la Chasse », mai 1907.

Les articles 6 et 7 sont relatifs à la délivrance des permis de chasse et l'article 9 aux moyens de chasse que l'on peut employer et aux espèces de gibier que l'on peut capturer.

Ainsi, en quelques courts articles est organisé l'exercice du droit de chasse.

Par contre, les rédacteurs du projet de 1843 ont réglé avec beaucoup plus de prolixité la procédure de la poursuite et du jugement des infractions qualifiées délits de chasse. Nous y reviendrons plus loin.

Nous ne parlerons pas des quelques lois et décrets qui ont apporté des modifications peu sensibles à notre loi fondamentale sur la chasse ; elles ont, en effet, à peine atténué son archaïsme.

On adresse un grave reproche au législateur de 1844 : il n'a pas fait œuvre d'organisation. Il s'est contenté de rappeler ou de légaliser quelques données générales qui étaient déjà admises ; il les a codifiées sans les relier, sans leur faire prendre figure. Il a peut-être insisté avec quelque complaisance sur les conditions de la délivrance des permis de chasse ; mais sur l'exercice même du droit de chasse, il s'est montré d'un laconisme excessif. En dernière analyse, il ne consacre aux rapports des propriétaires et des chasseurs et aux relations des chasseurs entre eux que l'alinéa 2 de l'article 1 et l'article 2 ; *inde iræ* ; il s'est élevé entre les uns et les autres, une foule de conflits dont l'origine n'est autre que le silence de la loi. Que l'on se reporte au

contraire aux législations cynégétiques étrangères (1), on verra avec quelle science de l'organisation, quel souci du détail, quelle précision dans la forme et aussi avec quels ménagements pour les susceptibilités individuelles, quels sages tempéraments dans la conciliation des prétentions adverses, a été réglée la plus importante des questions que soulève la chasse.

Toutefois, il ne faut pas oublier que, suivant la déclaration faite le 15 février 1844 par M. Martin du Nord, garde des sceaux, « le projet de loi portait uniquement sur la police de la chasse » (2).

Quant à l'exercice de droit de chasse, au point de vue auquel nous venons de l'envisager, il devait faire dans l'esprit du législateur, l'objet d'une nouvelle loi malheureusement, après plus d'un demi-siècle, elle ne nous a pas encore été donnée ; l'on s'accorde pourtant à en proclamer l'impérieuse nécessité.

Mais notre législation sur la chasse renferme bien d'autres imperfections dont nous allons examiner les principales.

a) *La loi de 1844 n'assure pas une répression
suffisante du braconnage*

Le garde des Sceaux, en présentant le projet de 1843

1. V. Demay. « Recueil des lois étrangères sur la chasse », 1894.

2. *Moniteur universel*, 1844, p. 332.

à la Chambre des Pairs, indiquait le motif des changements apportés aux lois antérieures. « La loi du 30 avril 1790, disait-il, se ressent de l'époque où elle a été rendue. On avait encore présent le souvenir de peines beaucoup trop rigoureuses prononcées par les édits sur la chasse. La loi de 1790 ne prononça contre les braconniers que des peines légères. Le décret du 11 juillet 1810, en créant les ports d'armes de chasse, celui du 4 mai 1812 en punissant d'une amende de 30 à 60 francs la chasse sans ce permis, n'ont pas remédié à l'insuffisance de cette loi. Cette législation était inefficace. Le braconnage est devenu une industrie ; les désordres qu'il cause, augmentent de plus en plus... (1) Et l'on vota une « loi de police ».

Son application a-t-elle été couronnée de succès ?

Plus que jamais, l'industrie du braconnage est prospère et florissante. Elle a pris, depuis plusieurs années, « une extension et une ampleur grandioses ». Elle entretient toute une armée de travailleurs qui, sans être inféodés à des syndicats, gagnent honnêtement leur vie ; elle ne souffre ni des grèves, ni du chômage ; et ses produits bien que ne portant aucune marque en renom qui en facilite l'écoulement, trouvent toujours nombre de débouchés. Bien plus, elle offre à ceux qui s'y livrent l'immense avantage de ne point subir une condition servile, de ne pas être assujettis à la tutelle,

1. Sirey : *Lois annotées*, années 1831-44, p. 793.

la surveillance irritante d'un patron évidemment exploiteur, d'un contremaître naturellement intransigeant. Elle leur permet de recueillir seuls le bénéfice de leur ingéniosité et de leur labeur, sans souffrir aucun prélèvement de la part d'un tiers, voire même sans payer patente à l'Etat. Il y a bien quelques risques professionnels; bah! ils sont assez insignifiants; ils n'inspirent aucune appréhension à celui qui les court; au contraire, ils ont pour lui l'attrait du danger et deviennent parfois un stimulant. Et d'ailleurs, goûter quelques jours au régime des prisons est une mesure d'hygiène bien entendue; c'est le repos forcé, avec une nourriture saine, dans une installation assez confortable, le tout au frais de l'Etat. Il n'est donc point surprenant, que le braconnage recrute des volontaires dans toutes les communes dotées d'un territoire un peu giboyeux!

C'est une industrie prohibée, sans doute, mais l'infraction à cette prohibition est soumise à une répression si bénigne; ou plutôt, la tolérance est, en fait, si large, si paternelle. Ecoutons encore la voix très autorisée de M. Labitte. « Les employés d'octroi ou les agents de police ferment trop souvent les yeux; la facilité que l'on a pour se procurer du gibier en temps défendu en est la preuve. On va même sur les marchés publics à la criée, jusqu'à laisser annoncer à haute voix que le gibier mis en vente a été pris avec des engins interdits, qu'il ne porte pas trace de plombs et alors

on le vend plus cher. » Et il ajoutait : « Il y a mieux ; l'amour du gain a créé des spéculations sur le braconnage. Il existe des sociétés occultes dont le but est de le soutenir ; elles patronnent cette funeste industrie avec d'autant plus de sécurité que son commerce apparent n'a rien d'illégal ; mais sous le manteau des transactions avouables se cache un honteux trafic. Le braconnier et toute sa famille sont assurés contre les amendes et les pertes matérielles causées par l'emprisonnement comme on assure contre l'incendie. » Enfin, il ne reculait pas devant cette affirmation : « La magistrature réputée gardienne vigilante des lois ne se fait pas scrupule de goûter à ce fruit défendu ! » (1).

Nous n'insisterons pas davantage pour mettre en relief les ravages auxquels se livrent les braconniers, les procédés ultra-modernes qu'ils mettent en œuvre, le superbe et scandaleux dédain qu'ils affichent ouvertement pour les gardiens des lois, la magnifique indifférence qu'ils témoignent devant une condamnation à quelques jours de prison. Tout cela est de notoriété publique.

Mais le croirait-on ? Le braconnage apparaît même, dans notre législation, comme une circonstance atténuante du délit de vagabondage ! « Les vagabonds arrêtés ont une sorte d'avantage à se faire passer pour braconniers, disait M. Edmond Henry ; ils sont alors

1. *J. Off.*, 1881. Ann. II. Ch. 1123.

poursuivis comme braconniers et encourent des peines infiniment moindres que celle que leur ferait subir une condamnation pour cause de vagabondage. De plus ils ne peuvent être maintenus en état de détention préventive. » (1).

Quelles sont donc les peines édictées contre le braconnage ? La loi de 1844 prévoit deux peines principales : l'amende et l'emprisonnement facultatif.

ART. 11. — Amende de 16 à 100 francs aux cas de chasse sans permis, ou en temps de neige, ou sur le terrain d'autrui sans autorisation du propriétaire, etc.

ART. 12. — Amende de 50 à 200 francs et emprisonnement facultatif de six jours à deux mois, aux cas de chasse en temps prohibé, ou pendant la nuit ou avec engins prohibés, ... ou encore au cas de vente, achat ou colportage du gibier en temps prohibé.

Ces peines sont portées au double, au cas de chasse pendant la nuit sur le territoire d'autrui, ou de récidive (dans les douze mois de la première condamnation) ou d'usage de la violence envers les personnes ; et au maximum au cas de délits commis par des gardes-champêtres ou des gardes forestiers des communes.

ART. 14. — Amende de 50 à 300 francs et emprisonnement facultatif de six jours à trois mois au cas de chasse sans autorisation dans un héritage entouré d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voi-

1. Cité par M. P. Collin, *loc. cit.*

sins. Amende de 100 à 1.000 francs et emprisonnement facultatif de trois mois à deux ans si le même délit est commis la nuit.

Art. 16. — Confiscation des filets et engins défendus et des armes employées en temps de chasse prohibée ou sans le port d'un permis (1).

Evidemment, cette législation pénale n'a rien de draconien, du moins en tant qu'elle s'applique aux braconniers professionnels. Nous sommes loin du temps où Mirabeau parlait, au sujet des peines appliquées à ces délinquants, « des raffinements de la tyrannie des chasses » (2).

La plupart des législations étrangères édictent des pénalités beaucoup plus sévères que la nôtre. En Angleterre, le braconnier qui a subi plusieurs condamnations est susceptible de relégation. En Allemagne, il est puni, dès le premier délit, d'un emprisonnement de trois mois au moins et qui n'est point facultatif, celui-là ; en outre, il peut être privé de ses droits civiques et soumis à la surveillance de la police.

1. Nous relaterons à ce sujet une édifiante découverte de M. Turpault. N'est-il pas scandaleux dit-il, de voir insérer des annonces conçues comme celle-ci : « A vendre plusieurs fusils doubles, à bascule et à broche, destinés spécialement à être remis au greffe et ne pouvant-être utilisés pour la chasse, cédés, l'un... 27 fr. ». (Extrait des annonces du journal *Le Chasseur français*). H. Turpault, « La Protection du gibier dans la législation française ». Thèse, 1902, p. 168.

2. « L'ancien droit édictait des peines très variées contre les braconniers. Le voleur d'un faucon dressé devait se laisser manger par l'oiseau dérobé, six onces de chair sur la poitrine, ou payer six sous d'or ». *Le Burg.* add. prim. Titre XI. — Le vol d'un chien de chasse faisait encourir une pénalité bizarre ; le voleur devait, devant tout le peuple

On a d'abord reproché à la loi de 1844 de n'avoir point posé, dans sa section des peines, une distinction entre les infractions commises par les braconniers professionnels et les infractions commises par les chasseurs amateurs. Les unes et les autres sont indifféremment cotées délits et poursuivies comme tels. Or, il n'est pas admissible, fait justement observer M. Bouis (1), qu'un chasseur inoffensif qui s'égare sur un département voisin où la chasse n'est pas encore ouverte, soit passible d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois (art. 12-1^o), alors qu'un braconnier de la plus belle eau qui chasse sans permis ne s'exposera qu'à une amende de 16 à 100 fr. (art. 11-1^o). C'est une entorse donnée au sens commun. On ne saurait traiter avec rigueur un délinquant occasionnel et avec indulgence un délinquant impénitent.

Le législateur de 1844 aurait dû reproduire la classification des infractions en délits ou fautes où apparaîtrait un élément intentionnel et en contraventions ou fautes où cet élément n'existe pas; il ne devait pas infliger une peine correctionnelle à un chasseur qui désobéit involontairement à la loi. C'était d'ailleurs

assemblé, baiser la partie la moins noble de l'animal; sinon il était condamné à payer une somme de cinq sous d'or à titre de composition. « Si quis canem veltraum (lévrier) aut segusium (chien courant) vel petrunculum (basset) præsumpserit involare, jubemus ut convictus coram omni populo posteriora ejus osculetur; aut quinque solidos illi cujus canem involavit cogatur exsolvere. » *Id* Tit. X, Menche de Loïse : « Du droit de chasse ». Thèse, 1878, p. 81.

1. Bouis. « Des délits de chasse. » Thèse, 1901, p. 136.

l'avis de Portalis. « Quand il s'agit de chasse, disait-il, le tribunal doit examiner deux choses, le fait et l'intention, car ce n'est que devant les tribunaux de simple police que le fait seul détermine la condamnation. » M. Frank-Carré lui répondit : « Ce que l'on punit, c'est le fait même de la chasse ; on ne se préoccupe pas de la question intentionnelle. » (1). La plus élémentaire équité exige au contraire qu'on prenne cette question en considération ; en matière pénale, l'erreur, la bonne foi sont des causes d'excuse, l'intention, une circonstance aggravante.

Ce point élucidé, revenons aux condamnations sous le coup desquelles tombent plus spécialement les braconniers. Est-il exact que les moyens de répression prévus contre eux par la loi de 1844 soient suffisants ? Oui, déclare M. Labitte, mais l'application en est faite d'une façon détestable. « Les tribunaux n'ordonnent le plus souvent que le minimum obligatoire. Les gendarmes ont trop à faire pour s'occuper des braconniers. Les gardes-champêtres les respectent ou les craignent. Les gardes particuliers sont impuissants à tout réfréner et paient souvent bien cher le zèle qu'ils peuvent déployer. » Et M. Labitte rapporte les paroles prononcées par M. de Brigode lors de la discussion de la loi de 1844 : « La plus grande partie des délits ne sont pas commis par des gens riches, aisés et qui peuvent payer les amendes ; ils le sont par des gens sans pro-

1. *Moniteur universel*, année 1843, p. 1238.

fession, sans aveu qui se déclarent indigents et échappent à la peine. » (1).

En réalité, M. Labitte aurait voulu substituer l'emprisonnement à l'amende, peine qui est trop peu efficace et qui n'est pas souvent purgée ; et même, il semblait préconiser l'emprisonnement obligatoire.

M. Tenaille-Saligny, rapporteur de la proposition de loi Labitte en 1893, repousse nettement l'idée de l'emprisonnement obligatoire. « Les pénalités de la loi de 1844 nous paraissent correspondre assez exactement à la gravité des infractions prévues. Imposer au juge l'obligation d'infliger la peine de l'emprisonnement, ce serait marcher manifestement au rebours des tendances modernes qui, en matière de répression, visent à laisser au juge une latitude de plus en plus grande dans l'application de la peine de façon à proportionner aussi exactement que possible cette peine à la culpabilité de l'agent. » (2) Nous sommes en 1893 ; depuis 1844, le droit criminel a fait bien des progrès, mais le système de la personnalité des peines nous semble bien complexe ; il est, à coup sûr, d'une application difficile, surtout si l'on considère les délinquants comme des gens plus ou moins irresponsables ou tarés !

Nous estimons, quant à nous, que les pénalités édictées par la loi de 1844 contre les braconniers sont

1. *J. Off.*, 1881. Ch. Annexe II, p. 1123.

2. *J. Off.*, 1893. Ch. Annexe II, p. 1211.

insuffisantes ; les motifs qui ont été allégués en ce sens, nous paraissent préemptoires. Les peines de l'emprisonnement, laissées à l'arbitraire du juge, perdent leur valeur intimidante à l'égard des professionnels. Comme le dit M. Jevain, « en matière de répression, c'est moins l'énormité de la peine que sa certitude qui agit » (1). L'amende provoque, chez ces individus, le plus ironique des sourires ; elle ne les atteint guère ; d'autant que contre les gens sans ressources, le fisc n'exerce pas le contrainte par corps. « Sur cent braconniers condamnés à l'amende, dit M. Collin, il y en a quatre-vingt-dix au moins qui ne la payent pas, nous apprennent les statistiques. »

Et sur le montant global des amendes, 290/0, seulement, rentrent dans les caisses publiques (2).

Et l'article 2 ne prononce que des amendes contre les individus qui chassent sans permis sur le territoire d'autrui !

A notre avis, le braconnier inculpé pour la première fois, devrait être condamné à une forte amende ; cette peine aurait en quelque sorte un but comminatoire. A la première récidive, le juge lui appliquerait obligatoirement la peine de l'emprisonnement, au moins le minimum ; à la seconde récidive, il lui infligerait le maximum.

1. Jevain. « Le droit de chasse et la propriété foncière. » Thèse, Paris, 1901 p. 58.

2. P. Collin, *loc. cit.*

Nous croyons que restreindre le pouvoir d'appréciation donné à nos tribunaux correctionnels, en ce qui concerne la répression du braconnage, serait une mesure aussi urgente que justifiée ; ces tribunaux montrent une indulgence excessive dont les effets immédiats et tangibles sont la perpétration d'un nombre considérable de délits et la mise en coupe réglée, la dévastation méthodique et rapide de nos territoires communaux.

Le législateur de 1844 avait déjà fait un pas en ce sens en refusant le bénéfice des circonstances atténuantes ; aux délinquants de chasse (art. 20). L'article 463 du Code pénal n'est pas applicable, d'ailleurs, aux délits réprimés par les lois spéciales. Nous demandons naturellement le maintien de cette disposition, sous la condition expresse que l'on adoptera notre distinction entre les contraventions et les délits de chasse.

Conçu dans le même esprit, l'article 17 admet le cumul des peines ; nous voudrions que ce cumul facultatif devint obligatoire ; il importe que les braconniers ne puissent pas commettre impunément de nouvelles infractions entre la déclaration du premier procès-verbal et la condamnation.

Cependant, a-t-on fait fait observer avec raison, n'est-il pas à craindre que les tribunaux, au lieu d'appliquer le maximum de la peine, avec confusion, comme ils le font maintenant, n'éludent les conséquences les plus rigoureuses du cumul obligatoire en ne prononçant que

le minimum en chaque affaire ! Il est vrai que ce n'est pas à redouter dans le système de gradation des peines que nous avons proposé. A un récidiviste qui aura déjà subi deux condamnations le tribunal appliquera, pour deux nouveaux délits, le maximum des deux peines.

Une autre modification, plus fondamentale et non moins nécessaire, à introduire dans la loi de 1844, serait l'accélération de la procédure avec la détention préventive. La procédure était plus rapide en 1844 ; elle a été ralentie par la formalité de la signification à personne qui a été imposée par la loi de 1886 et qui est exigée à l'encontre des jugements par défaut pour faire courir les délais d'opposition.

Voyons la marche de cette procédure. Ou plutôt, reproduisons la description d'une audience crayonnée d'une façon très humoristique et très suggestive par M. Collin. « Nous avons, à la dernière audience Frangile et Clamart dit Belle-Face, Laloutre et Folet, dit Vol-au-Vent ; nous avons eu déjà le plaisir de voir ces messieurs la semaine précédente et nous avons encore la satisfaction de les voir aujourd'hui comme nous aurons sans doute encore l'avantage de les revoir bientôt.

« Quand nous disons que nous les voyons « souvent » l'expression est impropre ; nous ne les voyons pas toujours, mais nous entendons parler d'eux. Voici en effet comment opère un braconnier qui s'y connaît et ces messieurs s'y connaissent depuis longtemps.

« Notre braconnier se fait prendre par un garde qui fait son procès-verbal et l'envoie au Parquet. On cite le délinquant qui ne se dérange pas, continue à tendre des collets et se laisse condamner, par défaut. On lui signifie le jugement, mais naturellement l'huissier ne trouve pas son homme et laisse son acte au Parquet, faute de renseignements. Les délais expirés, on met en œuvre la gendarmerie qui, au bout d'un temps plus ou moins long, finit par joindre le braconnier et l'amène au Parquet.

« — Minute, fait notre homme. Je forme opposition ! » Et on le relâche et il s'en va tendre des collets comme à son ordinaire en attendant le jour de sa comparution ; il ne vient pas davantage, son opposition est annulée, sa condamnation maintenue, nouvelle démarche vaine de de l'huissier, nouvelles poursuites des gendarmes. Notre homme qui continuait à tendre des collets est de nouveau appréhendé et ramené au Parquet.

« — Vous m'avez condamné, j'en suis fort honoré, dit-il, mais je vais en appel.

« Et on le relâche encore, et il retourne encore à ses collets. Quand son procès vient en appel, il n'a garde de se présenter, il est condamné par défaut et la cérémonie ci-dessus décrite recommence...

« Et lorsque votre homme est définitivement puni il a eu tout le temps d'exercer pendant de longs mois son lucratif métier, les cinq, six, quinze condamnations qu'il a bien pu encourir, chemin faisant, se confondent et le

pauvre homme en est quitte pour faire deux ou quatre mois de prison au lieu de vingt ou vingt-quatre qu'il devait régulièrement. »

Nous regrettons de ne pouvoir prolonger cette citation. Nous verrions quelles complications et quels enchevêtrements de poursuites savent provoquer ces vieux braconniers qui ont plus d'un tour dans leur sac, « ce sieur Pivoteau qui absorbait en 1901 à Romorantin sa 101^e condamnation pour chasse ou le maître Rouzier qui célébrait le 10 janvier 1906 à Montargis sa 120^e ! L'on ne saurait imaginer à l'aide de quels moyens dilatoires le 25 juin 1906, onze délinquants faisaient opposition, devant le tribunal de Senlis à cent quatorze jugements par défaut dont l'un pour cinquante-deux délits ! » Fort heureusement, la loi d'amnistie du 14 juillet 1906 est venue au secours de tous ces délinquants de chasse ; mais maint chasseur a dû songer que le législateur avait été assez mal avisé !

La question ne comporte qu'une solution pratique : que sur un ordre du Parquet, l'individu qui s'est placé sous le coup d'une peine d'emprisonnement soit arrêté préventivement et qu'il soit jugé en état de détention. La condamnation doit être rendue rapidement définitive. « Que les panneauteurs, colleteurs, fureteurs, tireurs de nuit à l'acétylène et empoisonneurs de gibier trouvent, à des intervalles rapprochés, la patente de l'emprisonnement immédiat sur leur lucratif métier et ce métier aura vécu. »

Si on ne peut l'enrayer directement, peut-être pour-

rait-on mettre un frein au braconnage, en punissant sévèrement ceux qui en font un mode de spéculation ceux qui en recueillent, sans grand risque, le plus clair des bénéfices, les recéleurs. C'est ce que proposait, en 1883, la commission de la chasse de la Chambre et ce qu'avait à peine entrevu, dans l'article 12-3°, le législateur de 1844. Cette commission décidait dans son rapport que « le jugement qui aurait condamné les hôteliers, restaurateurs, marchands de comestibles pour avoir mis en vente, vendu, acheté, transporté ou colporté du gibier, pourrait ordonner la fermeture de leurs établissements pour trois jours au moins et deux mois au plus ; le jugement portant condamnation devrait être publié aux frais du délinquant et affiché sur la porte principale de son établissement. » Le Sénat a trouvé cette disposition trop rigoureuse et ne l'a pas reproduite ; c'est regrettable car cette mesure eût été très efficace.

La loi allemande du 11 juillet 1891 interdit avec raison aux aubergistes et marchands de faire commerce de gibier dont l'origine est seulement douteuse, notamment du gibier pris au lacet ou au collet.

Enfin, il ne suffira pas de refondre, dans sa presque totalité, notre loi sur la chasse. La poursuite des braconniers comme la répression de leurs délits, devra se faire d'une façon absolument uniforme. Il est de toute nécessité que, dans les chasses banales, les gardes champêtres et les gardes adjoints à l'instar des gardes

privés assermentés, prennent conscience de leur tâche, de leurs fonctions, et se montrent à l'égard de ces délinquants, sans pitié comme sans appréhension. On les stimulerait au besoin par la promesse d'une récompense assez élevée. Les gratifications délivrées en vertu de l'article 10 sont dérisoires. Or nous verrons que le système de la communalisation des chasses se prête tout particulièrement à la généralisation de la répression du braconnage.

Que si tous les moyens proposés dans ce but restaient de nul effet, on pourrait, en désespoir de cause, avoir recours à un procédé renouvelé de Henri II. Ce roi pensa tarir le braconnage en l'empêchant d'être fructueux. Il établit sur le prix du gibier une sorte de tarif maximum. « Les marchands, rapporte M. Ch. Diguët, ne pouvaient revendre un lièvre, un héron, une perdrix que douze deniers tournois, un levraut, un héronneau que six deniers, le tout sous peine de dix livres d'amende. Il était permis de prendre à ce prix tout le gibier mis en vente. » (1). La mesure serait peut-être radicale !

Ouvrons une parenthèse et remarquons maintenant qu'une répression plus effective du braconnage aurait un résultat moral très heureux. La pratique du braconnage a pour escorte naturelle « des habitudes d'oisiveté et de désordre qui conduisent trop souvent au crime » disait le garde des sceaux dans sa circulaire

1. Ch. Diguët, « La Chasse », tome IV.

du 10 mai 1844. Dans son ordonnance de 1441, Charles VII faisait déjà la même constatation : « Attendu que les artisans et laboureurs délaissent leurs paturages et mestiers et à la fin deviennent les aucuns par leurs dictes oisivetés, larrons, mурdriers, espieurs de chemins et meinent mauvaise vie. » (1). L'individu qui s'adonne au braconnage perd rapidement le goût du travail ; il devient vagabond, aventureux ; le besoin, l'occasion en font un rôdeur, un écumeur des campagnes, il ne fait plus aucune différence entre ce qui est gibier ou animal domestique ; il ne connaît plus le respect de la propriété privée ; il vole les récoltes la nuit, brise les clôtures, pille et sacage les refuges, les pavillons de chasse ; il devient capable de tout crime, depuis l'incendie jusqu'à l'assassinat. Il considère le garde qui fait son service en conscience, comme son pire ennemi ; plus d'un l'a éprouvé au péril de sa vie. « En Belgique, disait en 1881 M. Labitte, dans tout ce petit pays, en quatre ans de 1873 à 1877, les attentats commis contre les agents de la force publique, à l'occasion des délits de chasse, sont montés à 160. » (2).

Et le braconnier professionnel mérite d'être mis au ban de la société, non pas seulement parce qu'il est un être dangereux mais aussi, parce qu'il est dans le milieu où il vit, un exemple pernicieux ; l'audace, qu'il puise

1. Isambert. « Recueil général des anciennes lois françaises », t. IX, p. 177.

2. *J. off.*, 1881. Ch. ann. 2, p. 1124.

dans une fâcheuse tolérance, le conduit à faire parade de ses habitudes réfractaires et de ses mœurs déréglées ; il se fait un titre de gloire de trouver des moyens d'existence ailleurs que dans le travail. Et, comme on l'a justement observé, plus d'un, au spectacle d'une scandaleuse impunité, se prend à songer « Mieux vaut tendre des collets que cultiver la terre, c'est plus lucratif, en tout cas plus agréable et moins pénible et les risques ne sont pas grands ». Ces réflexions, ajoute-t-on, ne sont pas tout à fait justes, mais elles s'expliquent fort bien par les faits qui les motivent. Il est profondément regrettable que la liberté d'action, dont jouissent les professionnels, devienne l'un des principaux facteurs du développement des pratiques du braconnage.

La loi de 1844 est notoirement insuffisante au point de vue répressif, c'est donc un fait acquis. Au point de vue économique, elle n'est pas moins défectueuse ; et d'ailleurs l'abondance du gibier n'est-elle pas en raison directe de la sagesse et aussi de la rigueur des règlements ?

b). — *La loi de 1844 n'assure pas
la conservation du gibier*

Le gibier diminue en France, personne ne l'ignore. Mais il diminue d'une façon inquiétante. Si l'on n'y met bon ordre, nous devons déplorer à brève échéance sa

complète disparition. Nos plaines, nos garennes, nos forêts qui regorgaient de lièvres, de perdrix, de lapins, de grosses bêtes, se dépeuplent rapidement ; mainte partie de notre territoire est aujourd'hui littéralement déserte (1) à moins que l'on ne considère fauvettes et pinsons comme dignes d'un coup de fusil ! Et ce n'est pas une constatation que doivent accepter platoniquement ceux qui ne sont ni chasseurs ni gourmets ! La question a une grande répercussion sur l'économie de notre pays. Elle intéressera tout le monde quand l'Etat demandera sous forme d'impôts apparemment plus vexatoires, les ressources que lui fournissent assez bénévolement les porteurs de permis, les propriétaires de chiens de chasse, les consommateurs de poudre, etc.

« Notre sol, disait en 1883, M. Labitte, produisait annuellement sans coûter un sou à personne, il y a quinze ans, pour 120 millions de gibier ; aujourd'hui quoiqu'il soit quadruplé de valeur, à peine en produisons-nous pour 50 millions. » Aussi l'importation du

1. M. de Lesse, donne, dans son rapport au Congrès de la Chasse de 1907, des chiffres très suggestifs, sur les expéditions de gibier adressées à la vente en gros des Halles de Paris ; alors que le Loir-et-Cher en envoie 160.000 kilogs et la Seine-et-Marne 11.1080 kilogs, le Gard en envoie 8 kilogs, le Var 7 kilogs et la Vaucluse 4 kilogs ! Que l'on n'objecte pas l'éloignement de ces départements et la cherté des prix de transport ; les sauvagines de Hollande, les perdrix de Hongrie, les cailles d'Egypte et les lapins d'Australie sont débités à Paris à très bon compte.

gibier nous rend-elle gros tributaires de l'étranger (1).

Il serait temps de remédier à cet état de choses. L'urgence laisse le législateur indifférent ; n'est-il pas question, au contraire, d'établir un impôt sur les chasses gardées, les dernières réserves du gibier en France, la source d'alimentation des chasses banales ! M. Graux estimait que le gibier méritait beaucoup plus d'attention de la part de nos gouvernants et se recommandait de lui-même aux mesures de protection. « Je le considère, disait-il, comme un élément de richesse nationale. Aussi sa reproduction ne doit-elle pas être, selon nous, envisagée comme une satisfaction à accorder aux chasseurs, mais comme un moyen de diminuer les charges qui pèsent sur les petits propriétaires des campagnes. A nos yeux c'est un capital que le législateur doit augmenter afin qu'il donne une recette plus élevée et que cette recette profite dans une large mesure aux plus humbles villageois. » (2).

Les causes de la diminution du gibier ?

C'est d'abord l'extension progressive d'un braconnage éhonté, que la loi de 1844 n'a pas réussi à endiguer. Il est à craindre que les braconniers ne disparaissent qu'avec la dernière pièce de gibier !

1. En 1899, dit M. Turpault, l'Angleterre nous a fourni 16.000 kgr. et l'Egypte 2.200 kgr. de gibier vivant. L'Allemagne nous a vendu 524.000 kgr. l'Autriche 470 kgr. l'Espagne 294.000 kgr. et l'Italie 234.000 kgr. de gibier mort. — H. Turpault. « La protection du gibier dans la législation française. » Thèse, 1902, p. 116.

2. *J. off.*, 1894. *Ch. Ann.*, II, p. 1420.

C'est ensuite le nombre également croissant des chasseurs. Il suffit, en vertu de la loi de 1844 de se munir d'un permis de 28 francs et de l'autorisation des propriétaires du sol pour se livrer à la chasse. Le résultat était facile à prévoir ; il s'est levé toute une armée de volontaires, composée actuellement de plus d'un demi-million de fusils et animée des meilleurs intentions de se signaler par les plus brillants exploits, autrement dit de tout sacrifier à sa rage exterminatrice !

Voici le tableau des permis délivrés depuis 1830 :

1830.....	44.000
1840.....	123.000
1850.....	150.000
1860.....	160.000
1875.....	343.000
1885.....	400.000
1900.....	436.000
1905.....	511.000
1906.....	536.000 (1)

Soit, dans les six dernières années une augmentation de 100.000 chasseurs ! (2). Il est aisé de concevoir qu'une exploitation aussi intensive de la chasse ait eu les conséquences les plus néfastes. Et encore, dans les

1. « Annuaire général des Sports », 1906, p. 773.

2. Dans l'Eure, dit M. Boutard, rapporteur au Congrès de la chasse de 1907, 122 0/00 des électeurs sont chasseurs.

chasses gardées, le nombre des chasseurs est-il limité par les règlements privés. Par suite, la masse des chasseurs est cantonnée dans les chasses banales ; beaucoup d'entre eux, besogneux et intéressés, vendent leur gibier et s'empressent de dévaster, dès l'ouverture, le territoire communal. Comment, dès lors, tenter le repeuplement en gibier.

Une troisième cause de la diminution du gibier est la liberté qui préside à l'exercice du droit de chasse. Dès qu'une société de chasse se constitue, elle élabore un règlement et tous les membres s'obligent à le respecter scrupuleusement ; on fixe notamment les heures et jours de chasse, le quantum des pièces de gibier qu'il est permis de capturer, le nombre d'invités dont on peut se faire accompagner.... Au contraire, beaucoup de chasses banales sont livrées à la plus complète anarchie ; dans le silence de la loi, les autorités n'ont pas cru devoir intervenir. Ailleurs, les propriétaires ont élevé des protestations et ont demandé l'entremise du maire pour organiser la chasse ; mais on n'a pas voulu déterminer la quantité des pièces à abattre parce que tel chasseur, en l'absence de toute surveillance, ne se fût guère soucié de cette limitation, ou la quantité des fusils parce que c'eût été anti-démocratique. Donc plus de 400.000 chasseurs (1) ravagent, à qui mieux mieux, notre territoire et cela est démocratique !

1. Nous faisons des réserves en faveur des 136.000 autres chasseurs

Quelles sont les conséquences de cette situation ! L'une, pour être générale, n'en était pas moins imprévue. Les chasseurs n'ont qu'une voix pour se plaindre d'un état de choses qui leur est, pour beaucoup, imputable. Tel ouvrier qui s'est endetté pour payer son permis et ses munitions, se répand en lamentations sur la disparition du gibier ; il n'en a pas suffisamment capturé pour s'indemniser de ses dépenses de temps et d'argent. Il oublie, d'abord, que la chasse est un luxe, ensuite que lièvres et perdreaux ne sauraient se multiplier à l'infini ! Enfin, après avoir récriminé contre la dureté des temps et l'injustice du sort, il s'en prend, suprême consolation, à l'Etat. Il n'a pas tout à fait tort ; l'Etat aurait dû réfréner sa passion, il aurait dû assurer la protection du gibier.

Une autre conséquence est la cherté du gibier. Le produit se faisant rare, l'offre ne répond plus à la demande, le prix s'élève proportionnellement. Deux ou trois semaines à peine, après l'ouverture, lièvres et perdreaux cessent d'être à la portée des bourses modestes. Le territoire français se prête pourtant merveilleusement à la reproduction du gibier. Voyons, au contraire, les résultats de la réglementation et de la communalisation des chasses dans les Etats d'Outre-Rhin. « Au cours d'un voyage dans le grand-duché de Bade, dit M. Berlemont, il m'a été affirmé par un offi-

qui, en souscrivant à des règlements particuliers, s'engagent à observer plus de retenue.

cier allemand, qu'au moment des grandes chasses du Schwarzwald, les troupes avaient pu manger du lièvre à l'ordinaire. En Bavière, près de Munich, la valeur moyenne du lièvre est de 3 francs, de la perdrix 1 franc. En France, la valeur est double. Aussi nos marchés sont-ils, en grande partie, alimentés par le gibier allemand » (2). Il ne serait pas impossible de les approvisionner abondamment en produits indigènes, s'il plaisait au législateur de s'en inquiéter.

Enfin, comme nous l'avons déjà laissé entrevoir, il est à craindre que l'Etat, en persistant à se désintéresser de la question, ne laisse tarir la source de nombreux bénéfices pour l'industrie privée d'abord et surtout d'importants revenus pour lui-même. L'on conçoit tout ce que les grands magasins débitent de costumes, fusils, équipements, accessoires de chasse... Le roulement de fonds provoqué, en France, par les plaisirs cynégétiques est assurément considérable (1), il serait superflu d'insister sur ce point.

1. Berlemont : « Notre législation cynégétique ». Thèse, Paris, 1903, p. 3.

2. Voici quelques chiffres pris au hasard. Le total des émoluments des 43.393 gardes particuliers s'élève, au bas mot, à 17.600.000 francs ; l'entretien des 300 équipages de chasse à courre revient à 29.300.000 francs ; la nourriture de 830.000 chiens de chasse (5 à 6 francs par tête et par mois) à près de 60 millions. Les 2.200 armuriers font 61 millions d'affaires et paient à leurs 16.000 ouvriers un salaire annuel de 29 millions. Le commerce des douilles de chasses (plus de 225 millions par an) remue 15 millions et le transport des chasseurs par voie ferrée 12.300.000 francs... Il n'est pas exagéré d'évaluer le mouvement d'argent réparti annuellement, par la chasse, entre les diverses branches du commerce, de l'indus-

Mais l'on n'imagine certainement pas tout ce que l'Etat demande à la chasse, par l'impôt établi sous les formes les plus diverses. Voyons en détail, ce qu'elle peut lui rapporter.

La taxe des permis de chasse a jeté dans les caisses publiques, en 1906, 14.990.000 francs. La part des communes (10 fr. par permis) a été de 5.354.000 francs, celle de l'Etat (18 francs par permis) de 9.636.000 francs.

La demande du permis doit être faite sur papier timbré à 0 fr. 60, soit en 1906, un revenu de 321.000 francs.

L'enregistrement des baux de chasse a donné une somme évaluée par M. Coutard, inspecteur des Finances (1), à 3 millions de francs.

Les droits de douane sur le gibier, peu considérables, s'élèvent à un total d'environ 350.000. (Si le gibier disparaissait en France, les importations seraient sans doute encore plus importantes, mais les droits de douane, cessant d'être protecteurs, devraient être encore abaissés.

Par contre, les octrois municipaux font rentrer dans les caisses des 1505 villes à octrois, environ 3 millions de francs ; de son côté, Paris a perçu 2.224.000 francs, au total 5.224.000 francs (2).

trie et du travail à environ un *demi-milliard*. « Rapport de M. de Lesse au Congrès de la chasse de 1907. »

1. Coutard. « Rapport au Congrès de la chasse de 1907. » Nous lui empruntons la plupart des autres chiffres cités dans ce chapitre.

2. Nous sommes loin, on le voit, des chiffres empruntés par M. Berlemont, *loc. cit.*, à l'*Economiste français* de 1888, 11 millions pour les octrois.

L'Etat a livré, en 1905, 530.000 kilogrammes de poudre de chasse au prix de 6.900.000 francs (1).

La taxe municipale des chiens a donné, pour les seuls chiens de chasse, plus de 4.350.000 francs (2).

La chasse demande le concours d'environ 12.000 chevaux (dont beaucoup appartiennent aux équipages de chasse à courre), soumis à une taxe moyenne de 8 francs et de 10.000 voitures imposées à raison de 12 fr. 50 environ, au total 220.000 francs.

Le domaine forestier de l'Etat a rapporté en 1906, 1.640.000 francs de locations de chasse et le domaine forestier des communes 1.400.000 francs.

L'impôt sur la grande vitesse a permis à l'Etat de prélever sur le prix du transport des chasseurs par voie ferrée et par grande vitesse une somme de 1.200.000 fr.

Nous arrêterons ici l'énumération des ressources que la chasse procure à différents budgets ; mais nous pourrions encore la prolonger (3).

1. « Si l'on admet, dit M. Coutard, qu'en moyenne, on charge les cartouches avec 4 gr. 1/2 de poudre noire ou 2 gr. 2 de poudre pyroxilée, si l'on tient compte que l'emploi des poudres pyroxilées est de 11 50 0/0 du poids total, on obtient pour chaque chasseur un nombre de 240 cartouches consommées par an, et pour l'ensemble, de 128.640.000 cartouches. »

2. On arrive à ce chiffre par le calcul suivant : en 1906 il y avait en France 3.442.779 chiens, dont 857.298 de la première catégorie (chiens de chasse et d'agrément) et 2.585.481 de la deuxième (chiens d'utilité). Ceux-ci ont été taxés en 1906 à raison de 1 fr. 60 par tête, ceux-là, 6 fr. 90. Or si l'on attribue les 2/3 des chiens de la première catégorie et 1/10 des chiens de la deuxième, à la chasse, nous trouvons un total de 4.356.000 francs.

3. On pourrait, par exemple, chercher encore à estimer ce que rap-

En résumé, le chasseur verse à nos caisses publiques un tribut qui dépasse 50 millions de francs. Et il est à noter qu'il se présente, de lui-même, au guichet du fisc et qu'il acquitte sans grande protestation cet impôt qui est un impôt sur le luxe, le plaisir et, à ce titre, beaucoup moins vexatoire que celui qui frappe les objets de première nécessité.

Or le législateur ne serait-il pas gravement coupable s'il compromettait de sang-froid, par son indifférence, les intérêts du Trésor et des budgets communaux. S'il s'obstine à ne pas se préoccuper de la reproduction du gibier, c'est, à brève échéance, sa destruction complète en France. C'est dès lors, pour se procurer ailleurs des ressources indispensables, l'obligation d'accroître les charges qui pèsent déjà si lourdement sur le contribuable.

Sans doute, s'il se résout, au bord de l'abîme, à prendre d'ultimes précautions, lui faudra-t-il restreindre le nombre des porteurs de permis et, de ce chef, diminuer, de quelques millions, les revenus fiscaux ! C'est là, une saignée qui s'impose. Vouloir faire produire à la chasse son maximum de rendement, au

portent la patente qui frappe les industries(surtout les armureries) vivant de la chasse, l'impôt foncier sur la valeur locative des maisons de garde, pavillons, chenils, écuries..., les formalités relatives à l'assermentation de 45.000 gardes particuliers (15 francs au renouvellement de chaque garde), les rames de papier timbré utilisées en 1906 dans plus de 20.000 procédures, etc...

point de vue budgétaire, serait l'épuiser rapidement. Il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or !

Il est regrettable, dit M. Marcel Dubois, que la législation de la chasse soit moins favorable en France que dans certains pays voisins, l'Allemagne par exemple, à la reproduction du gibier. Il est temps que les pouvoirs publics visent moins à réglementer un plaisir qu'à tirer le meilleur parti possible d'une ressource précieuse (1).

Le défaut d'organisation de l'exercice du droit de chasse n'a pas seulement, comme grave conséquence, la diminution du gibier ; la quantité incroyable de conflits qui surgissent chaque année entre chasseurs et propriétaires tient à la même cause.

*c) La loi de 1844 est la source de perpétuels
conflits entre chasseurs et propriétaires*

« Les premières occasions de discorde entre les hommes, dit M. Chenu, ont été fournies par des querelles de chasseurs (2). » Or, l'on a reproché à la loi de 1844 d'avoir encore favorisé l'éclosion d'une foule de contestations et donné libre cours à l'assouvissement de nombreuses inimitiés. Les tribunaux, dit M. Graux, jugent annuellement des milliers de procès qui sont trop

1. Marcel Dubois. « France et Colonies », 4^e édit., p. 233.

2. Chenu. « Le droit de chasse », p. 4.

souvent l'aboutissant de rivalités mesquines et de froissements d'amour-propre (1).

L'article 1 alinéa 2 de la loi de 1844, le seul qui soit relatif à la réglementation des chasses, est, en effet, libellé d'une façon par trop laconique : « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit. » C'est cette disposition, bien imprécise dans son apparente simplicité, qui est la cause de tout le mal. Sans doute, en 1844, on ne se proposait que d'élaborer une loi sur la police de la chasse ; mais pourquoi, depuis cette époque, le législateur n'a-t-il pas complété son œuvre ?

Ainsi donc, tout individu qui est déjà porteur d'un permis, doit pour chasser sur un fonds, y être autorisé par le propriétaire. Autant de propriétaires sur un territoire communal, autant d'autorisations requises. Si l'on songe à l'immense morcellement de la propriété en France, l'on s'imagine à combien de difficultés va se heurter l'impétrant. « L'exercice du droit de chasse sera empêché à chaque instant par le nombre excessif des parcelles » disait M. Gillon, lors de la discussion de la loi.

Reproduisons les résultats de l'enquête agricole de 1884, donnés par M. Marcel Dubois (2).

1. *J. Off.*, 1894. Ch. Ann., II, p. 1420.

2. M. Dubois, *loc. cit.* p. 469.

	Nombre des propriétaires	Surface en hectares
Toute petite propriété (0 à 2 h.).	10,425.000	5.212 900
Petite propriété (2 à 6 h.).	2.175.000	7.543.000
Moyenne propriété (6 à 50 h.). .	1.351.000	19.300.000
Grande propriété (50 à 200 h.).	105.000	9.400.000
Très grande propriété (plus de 200 h.).	17.600	8.000.000

Propriétaires et chasseurs sont donc légion, que d'autorisations à quêter, à combien de vetos s'exposer ! Sans doute, nous ne contesterons par la légitimité de cette exigence, si obsédante qu'elle soit ; le propriétaire est le maître de son champ, libre à lui de céder à qui bon lui semble une partie de ses droits sur sa chose. Mais si ce système est logique, il est peu pratique.

Et puis les faits prouvent surabondamment que souvent les petits propriétaires se font un jeu d'accorder leur consentement à qui va leur sympathie et de le refuser, parfois par pure malignité, à qui leur plaît moins. Tel chasseur, dans l'ignorance de la distribution cadastrale d'un territoire, ne peut s'y aventurer sans risquer à chaque instant une condamnation à une amende et des dommages et intérêts ; il se place sous le coup de l'article 471 du Code pénal et de l'article 11 de la loi de 1844 ; la jurisprudence est constante pour les appliquer en l'espèce. On ne tient pas compte de la bonne foi, il y a délit-contravention. La situation peut devenir inte-

nable et l'on a vu des détenteurs de permis se résoudre, malgré le versement de leurs 28 francs, à une prudente abstention. « Songez, disait le 10 février 1844, M. Gauthier de Rumilly, que le sol de la France est morcelé, divisé en une foule de parcelles (si j'en crois les statistiques de 1835, en 125 millions de parcelles). Dans quel embarras placerez-vous le chasseur qui devra peut-être traverser dans la même journée, deux cents ou trois cents parcelles de la même commune... Le projet actuel en établissant d'avance un tarif de dommages-intérêts offre une prime à la cupidité, la rivalité et, puisque j'entends souvent répéter ce mot dans cette enceinte, aux mauvaises passions. Prenons garde qu'une loi d'amour pour les perdrix ne devienne une source de tracasserie, de jalousie pour les propriétaires, grands et petits » (1).

En Espagne, en Russie, en Italie où la chasse appartient au propriétaire du sol, ne peuvent chasser sur les domaines privés que les personnes munies d'une autorisation écrite des propriétaires. Mais ce système est peu pratique dans les pays où la propriété est très divisée (2).

L'on a proposé l'accommodement suivant.

L'article 2 impose le consentement du propriétaire ; mais il ne dit pas que ce consentement doive être exprès, écrit ou verbal. En conséquence, il peut suf-

1. *Moniteur universel*, 1844 1^{er} sem., p. 275.

2. Jevain, *loc. cit.*, p. 65.

fire d'une autorisation tacite ; on peut même la présumer, dès lors que le propriétaire ne manifeste pas une intention contraire ; il y a, de sa part, une tolérance qu'il peut, mais non sans avis préalable, révoquer arbitrairement (1). Epousant cette argumentation, la Cour de cassation décidait dans son arrêt du 12 juin 1846 « que la loi qui ne punit la chasse sur le terrain d'autrui qu'en tant qu'elle a lieu sans le consentement du propriétaire n'exige point que ce consentement soit exprès ».

M. Richond des Brus, se montrait, lors de la discussion de la loi, encore plus favorable aux chasseurs. Il demandait « que le propriétaire qui voulait interdire la chasse sur ses terres, le fit par une déclaration authentique au greffe du tribunal et à la mairie de la commune » (2) sinon, il devait renoncer à toute poursuite. C'est le système de la publicité des réserves. M. Isambard dans son projet de 1894, M. Lemire dans son projet de 1898, d'autres encore, l'ont adopté dans son principe, avec des variantes dans son application ; mais tous voudraient l'affichage des réserves à la porte de la mairie.

On a enfin songé à faire « marquer » les chasses interdites par des piquets indicateurs

Que l'on s'ingénie à supprimer la cause des querelles qui divisent propriétaires et chasseurs, c'est très loua-

1. Trib. d'Yvetot, 17 décembre 1867.

2. *Moniteur universel*, 1844, 1^{er} sem. p. 277.

ble. Mais encore doit-on faire appel à des moyens légaux, nous voulons dire à des procédés qui soient en harmonie avec les principes fondamentaux de notre législation sur la propriété.

L'article 2 n'oblige pas les chasseurs à requérir le consentement exprès des propriétaires, nous n'y contredisons pas. Nous le reconnaitrions même bien volontiers si cela pouvait hâter la solution du problème. Mais on ne peut obliger le propriétaire, dont on assimile le silence à une tolérance, à faire savoir, par un avis préalable, qu'il révoque cette tolérance. L'article 2 pose que le chasseur doit demander le consentement de ce propriétaire ; donc, ce qui est présumé, c'est le non-consentement ; donc l'avis préalable que l'on prétend réclamer au propriétaire qui défend la chasse sur ses terres, ne saurait être légalement exigé (1).

D'autre part, ce système ne concorderait pas avec notre notion de la propriété. Le droit de propriété est un droit absolu ; contraindre le propriétaire à interdire expressément de chasser sur son fonds avant de poursuivre les chasseurs, c'est reconnaître à ceux-ci, sur ce fonds, une sorte de droit de jouissance, lequel ne cesserait que quand le principal intéressé aurait notifié sa volonté de le garder pour lui seul ; vouloir que le propriétaire, pour user du droit de chasse à l'exclusion de tout tiers, en fasse explicitement la réserve,

1. Paris, 7 décembre 1844. — Falaise, 19 décembre 1879.

serait porter atteinte à la plénitude des droits du propriétaire.

Donc le chasseur poursuivi par le propriétaire dont il prétend avoir l'autorisation tacite de chasser, devra apporter les preuves de cette autorisation (1).

L'on multiplierait encore, en appliquant le système que nous critiquons, les conflits qui s'élèvent entre propriétaires et chasseurs, ceux-ci comptant toujours sur la tolérance de ceux-là. « Le propriétaire a le droit de changer d'avis, dit M. Moyat. Il a aussi le droit de faire des exceptions à sa tolérance et parce qu'il en a usé à l'égard d'un grand nombre de personnes, son droit n'en existe pas moins ; il peut l'exercer envers toute autre qu'il ne juge pas convenable de laisser chasser sur son terrain (et qui aura été, ajoutons-nous, facilement induit en erreur). Le chasseur ne devait pas se fier aux apparences ; s'il a cru trouver la sécurité dans un silence antérieur ou dans des habitudes plus ou moins anciennes, plus ou moins générales, il pouvait et devait même savoir que rien ne lui en garantissait la durée » (2).

La publicité des réserves éviterait certainement bien des procès si elle était praticable ; nous la mettrions toutefois à la charge et aux frais des chasseurs dans

1, Cassation, 6 mars 1846 et 3 mars 1854.

2. Moyat, *Le droit de chasser*. Thèse, Paris, 1900, p. 193.

l'intérêt de qui elle serait faite ; ce serait la seule mesure que pourraient inspirer la logique et l'équité.

Mais quel mode de publicité préconiser ?

A vrai dire, aucun ne donnerait des résultats satisfaisants. L'affichage à la mairie ne rendrait pas les services espérés ; les chasseurs indigènes connaissent rarement d'une façon parfaite la répartition cadastrale des terres de leur commune, à plus forte raison les chasseurs étrangers à la commune.

Quant au système des défenses apparentes de chasser et, particulièrement, des piquets indicateurs, il suppose d'abord, comme le précédent, qu'il y a entente entre tous les chasseurs récusés pour contribuer aux frais, ce qui n'est guère possible que dans les sociétés de chasse. En outre, ces défenses peuvent être déplacées la nuit et, nous l'avons dit, le chasseur induit en erreur et poursuivi ne saurait, même en pareil cas, arguer de sa bonne foi. Enfin, a-t-on fait observer, « comment marquer un territoire réservé aux angles seulement ? Mais ça ne signifie rien. Epingler chaque parcelle ? Quel travail, quelle dépense et quel curieux décor » (1).

Par ailleurs, un propriétaire peut permettre à tel chasseur et refuser à tel autre de chasser sur son fonds. Conçoit-on quelles complications seraient introduites de ce chef dans la publicité des réserves ! Ce serait donc un système, ingénieux à première vue, mais peu pratique.

1. P. Collin. Le journal *L'Acclimatation*, 7 avril 1907.

Nous ne voyons pas d'autre moyen de diminuer les conflits entre chasseurs et propriétaires que la communalisation des chasses.

La loi de 1844 prête à bien d'autres critiques ; les examiner nous entraînerait trop loin. D'ailleurs, celles que nous venons de développer sont assez graves pour que la refonte de cette loi apparaisse comme de la plus incontestable et la plus urgente nécessité. En maintenir l'application, c'est courir à une véritable catastrophe. Mais en présence du courant d'opinion qui devient chaque jour plus intense, le législateur ne pourra plus longtemps en refuser ou en différer le remaniement ; souhaitons qu'il s'y décide le plus tôt possible.

CHAPITRE II

Le système suisse et le système socialiste

Le système de chasse actuellement admis par la législation française trouve sa synthèse dans cette formule : la chasse au propriétaire.

En dehors de la communalisation, on peut concevoir avons-nous dit, deux autres systèmes (1) : la chasse à l'Etat, c'est le système suisse ; la chasse à tout le monde, ou, si l'on préfère, la chasse libre, c'est le système socialiste.

a) Système suisse : la chasse à l'Etat.

La Constitution fédérale du 29 mai 1874, comporte dans son article 25 que « l'Assemblée fédérale statuera

1. Le système anglais, malgré quelques divergences sans portée, peut être ramené au système français. Le droit de chasse apparaît comme une concession faite à titre gracieux aux propriétaires du sol par le souverain qui, en quelque sorte, a le domaine « éminent » sur les terres. Le propriétaire qui veut chasser doit seulement demander au juge de paix une licence de chasse ou « game licence ». Les systèmes des autres pays de l'Europe se rapprochent sensiblement du système français.

par voie législative pour régler l'exercice de la chasse et de la pêche, principalement en vue de la conservation du gros gibier dans les montagnes ainsi que pour protéger les oiseaux utiles à l'agriculture et à la sylviculture » (1).

En exécution de cet article, une loi a été votée le 17 septembre 1876 (2). Elle édicte les dispositions suivantes :

Art. 1. — Chaque canton, par des lois ou des règlements, doit déterminer le régime de la chasse en conformité de la présente loi et le faire protéger par l'action des pouvoirs compétents.

Art. 2. — Tout Suisse est autorisé à chasser sur le territoire du canton qui lui a délivré un permis de chasse cantonal, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 24 (Approbation par le Conseil fédéral des lois et règlements cantonaux sur la chasse.)

Art. 3. — Les législations cantonales déterminent le système d'après lequel la chasse doit être exercée dans chaque canton, sous réserve des dispositions de la présente loi fédérale. »

Le droit de chasse n'est donc plus considéré par la législation helvétique comme un attribut du droit de propriété, cela résulte de l'article 2 de la loi du 17 septembre 1876 : tout Suisse, muni d'un permis cantonal « est autorisé à chasser sur le territoire du canton. » L'on ne se préoccupe plus du consentement du proprié-

1. *Annuaire de législation étrangère*, année 1875, p. 455.

2. *Id.*, année 1877, p. 537.

taire ; il suffit d'obtenir un permis. Cette loi consacre la mainmise de l'Etat sur la chasse.

La même loi a donné aux conseils locaux le pouvoir discrétionnaire de réglementer la chasse en tenant compte de la nature et de l'abondance du gibier qui peuple les différents cantons. Deux régimes ont été adoptés :

1^o Régime des chasses avec patente ou permis.— L'autorité cantonale, représentant l'Etat, est la détentrice de la chasse ; elle en octroie l'exercice sous forme de permis ou patente et à cette occasion perçoit un droit. Ce permis donne la faculté de chasser sur tous les terrains non clos du canton.

Par exception, à Genève, le propriétaire peut faire dresser procès-verbal à tout chasseur qui ayant pénétré sur son terrain « ne s'est pas retiré au premier avertissement soit du propriétaire, soit d'une personne venant de sa part » (1).

Le législateur genevois subit manifestement l'influence française ; il considère le droit de chasse comme un accessoire du droit de propriété. Par contre, la règle qu'il pose est diamétralement opposée à la loi fédérale de 1876 ; si l'autorité cantonale a seule le droit de permettre la chasse, elle a seule, corrélativement, le droit de l'interdire sur le tout ou partie du territoire. Par ailleurs, une même chose ne saurait avoir deux propriétaires, fussent-ils l'Etat et un particulier ! On

1. Règlement du 1^{er} mars 1887, art. I. V. Demay, *loc. cit.*, p. 759.

nous objectera peut-être : l'autorité genevoise accorde le droit de chasser sous réserve de la défense des propriétaires. On oublierait que l'article 2 de la loi fédérale du 17 septembre 1876 ne lui en reconnaît pas le pouvoir.

2^o *Régime des chasses louées.*— Il est beaucoup plus rare que le précédent et n'est guère appliqué qu'à Bâle et en Argovie. Le canton, détenteur de la chasse, l'affirme à des locataires qui, seuls, ont par délégation le droit d'en jouir personnellement ou d'en faire jouir d'autres. Mais le chasseur qui prend une chasse à bail n'est, pas plus que chez nous, exonéré du permis.

Les avantages du système suisse sont très appréciables ; l'organisation de la chasse est réglée en détail par les assemblées cantonales qui font preuve d'une grande expérience et de beaucoup de sagesse. Les braconniers ne bénéficient d'aucune tolérance et sont rigoureusement punis. Les pouvoirs publics donnent toute leur sollicitude à la conservation du gibier ; ils ont créé des réserves au repeuplement desquelles ils veillent très attentivement. Enfin les conflits entre chasseurs et propriétaires sont radicalement supprimés puisque le détenteur de la chasse est l'Etat et que l'Etat concède à qui réunit les conditions requises, la faculté de chasser.

Et cependant, il ne faudrait point songer à introduire le système suisse dans la législation française. Jamais nos propriétaires fonciers ne souffriraient une expro-

priation pure et simple de leur droit de chasse, une dépossession sans indemnité ; ils la considéreraient comme une brutale spoliation. Par ailleurs, nous verrons plus loin dans quelle mesure il est possible de rattacher le droit de chasse au droit de propriété et si les propriétaires qui entendent tirer de la chasse un revenu, émettent des prétentions bien légitimes.

On a dit : mais, en tout cas, ils reçoivent indirectement un dédommagement : le prix du permis tombe dans la caisse cantonale que l'on n'a pas à alimenter avec d'autres impôts.

On ne songe pas que les non-propriétaires bénéficient de ce dégrèvement qui devrait tout au moins profiter aux seuls propriétaires fonciers.

En outre, dans les cantons qui ont adopté le régime des chasses louées, l'adjudication est faite au plus fort enchérisseur. Les chasseurs très fortunés peuvent donc exclure leurs confrères peu aisés. Aussi ce système paraîtrait-il en France trop aristocratique et contraire à nos tendances nationales.

Le système de la chasse libre, pour échapper à ce dernier reproche, n'en est pas plus praticable ; on verra qu'il est même par trop démocratique !

b) Système socialiste. La chasse libre

La loi de 1844, disent MM. J. Guesde, Vaillant, Allard et Sembat, dans les exposés des motifs de leurs

projets du 14 novembre 1896 et 25 octobre 1898 (1), crée au profit de la classe bourgeoise un privilège renouvelé des anciens usages féodaux. Le droit de chasse est devenu, en fait, l'apanage des capitalistes et des propriétaires ; ceux-ci peuvent en interdire l'exercice à qui ne satisfait pas leur insatiable avidité, ceux-là accaparent toutes les chasses à louer. C'est à peine si quelques prolétaires, en s'imposant d'énormes sacrifices d'argent et en se soumettant vis-à-vis des maîtres du sol à d'avorilissantes bassesses, peuvent s'offrir le coûteux plaisir de poursuivre dans une chasse banale un gibier rare ou fictif. La classe bourgeoise ne méconnaît-elle pas cyniquement les trois grands principes au nom desquels elle a fait la révolution de 89 ? Et l'on rappelle les paroles de Robespierre : « Je m'élève, disait-il, contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement. Je soutiens que la chasse n'est pas une faculté qui dérive de la propriété ; aussitôt après la dépouille de la superficie de la terre, la chasse doit être libre à tout citoyen indistinctement. Je réclame la liberté illimitée de la chasse en prenant toutefois des mesures pour la conservation des récoltes et la sûreté publique. » (2). Le droit de chasse, reprend M. Vaillant, dérive du droit naturel ; c'est le droit d'acquérir par occupation des *res nullius* ; donc la loi doit

1. *J. off.*, année 1896. Ch. ann. 2, p. 1473 et année 1898. Ch. ann. 2, p. 98.

2. *Moniteur universel*, 22 avril 1790.

permettre à tout citoyen de chasser, sinon elle viole le droit naturel. Condamner pour fait de chasse ou de braconnage un vagabond sans asile, un ouvrier sans travail qui a besoin de gibier pour se nourrir, c'est commettre un véritable crime social.

M. J. Guesde réclame aussi la liberté de la chasse dans l'intérêt du pauvre, du paysan et de l'ouvrier à qui elle offrirait une nourriture à bon compte.

En conséquence, la proposition du 25 octobre 1898 comportait les réformes dont voici la substance :

ARTICLE PREMIER. — La chasse est libre. Les permis sont supprimés.

ART. 2. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles s'exerceront les droits de chasse et de pêche.

ART. 3. — Les chasses possédées et affermées sont également supprimées.

ART. 4. — Toute contravention à la loi et aux règlements entraînera l'affichage au mur du domicile du coupable... Si cette contravention est grave, cette publicité sera augmentée par voie d'affichage, de publication dans la presse, de proclamation par les crieurs publics.

ART. 5. — Un impôt, basé sur le nombre des chiens, chevaux et équipages de chasse est établi sur les chasseurs (1).

Que penser d'un pareil système ? Ce ne serait pas, à vrai dire, une innovation. Il existe dans plusieurs pays,

1. *J. off.*, 1898, Ch. ann. II, p. 98.

notamment en Tunisie où l'autorité beylicale s'est contentée, par le décret du 12 mars 1884, approuvé le 15 décembre suivant par le résident de France de prohiber la chasse du 1^{er} février au 15 juillet ; au Venezuela dont le Code civil du 27 avril 1873 et les lois postérieures ne traitent pas de la chasse ; au Paraguay, en Chine, en Perse (1) où il n'est pas davantage exigé de permis.

Mais en Europe, hâtons-nous de le dire, nous n'en connaissons que deux applications ; d'abord en Suède, mais, en présence de la diminution inquiétante du gibier, le port du permis qui n'a pas été imposé par la loi du 21 octobre 1864 sur la chasse, est unanimement réclamé (2) puis en Russie où le permis n'est pas obligatoire en certaines contrées parce que, en raison de la pauvreté du sol, la chasse est regardée comme un

1. En Perse, la chasse est réglée par le Char, droit canon musulman qui ne se préoccupe guère que de l'usage à faire du gibier, des engins de chasse de la chasse en temps de pèlerinage, etc... Voici, à titre de curiosités, quelques-unes des dispositions de ce Code dont le formalisme ait songer aux coutumes de la Rome antique.

LIVRE I. *Première Section.* Art. 5. — L'usage de la chair du gibier, pris et tué par un chien, n'est licite que si le chien est dressé. Le dressage se constate de la façon suivante : 1^o Le chien doit s'élancer lorsqu'il en reçoit l'ordre ; 2^o il doit s'arrêter aussitôt qu'il lui est enjoint de le faire ; 3^o enfin il ne doit pas manger l'animal qu'il a saisi.

Art. 10. — Le chasseur doit avoir lancé le chien. La chair du gibier tué par le chien parti de son propre mouvement ne peut légalement servir à la nourriture. Cependant, si le chien étant parti de son propre mouvement, s'arrête sur l'ordre du chasseur qui le lance ensuite, l'usage de la chair du gibier, tué alors seulement par ce chien, est licite, le second lancer constituant un fait isolé du premier.

Art. 11. — Le chasseur doit invoquer le nom d'Allah ! au moment du lancer... (Voir Demay, *loc. cit.*)

2. Péneau. « Du droit de chasse », 1902, p. 190.

moyen d'existence et l'unique source de revenu de la terre (1).

A vrai dire, ce système dont la réalisation est possible dans certaines régions où le territoire est très giboyeux ou bien où la civilisation n'est pas encore très avancée, donnerait en Europe et en France, des résultats fort peu satisfaisants.

Répondons d'abord à M. Vaillant. Est-il fondé à invoquer le droit naturel à l'appui de sa thèse ! Nous le croyons pas et nous donnerons ultérieurement les raisons qui nous déterminent (2). Mais supposons renversées les idées admises et cessons de faire du droit de chasse un attribut de la propriété. Le propriétaire pourrait encore, comme on le fit jadis à Rome, s'opposer à son exercice, en interdisant le parcours sur ses terres ! On ne saurait lui en contester la faculté.

Les ouvriers et les paysans, dont M. J. Guesde prétend soutenir les intérêts, ne trouveraient pas davantage leur bénéfice dans l'application du système socialiste. La chasse est un luxe, un plaisir dispendieux ; les faux frais dépassent de beaucoup le montant du permis.

Le profit ne saurait entrer en balance de comptes ; le gibier, traqué sans relâche, disparaîtrait dès la première année. C'est d'ailleurs ce qu'ont amplement démontré les faits ; l'ordonnance des 4-11 août 1789

1. Bouis, *loc. cit.*, p. 158.

2. Voir ci-dessous, p. 103 et suiv.

avait aboli les privilèges seigneuriaux et rendu la chasse libre ; les désordres furent tels, la diminution du gibier si rapide que le législateur dut intervenir dès le 30 avril 1790 !

Quant à l'impôt sur les chasseurs proposé par M. J. Guesde, il ne saurait être très élevé sous peine de ne plus être une mesure démocratique. Dès lors, il faudrait demander à d'autres impôts le complément des cinquante millions que la chasse rapporte aux communes et à l'Etat.

Enfin, les vagabonds trouveraient dans le prétexte de la chasse une facile excuse de leur oisiveté et de leurs déprédations ; on verrait à tout instant des gens sans aveu pénétrer dans les propriétés privées et troubler leurs maîtres dans la jouissance paisible de leurs droits. Les braconniers auraient beau jeu ; leur situation serait légalisée, du fait de la suppression des permis. L'exigence de cette formalité a-t-on fait justement remarquer à l'avantage de permettre de retirer le droit de chasse aux personnes qui en mésuseraient, enfants, fous, condamnés... « Il y a des raisons de police pour que l'exercice de la chasse soit soumis à un certain contrôle, dit M. Leroy-Beaulieu. Il n'y a pas d'industrie qui prépare plus au crime que celle du braconnage : c'est-à-dire à la violation du droit de propriété. On a donc bien fait de grever d'une taxe légère l'exercice du droit de chasse. » (1).

1. Leroy-Beaulieu. « Traité de la science des finances. »

Mais, objecte M. Vaillant, un décret réglementerait la chasse. Nous serions très curieux de connaître cette réglementation dans le détail : car, après avoir posé le principe de la liberté absolue de la chasse, il est difficile, si l'on veut rester logique avec soi-même, d'apporter des restrictions à son application. Toujours est-il que M. Vaillant prévoit des contraventions et préconise un mode assez original de répression : la publication de l'infraction et l'affichage du nom du délinquant. L'auteur de cette proposition nous paraît, en l'espèce, quelque peu rétrograder ; il s' imagine sans doute vivre encore au temps où, dans la république romaine, on tenait plus à sa réputation qu'à sa vie et où un individu noté d'infamie était mis au ban de la société. Nous avons le regret de confesser que l'efficacité de cette peine nous laisse profondément sceptique.

Avant de terminer cette brève étude du système socialiste, nous n'aurions garde d'omettre une tentative d'application qui fut bien décisive. Au Congrès international de la chasse, le 16 mai 1907. M. Arnould, inspecteur des eaux et forêts, s'attachait à démontrer, les dangers de la chasse libre. Il cita l'expérience très concluante qui en fut faite récemment en Bohême et qui en une année, donna les résultats suivants ; 50 personnes tuées, 3.014 blessées, 24.460 animaux domestiques tués contre 1.814 pièces de gibier, 1.218.000 francs d'indemnités, secours et frais de justice, 74.000 heures de prison... Ce bilan devrait suffire à convaincre les rares défenseurs de la chasse libre !

DEUXIÈME PARTIE

PRINCIPE ET JUSTIFICATION DE LA COMMUNALISATION

Le mot communalisation est un terme générique, qui nous paraît échapper à toute définition précise. Celles que nous avons pu rencontrer donnent plutôt les traits spécifiques de telle ou telle variété de communalisation ; il ne faut pas chercher ailleurs l'origine d'une foule de méprises qui ont engendré les discussions les plus passionnées et les critiques les moins fondées.

M. Bodmer, récemment envoyé en mission officielle en Allemagne pour y étudier le régime de la chasse, n'a pu présenter, dans son rapport, une définition qui exprime les traits essentiels et, en même temps embrasse tous les modes de la communalisation ; le principe qu'il énonce est le principe du système qu'il a vu appliquer en Allemagne. M. Mougeot n'a pas été plus heu-

reux et l'a caractérisée de la façon dont il aurait voulu la voir appliquer en France.

La signification qui nous semble à la fois la plus large et la plus exacte, est celle-ci : la communalisation est l'abandon, par les propriétaires fonciers, de l'exercice de leur droit de chasse aux communes ou à des associations de propriétaires fonctionnant sous le contrôle des communes, lesquelles mettent la chasse en location et versent le produit dans les caisses communales ou le répartissent entre les propriétaires

On distingue deux grandes sortes de communalisation : elle est facultative ou obligatoire. Au premier cas, l'abandon est consenti volontairement par les propriétaires ; libre à eux de le refuser. Au second cas, il est forcé pour la totalité ou plutôt la presque totalité des propriétaires : les possesseurs de domaines qui contiennent un certain nombre d'hectares d'un seul tenant et les maîtres de terrains clos, conservent seuls sur leurs fonds l'exercice du droit de chasse.

Pour M. Ternier, la communalisation est « l'abandon forcé, par tous les propriétaires, de leur droit de chasse au profit de la commune qui met directement la chasse en adjudication dont le produit tombe dans la caisse municipale, diminuant d'autant les charges communales ». Et il ajoute : « C'est le système français en perspective » (1) ; nous nous permettons d'en dou-

1. La revue *La Chasse Illustrée*, 1^{er} décembre 1906, p. 412.

ter ; en tout cas, ce n'est pas celui que nous proposons.

Dans notre conception, la seule que nous nous attacherons à justifier, la communalisation est l'abandon *obligatoire* pour tous les propriétaires — avec la restriction que nous avons posée plus haut — de l'exercice de leur droit de chasse aux communes, la location de la chasse par les communes et la répartition du prix de location entre les propriétaires, au prorata de la contenance cadastrale de leurs terrains.

Le droit de chasse continue à appartenir aux propriétaires du sol ; seul l'exercice en est confié aux communes, pour le compte des propriétaires, dans un intérêt public.

Le Congrès de la chasse de 1907 à la suite du rapport de M. Hébrard de Villeneuve, conseiller d'Etat, a repoussé « comme inapplicable au territoire français, le principe de la communalisation obligatoire, en tant qu'elle impose aux propriétaires fonciers la mise en commun du droit de chasse, avec versement du produit de la location à la commune ». Mais ce système n'est pas du tout celui que nous préconisons.

Avant d'entreprendre la justification du principe de la communalisation ainsi comprise, il est indispensable de déterminer la nature des rapports qui existent entre le droit de chasse et le droit de propriété. Nous ferons d'abord un bref historique du droit de chasse, puis nous ferons une étude doctrinale de la question telle qu'elle se présente actuellement.

CHAPITRE PREMIER

Historique et nature du droit de chasse

L'origine de la chasse est aussi ancienne que l'humanité ; dans les premiers temps, la chasse est moins un plaisir qu'une nécessité ; elle est la forme essentielle de la lutte pour la vie, elle a pour base l'instinct de conservation. L'homme primitif est obligé de défendre contre les bêtes féroces sa personne et celles des siens ; il fait de la chair des animaux sauvages sa principale nourriture, de leur peau des vêtements (1). Donc liberté absolue de chasser ; le gibier est au premier occupant.

Plus tard, quand les individus cessent de mener une vie nomade et s'adonnent à la culture de la terre, apparaît la propriété d'abord collective, puis familiale, enfin individuelle. Le nouveau régime économique apportera des restrictions à la liberté de chasser ; un conflit va

1. Verhægen, « Recherches historiques sur le droit de chasse », p. 11.

surgir entre les détenteurs du droit de chasse et du droit de propriété ; toutefois, il ne s'élève pas immédiatement. Le propriétaire dont le droit date d'une époque récente, n'a pas encore le sentiment de son pouvoir ; le fondement de son droit n'est pas assez stable pour qu'il ose défendre aux tiers de chasser sur son fonds. Donc indépendance et parallélisme du droit de chasse et du droit de propriété.

Peu à peu le droit du propriétaire s'affermir ; celui-ci prend conscience de sa force. Il ne s'oppose pas à la capture du gibier qui est considéré comme une *res nullius*, une chose sans maître dont la seule appropriation effective constituera un bien. Mais il interdit aux chasseurs de passer sur son champ, « ce qui a toutes les apparences d'un sophisme mis au service d'une cause juste » (1) ; c'est son droit strict, il exerce sur sa terre une souveraineté absolue.

Dès lors, l'exercice du droit de chasse est soumis à l'arbitraire des maîtres du sol ; on s'habitue à le regarder comme un attribut du droit de propriété.

Les plus anciens textes qui nous ont permis de reconstituer les deux premières phases de l'évolution par lesquelles est passée la conception du droit de chasse, sont des textes latins.

Dans les premiers âges de Rome, le gibier que capturait le chasseur, même sur le terrain d'autrui, devenait

1. Jevain, *loc. cit.*, p. 16.

sa propriété (1). On suivait le principe du droit naturel en vertu duquel, les choses qui n'appartiennent à personne, *res nullius*, sont acquises au premier occupant ; Merlin a commenté ainsi ce principe : « Tous les membres d'une communauté ont un droit égal aux choses communes. Mais si la chose commune est de telle nature qu'aucun des membres de la communauté n'en puisse tirer quelque utilité, sans s'en approprier l'usage exclusif, il faudra ou que la chose commune reste à jamais inutile à tous les membres de la communauté — ce qui ne serait ni juste ni raisonnable — ou que quelqu'un d'eux puisse s'en approprier l'usage à l'exclusion des autres. » (2).

Il n'existait, au temps de la royauté et de la république romaines, aucune réglementation de la chasse ; le gibier était abondant, le fisc peu exigeant, propriétaires et chasseurs vivaient en bonne harmonie. Un propriétaire peu tolérant mettait-il, par hasard, obstacle à l'exercice du droit de chasse sur sa terre ! Il s'exposait à *l'actio injuriarum* (3) ; il était réputé avoir porté atteinte à la personnalité de son adversaire.

1. « Omnia animalia quæ terra, mari, cælo capiuntur, id est feræ, bestiæ et volucres et pisces capientium fiunt. » Dig. L. 1, § 1 fr. De adq. rer. dom.

Pothier dit : « Tous les animaux sauvages, tant qu'ils étaient « in laxitate naturali », étaient dans l'ancien état de communauté négative et n'appartenaient à personne. Chacun avait donc le droit de s'en emparer et d'en acquérir ainsi la propriété. »

2. Merlin, « Répertoire. » Au mot : « occupation ».

3. Dig. L. 47. Tit. 10. De injuriis et famosis libellis, loi 13, § 7.

Mais sous l'Empire, la population de la Ville augmente dans de vastes proportions ; les besoins deviennent plus variés, plus impérieux, la nourriture plus chère. Les festins légendaires, inaugurés par Lucullus dès avant le Principat, livrent à la consommation une énorme quantité de gibier. Les propriétaires attachent dès lors plus de prix aux animaux sauvages qui vivent sur leurs terres et dont la chasse devient très lucrative. En même temps, la notion du droit de propriété se développe, se précise et le maître d'un fonds entend garder pour lui seul tout le profit qu'il est possible d'en tirer. Il n'interdira pas catégoriquement la chasse, mais il exercera le *jus prohibendi* que lui confère le droit de propriété, en entravant la circulation sur son bien. Et il demandera au prince de consacrer et sanctionner cette défense.

« *Non est consentaneum*, dit un rescrit d'Antonin le Pieux, *ut per aliena prædia, invitis dominis aucupium faciatis*. » Gaius déclare légitimes les prétentions des propriétaires :

« Plane qui in alienum fundum ingreditur venandi aucupandive gratia, potest a domino, si is providerit, jure prohiberi ne ingrediatur. » (1). Ulpien donne au propriétaire l'*actio injuriarum* contre le délinquant (2) et Gaius, l'*actio legis Aquiliæ* contre le chasseur qui a commis des dégâts sur son fonds (3).

1. Dig. L. 41, tit. 1, loi 3, § 1.

2. Dig. L. 47, tit. 10, loi 13, § 7.

3. Gaius, *Inst.*, t. III, § 218.

Mais celui qui s'empare d'une pièce de gibier sur le terrain d'autrui n'en devient pas moins propriétaire ; le maître du terrain ne peut le poursuivre que pour le fait d'avoir, en chassant, traversé ce terrain et non pas à défaut de son autorisation qui est toujours présumée, mais malgré sa formelle interdiction.

Donc à Rome, même à l'époque du plein épanouissement des institutions juridiques, le droit de chasse n'apparaît pas encore comme un attribut du droit de propriété. Toutefois, des expédients, des accommodements avaient été imaginés, qui étaient comme le trait-d'union de ces deux droits : ils sauvegardaient à la fois l'intégrité des anciens principes et satisfaisaient aux exigences nouvelles. Le droit honoraire réalisa maintes fois de pareilles conciliations.

Avec le droit français, nous arrivons à la troisième période de l'histoire du droit de chasse : le droit de chasse accessoire du droit de propriété.

Sans doute cette dépendance n'apparaît pas immédiatement dans les monuments de notre ancien droit ; l'idée s'en dégage progressivement. Au début, la chasse était probablement accessible à tout le monde ; nous ne trouvons aucun texte d'un caractère restrictif. Boutilier disait : « De droit naturel, les oiseaux qui phaonnent en l'air et aussi les bêtes sauvages qui phaonnent en terre commune sont à celui qui peut les prendre, sans qu'il y ait à distinguer si celui qui s'en est emparé,

l'a fait sur sa propre terre ou sur celle d'autrui. » (1). Seuls les ecclésiastiques ne pouvaient chasser ; ce plaisir, de même que celui d'aller au bal ou à la comédie leur avait été interdit de bonne heure par les conciles d'Agde en l'an 600, d'Espagne en 717 et de Tours en 813 (2). Guizot en donne la raison. « L'Eglise, dit-il dans son *Histoire de la Civilisation en France*, était tombée, dès le commencement du VIII^e siècle, dans un désordre presque égal à celui de la société civile. Une foule d'évêques, grands propriétaires et maîtres des richesses toujours croissantes de l'Eglise, se livraient à des excès scandaleux, abandonnant le caractère ecclésiastique pour mener la vie laïque, chevauchant, chassant et combattant. » Chateaubriand, dans la vie de Rancé, le réformateur de la Trappe, parle de dom Gervaise qui « le matin, prêchait comme un ange et le soir chassait comme un diable » (3).

Pourtant les rois Mérovingiens (4) avaient pris de bonne heure l'habitude d'interdire la chasse dans tels de leurs domaines, même à leurs officiers et avaient institué des maîtres veneurs, *custodes sylvæ*, chargés de veiller à la conservation des forêts et du gibier (5). Charlemagne avait créé de nouvelles « forêts » et en avait confié

1. Boutillier. « La Somme rurale. » Titre 36.

2. Menche de Loisne, *loc. cit.*, p. 87.

3. Moyat, *loc. cit.*, p. 15.

4. Les lois salique, ripuaire, gombète ne s'occupent de la chasse que pour infliger des amendes aux voleurs de chiens, d'engins ou de gibier.

5. Grégoire de Tours. « Histoire des Francs. » Livre IX, Ch. X.

la garde aux *forestarii* ; ces « forêts » étaient d'immenses espaces enlevés à l'agriculture et consacrés uniquement à la chasse ; ce mot désignait aussi bien les terres et cours d'eau que les bois proprement dits. A l'instar de Charlemagne, les grands seigneurs s'étaient réservé de vastes territoires et par une proclamation publique, *bannum*, ils avaient défendu à tous les habitants de leur comté de chasser sur ces territoires ; d'où l'expression *nemus banno munitum*, forêt banale (1).

Les seigneurs d'un ordre inférieur avaient, de leur côté, interdit la chasse sur les « garennes ou défens », espaces moins étendus et peuplés seulement de petit gibier, lièvres, lapins, faisans ; Charlemagne avait dû en limiter le nombre par un capitulaire de 769.

En principe, la chasse continuait à être libre pour tous, hormis les ecclésiastiques et excepté dans l'enceinte des réserves. Dans le *Roman de la Rose* de Guillaume de Lorris et de Jehan de Meung, il est fait allusion à certains bourgeois qui chassent « por sembler gentiz damoisiaux. » Une instruction, attribuée à Charles VI et appelée le Code des chasses, porte : « Personnes non nobles peuvent chasser partout hors garennes à lièvres et connins (lapins), à lévriers ou chiens courants ou à chiens, à oiseaux ou à bâtons ; mais ils n'y peuvent tendre quelconques engins de grosses bêtes s'ils n'ont titre. »

1. Gallicher-Lavanne, « Le droit de chasse », p. 17.

Mais peu à peu, par suite des empiétements seigneuriaux, les champs des particuliers étaient englobés dans les « garennes et forêts » et mainmise était faite sur tous les droits de chasse. « Le droit de chasse, dit le vicomte de Pitray, devint, en fait, un droit réel annexé à la seigneurie et à la Haute-Justice et s'étendant sur toutes les terres qui y étaient comprises et n'appartenant qu'au seigneur. » Les roturiers, victimes de spoliations tantôt brutales, tantôt dissimulées (1), envoyèrent leurs doléances au roi ; il les accueillit sous couleur de donner satisfaction à de légitimes revendications, en réalité, pour faire pièce au régime féodal et atteindre le prestige des puissances qui se dressaient devant lui. Il octroya aux villes ou à de simples particuliers des chartes qui leur permettaient de jouir du droit de chasse, enlevé à grand'peine aux principaux vassaux.

Cette mesure provoqua chez ces derniers une vive agitation ; ils adressèrent à leur royal suzerain, d'énergiques remontrances et de violentes protestations. Charles VI, dans un but d'apaisement, rendit l'ordonnance du 10 janvier 1396 ; sous l'habile prétexte que

1. « Si le seigneur a droit, dit Michelet, l'oiseau, la bête ont droit puisqu'ils sont du seigneur. Aussi est-ce un usage antique et respecté que le gibier seigneurial mangeât le paysan. Le noble était sacré ; sacrée la noble bête. Le laboureur semait ; la semence levée, le lièvre, le lapin de garenne venaient lever dime et censive. S'il réchappait quelque maigres épis, le manant voyait chapeau bas s'y promener le cerf seigneurial. » Michelet, « Histoire de France », t. VI, p. 77.

nombre de censitaires ou de simples détenteurs de tenures serviles abandonnaient les travaux manuels pour braconner sur les terres qui ne leur appartenaient pas, il fit de l'exercice de la chasse, l'apanage de la noblesse (1). Seuls pouvaient chasser concurremment avec les nobles et les gens d'Eglise ayant titre de noblesse, fief ou justice, les bourgeois qui avaient possession et rentes ou qui avaient obtenu un privilège. Tous les autres roturiers étaient écartés. Ces dispositions abrogées momentanément par Charles VI lui-même, dans l'ordonnance du 25 mai 1417, la Cabochienne, rendue sous la pression de l'émeute, furent bientôt remises en vigueur par un lit de justice tenu le 5 septembre suivant.

La liberté de chasser n'apparaît plus comme étant de droit naturel. Une doctrine nouvelle, dont l'ordonnance de 1396 semble être une première application quoique imprécise, incertaine, va se substituer à la notion romaine du droit de chasse. C'est la doctrine du droit régalien. Elle commence à prendre corps ; elle ne se développera guère dans toute son ampleur qu'au xvi^e

1. « Attendu, dit cette ordonnance, que les artisans et laboureurs délaissent leurs labourages et mestiers et à la fin deviennent les aucuns par leurs dictes oisivetés, larrons, murdriers, espieurs de chemins et meinent mauvaïse vie... Aucune personne non noble de notre royaume, s'il n'est à ce privilégié ou s'il n'a aveu ou expresse commission à ce de par personne qui la lui puisse ou doive donner ou s'il n'est personne d'Eglise, ou s'il n'est bourgeois venant de ses possessions ou rentes, ne se enhardir de chasser, ne tendre grosses bêtes ne oiseaux, ne d'avoir pour ce faire, chiens, furets, cordes, etc.... »

et xvii^e siècles. Elle a son point de départ dans le principe : « le droit de chasse est au roy » (1). De Launay, qui la commentera plus tard, dira : « Le droit de chasse est droit royal et personne n'en peut jouir que par la permission du roy... il n'est pas nécessaire que les roys aient la seigneurie et la principauté des oiseaux et des bêtes sauvages pour qu'ils puissent en permettre et en défendre la prise. » (2)

Le droit de chasser n'est pas un attribut de la propriété, c'est un attribut de la souveraineté. D'ailleurs « tout est au roi, rien n'est qu'au roi » dit Louis XI. Si la noblesse continue à se livrer au plaisir de la chasse, c'est qu'elle en a obtenu la concession du roi, concession révocable *ad nutum*. Henri III le dit catégoriquement, dans sa déclaration du 10 décembre 1581. « N'entendons toutefois défendre l'honnête plaisir et exercice de notre noblesse es cas et ainsi qu'il lui est *toléré* et permis par nos dites ordonnances. » Ce principe est dès lors admis sans conteste par tous les jurisconsultes de l'époque.

Entre temps, François I^{er}, dans sa déclaration de 1533, avait défendu de chasser à tous les non-nobles à qui l'ordonnance de 1396 l'avait permis (3). Toutefois l'or-

1. On disait encore « chasse, plaisir du roi. »

2. De Launay. « Traité du droit de chasse », Paris, 1681.

3. « Informés que plusieurs n'ayant droit, ne privilège de chasser prennent bêtes rousses et noires, comme lièvres, faisans, perdrix, en quoi faisant perdent leur temps qu'ils devraient employer au labourage, arts mécaniques ou autres, d'où résultent grande cherté de blé, blasphè-

donnance de 1600, prise par Henri IV, assimila aux gentilshommes ceux qui menaient une vie noble. L'ordonnance des eaux et forêts, rendue par Louis XIV, à Saint-Germain-en-Laye en 1669 reconnaît le droit de chasse aux bourgeois et aux roturiers qui possèdent un fief.

Art. 26. — « Faisons défense aux marchands, artisans, bourgeois et habitants des villes, bourgs, paroisses, villages ou hameaux, paysans et roturiers, de quelque état ou qualité qu'ils soient, non possédant fief, seigneurie ou haute justice, de chasser en quelque lieu, sorte et manière et sur quelque gibier de poil ou de plume que puisse être. »

Ajoutons que le droit de chasse ne pouvait être affermé par le possesseur d'un fief ou d'une seigneurie ; il pouvait être exercé non pas *ad quæstum*, mais seulement *ob delectamentum* ; tout bail à ferme, qu'il émanât du vassal ou du suzerain, était sans valeur (1).

Cette ordonnance de 1669, véritable Code de la

mes et autres plusieurs maux et inconvénients... Pour ces causes, inhibons et défendons à toutes gens de quelque estat et qualité ou condition qu'ils soient, reservez les nobles, de chasser, nonobstant les privilèges donnés tant par nous que par nos prédécesseurs, en quelque manière que ce soit, nonobstant aussi tous pactes, conventions faits et passez par les princes, seigneurs et nobles. » La sanction était une amende de 150 livres tournois ou la peine des verges « subie sous la custode (porche de la prison) jusqu'à effusion du sang » ; et au cas de récidive, les galères par force ou le bannissement perpétuel et la confiscation des biens. « S'ils sont incorrigibles et obstinés ou enfreignent leur ban, qu'il soient punis du dernier supplice. »

1. Gérard. « Le droit de chasse au point de vue civil », p. 10.

chasse de l'ancien régime, ne réglemente plus les « forests et garennes » que nous avons rencontrées au moyen âge. L'ordonnance de 1352 les avait supprimées. Pourtant, dans l'ordonnance de 1669, il est question de « buissons à connils ou garennes à lapins » et de « capitaineries ». Mais ces « buissons à connils » sont établis par le seigneur sur son propre domaine ou, avec l'autorisation du propriétaire, sur les terres d'autrui. L'article 212 de la Coutume de Meaux est très catégorique. « Si haut ou bas justicier voulait faire quelques buissons à connils en sa seigneurie, faire le peut du consentement de ses sujets et non autrement. »

Nous revenons donc à l'ancienne conception du droit de chasse ; sans doute on ne saurait prétendre qu'il est d'ores et déjà considéré comme un attribut du droit de propriété ; on ne le regarde pas davantage comme un droit naturel, il n'est pas loisible aux roturiers de l'exercer. Mais on reconnaît que les intérêts du paysan ne sont pas chose négligeable et que parcourir son fonds, fut-ce pour chasser, sans son autorisation, c'est porter atteinte au droit de propriété.

Deux autres particularités caractérisent ces buissons à connils. D'abord, les lapins de ces réserves sont réputés non pas *res nullius* mais chose du propriétaire « à cause de l'habitude et accoutumance qu'ils ont prise de retourner au même gîte », dit la Coutume d'Orléans. S'en emparer sans permission, c'est commettre un

vol (Ord. de 1669). En outre, la chasse des garennes peut être affermée ; les lapins constituent un véritable revenu du fonds.

Quant aux « capitaineries », ce sont d'anciennes « forêts » dont les rois ont changé le nom et qu'ils se sont attribué la faculté exclusive de créer et de posséder. On les appelle tantôt « capitaineries des maisons royales (si elles se trouvent à proximité des palais habités par le roi, Livry, Vincennes, Chambord, Compiègne), tantôt « capitaineries royales simples ». Sur les premières, nul ne peut chasser, même les seigneurs hauts justiciers dont les fiefs sont englobés dans ces réserves, sans une autorisation expresse du roi. (Ord. de 1669, tit. 30, art. 20.) Elles sont une lourde servitude ; les paysans ne peuvent faucher les prés et couper les taillis qu'à certaines époques seulement, de façon à ne pas déranger la chasse. Les capitaines peuvent se faire ouvrir les portes des jardins clos enclavés dans ces capitaineries. Les habitants doivent, aussitôt les récoltes enlevées, épiner leurs champs à raison de cinq épines par arpent (1). Le régime des autres capitaineries ne comporte pas des mesures aussi vexatoires (2).

1. Règlement du 6 janvier 1712.

2. Nous passons sous silence les nombreuses ordonnances relatives à l'emploi des engins de chasse ou aux mesures de sécurité publique. Citons seulement celles de 1601 à 1669 qui proscrivent l'usage des filets et collets. « Faisons défenses à toutes personnes indifféremment de faire ouvrir et exposer en vente tirasses, tonnelles, bricolles de corde et fils d'archal, fillets et pautz de retz et collets » et la chasse au chien d'arrêt

De pareils abus devaient, à la longue, lasser les patiences les plus robustes, exaspérer les colères les mieux contenues. De toutes parts s'élèvent des plaintes dont les cahiers des états généraux se font les échos. D'ailleurs, en général, la noblesse ne méconnaissait pas qu'elles fussent fondées. La noblesse de la vicomté de Paris constate « la nécessité de détruire les bêtes fauves et d'ordonner que les indemnités qui pourraient être dues en raison des dégâts qu'elles occasionnent ou toute autre espèce de gibier, seront supportées par les propriétaires de la chasse ». La noblesse de Draguignan est encore plus libérale, plus généreuse. Nous, nobles soussignés, les présents délibérant pour les absents, déclarons renoncer à tous privilèges et exemptions de quelque part, titre et possession qu'ils dérivent. » Il n'est pas étonnant que dans la nuit du 4 août 1789, les députés votent, par acclamation et à l'unanimité, la proposition de l'évêque de Chartres en vertu de laquelle le droit de chasse cessait d'être une faveur concédée par le roi pour devenir un attribut de la propriété (1).

« trop destructive et cuisinière ». Un arrêt du 4 septembre 1731 interdit la vente de la grenaille de plomb. « Il naît de cette grenaille plusieurs inconvénients : l'un que, étant donnée à très bon marché, cela multiplie le nombre des braconniers ; l'autre, qu'elle expose à de grands risques ceux qui s'en servent parce qu'elle raye les armes et les fait crever ; qu'en outre, ceux qui mangent le gibier tué par cette grenaille, courent le risque de se casser les dents et lorsqu'ils l'avalent, de se faire beaucoup de mal attendu que cette grenaille qui est par cela même fort sujette à se rouiller est très contraire au corps humain. »

1. « M. l'évêque de Chartres, présentant le droit exclusif de la chasse

L'article 3 du décret des 4-11 août consacre la renonciation de la noblesse à ses privilèges. « Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes, est aboli ; tout propriétaire a le droit de détruire seulement sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique. Toutes capitaineries, même royales, et toutes réserves de chasse sous quelque dénomination que ce soit sont pareillement abolies, Mirabeau disait : « Tout homme a le droit de chasse sur son champ ; nul n'a le droit de chasse sur le champ d'autrui ; ce principe est sacré pour le monarque comme pour tout le monde. »

Mais la liberté de chasser sur ses terres, qui avait été accordée sans restriction à chaque propriétaire, dégénéra bientôt en licence. Le droit de propriété fut violé, les récoltes ravagées ; le braconnage se donna libre cours ; les pires désordres soulignèrent le nouveau régime. La loi du 30 avril 1790 vint réglementer la chasse, dans un intérêt général ; elle confirmait le

comme un fléau pour les campagnes ruinées depuis plus d'un an par les éléments demande l'abolition de ce droit et il en fait l'abandon pour lui heureux, dit-il, de pouvoir donner aux autres propriétaires du royaume cette leçon d'humanité et de justice. A ces mots, une multitude de voix s'élèvent ; elles partent de ces messieurs de la noblesse et se réunissent pour consommer cette renonciation à l'heure même, sous l'unique réserve de ne permettre l'usage de la chasse qu'aux seuls propriétaires, avec des mesures de prudence pour ne pas compromettre la sûreté publique. » *Moniteur universel*, 1789, p. 284.

décret du 4 août et défendait, sous peine d'amende, de chasser sur le terrain d'autrui sans son autorisation.

Donc le droit de chasse était nettement reconnu et proclamé l'attribut du droit de propriété. Cette conception, dont nous avons suivi la genèse à travers les périodes de la république et de l'empire romains, de la féodalité et de la monarchie absolue, ne devait trouver, malgré son évidente simplicité, son expression la plus parfaite, sa forme définitive qu'à l'époque du droit intermédiaire, sous la Révolution.

Car, avant 1789, les roturiers ne songeaient nullement à voir dans le droit de chasse un accessoire de la propriété ; ils se bornaient, en général, à réclamer la faculté de détruire le gibier qui commettait des dégâts sur leurs terres. C'est tout au plus si, au milieu du XVIII^e siècle, quelques rares jurisconsultes s'inspirant de la doctrine qui avait été admise à Rome et en France jusqu'à la fin du moyen âge, professaient que la chasse était un droit naturel isolé, particulier et qu'elle ne pouvait pas être entravée par le propriétaire ou le seigneur de la terre ; s'autoriser du *jus prohibendi*, pour défendre non seulement le passage mais la chasse elle-même sur un fonds, leur eut semblé exorbitant. Le législateur de 1790 a permis au propriétaire d'interdire sur son bien et le parcours et la chasse.

Le droit de chasse est donc considéré aujourd'hui comme un attribut du droit de propriété. Doit-on voir dans la consécration légale de cette conception une ins-

titution de pur droit civil ? En d'autres termes, ne doit-on pas faire du droit de chasse, en dépit de la loi écrite, un droit naturel distinct du droit de propriété ? Nous avons donné les solutions qui avaient prévalu au cours des temps. Nous n'entendons pas traiter maintenant la question à titre purement spéculatif ; elle a été reprise et résolue dans le sens de l'affirmative par les socialistes et en particulier par MM. J. Guesde, Vaillant et Chauvin. Et l'on prévoit les graves conséquences de cette manière de voir : c'est pour les propriétaires fonciers, l'expropriation pure et simple de leur droit de chasse, c'est ensuite, suivant les écoles socialistes, la communalisation sans indemnité, au profit exclusif des communes ou de l'Etat, ou encore la chasse libre pour tout le monde.

« Pour les peuplades sauvages primitives, dit M. Vaillant, la chasse et la pêche étaient les uniques moyens d'existence. La guerre elle-même n'avait pour elles d'autre but que la défense ou l'extension de leurs territoires de chasse et de leur pêcheries... Aujourd'hui les seigneurs du capital et de la terre sont aussi les souverains de l'État. Dans leur société capitaliste, ils n'ont su assurer au pauvre ni droit au travail ni droit à l'existence, et ils osent le dépouiller de ses droits naturels les plus élémentaires ! (1) ».

« Le législateur de 1789, en enlevant au pouvoir royal le droit exclusif de chasser pour en faire un droit

1. *J. off.*, 1898. Ch. ann. II, p. 98.

de propriété privée, dit M. Chauvin, n'a fait que remplacer un abus royal par un abus bourgeois propriétaire » (1) ; et M. Chauvin ajoute que la loi de 1844 a renversé les principes admis dans la législation romaine, législation que l'on considère comme l'une des plus parfaites en ce qui concerne le droit de propriété et que « cette loi aristocratique a fait du droit de chasse un véritable privilège accordé aux grands seigneurs terriens ». Et les socialistes concluent : la chasse et la pêche doivent être libres et ouvertes à tous, puisque ce sont des droits naturels ; l'État et les propriétaires ne sauraient légitimement apporter aucune entrave, de quelque nature qu'elle soit, à l'exercice de ces droits.

Que la chasse ait été à l'origine une faculté dont la jouissance était partagée également par tous les individus, ce n'est pas contestable ; qu'elle ait été ensuite respectée par les premiers législateurs à l'instar d'un droit naturel, intangible, nous n'en disconvenons pas. Aussi bien ne se faisait-on pas alors une idée bien nette, bien adéquate de la propriété et de ses attributs. Il fallait cette vénération toute religieuse pour les vieilles coutumes pour que, à Rome, le droit de chasse n'ait pas été légalement rattaché au droit de propriété ; cette relation était trop logique, trop évidente pour échapper aux jurisconsultes latins ; mais ils craignaient de se heurter à la force des habitudes et avaient renoncé à

1. *J. off.*, 1896. Ch. ann. II, p. 1473.

tenter de dégager leurs contemporains de l'emprise des antiques traditions. Il ne semblait pas que le régime de la liberté de la chasse qui avait précédé l'institution de la propriété individuelle dut nécessairement disparaître à son avènement.

Et cependant, l'on définissait le droit de propriété *jus utendi, fruendi et abutendi* ; il était, dès lors, rationnel de restituer au détenteur de ce droit la faculté de chasser et de chasser à l'exclusion de tout tiers ; permettre au premier venu de poursuivre le gibier sur tous les fonds indistinctement, c'était restreindre la jouissance de ces fonds ; le droit de propriété cessait d'être un droit absolu, indivisible. Non, la loi de 1844 n'est pas une loi aristocratique ; ses rédacteurs, en reconnaissant aux maîtres du sol l'usage de toutes leurs prérogatives, se sont inspirés de la plus élémentaire équité.

CHAPITRE II

Justification de la Communalisation

Le droit de chasse est donc un attribut du droit de propriété ; en conséquence, la communalisation ne pourrait avoir lieu sans l'allocation d'une juste indemnité aux propriétaires privés de l'exercice du droit de chasse.

Mais quelle serait la nature juridique de la communalisation ?

Pourrait-on l'assimiler à une expropriation ? Ses détracteurs, dans le dessein trop apparent de semer la défiance et de peser sur les esprits indécis, n'ont pas manqué de la présenter comme une vaste dépossession qui engloberait à la fois les droits de chasse de tous les propriétaires fonciers.

Le terme d'expropriation a été maintes fois employé dans des articles de revues de chasse, sans que l'on se soit rendu compte de sa portée exacte. Une mise au point nous paraît indispensable.

L'expropriation, dans notre législation, est la cession

forcée d'une chose corporelle immobilière pour cause d'utilité publique, moyennant indemnité. Les choses corporelles mobilières et les choses incorporelles, autrement dit les meubles et les droits mobiliers et immobiliers ne peuvent, en principe, faire isolément l'objet d'une expropriation. Ils suivent, au point de vue qui nous intéresse, la condition des fonds auxquels ils sont rattachés : « Les lois du 8 mars 1810, du 7 juillet 1833 et du 3 mai 1841, disent MM. de Lalleau et Joussetin, ne sont applicables qu'à la dépossession des biens immobiliers proprements dits. » (1).

Est-ce à dire, qu'en théorie, on ne puisse pas concevoir que l'expropriation porte sur des meubles ? Non, une semblable innovation ne constituerait nullement une atteinte aux principes du droit ; elle trouverait sa justification dans l'article 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété — qu'elle soit mobilière ou immobilière — si ce n'est pour cause d'utilité publique » ; elle a d'ailleurs été déjà consacrée par quelques lois spéciales concernant certains meubles bien déterminés (extraction de matériaux d'une carrière, réquisition de chevaux, de vivres de guerre, etc.). Mais en général, l'expropriation est ordonnée pour cause de travaux publics à effectuer sur le terrain exproprié et les meubles qui le plus souvent, peuvent être déplacés sans détérioration, sont laissés à leurs détenteurs.

1. De Lalleau et Joussetin. « Traité d'expropriation », t. I, p. 102.

Aussi bien, en matière de chasse, n'est-il question ni de meuble ni d'immeuble, mais de chose incorporelle. La chasse est un droit de même nature que l'usufruit, l'usage. Or si nos différentes lois sur l'expropriation n'ont nulle part prévu le cas, serait-il juridique d'admettre qu'une chose incorporelle soit susceptible d'expropriation, puisse faire l'objet d'une loi d'expropriation.

Nous ne le pensons pas. L'expropriation est, pas définition, la cession forcée de la *propriété* d'une chose à l'Etat, aux communes... Un démembrement de la propriété, comme le droit d'usufruit ou le droit de chasse, ne peut leur être attribué séparément de la propriété de la chose elle-même. Il ne suffit pas, pour que la propriété reçoive une destination d'utilité publique, qu'il intervienne une sentence judiciaire, laquelle supplée le consentement, mais seulement entre les parties en cause ; il faut que par un effet absolu et opposable à tous, l'expropriation réunisse les lambeaux épars de la propriété et efface toutes les charges qui en auraient contrarié l'exercice pour l'attribuer d'un seul coup à l'expropriant, reconstituée et affranchie (1). A notre sens, pour répondre à l'intérêt commun qui est sa raison d'être, l'expropriation doit être une dépossession intégrale et immédiate et non point partielle et successive de tout ce qui est attaché à un fonds. Sinon, il n'y a plus expropriation, il y a simple restriction au

1. « Pandectes Françaises », au mot « expropriation ».

droit de propriété. Nous ne nous demanderons pas avec M. Batbie « si l'utilité de l'expropriation d'une chose incorporelle est difficile à imaginer en fait » (1), — la communalisation en serait précisément, dans l'esprit de nos contradicteurs, un exemple — nous disons : étant donné le but social de cette institution, tel que le législateur l'a toujours compris et tel qu'on doit logiquement le concevoir, l'expropriation ne peut porter isolément sur un démembrement quelconque de la propriété, fut-ce le droit de chasse.

Et d'ailleurs le législateur n'a-t-il pas déjà été appelé à solutionner des questions analogues à celle qui nous préoccupe ! N'a-t-il pas, par dérogation au principe qui veut que « la propriété du sol emporte la propriété du dessous et du dessus », enlevé au propriétaire le droit d'exploiter la mine que renferme son terrain ou le droit d'édifier aucune construction dans le voisinage des places fortes ? Or il n'a pas semblé que ces actes de la puissance publique qui impliquaient non un déplacement mais un simple démembrement de la propriété, dussent être assimilés à ses expropriations. La communalisation, dans la forme que nous proposons, ne serait précisément qu'un nouveau cas de limitation apporté au *jus fruendi* qui appartient au maître du sol.

D'autre part, « il ne suffit pas, pour qu'il y ait expropriation, que le propriétaire soit privé de son immeu-

1. Batbie, « Droit public et administratif », t. VII, p. 17.

ble ; il faut encore que sa dépossession soit la conséquence de la perte de son droit de propriété ; et comme il est de la nature de la propriété de ne prendre fin qu'avec la chose même sur laquelle elle a été établie et que jusque-là elle ne peut que se transmettre et non s'éteindre, il en résulte qu'étant enlevée à l'exproprié, elle doit du même coup être transférée à l'expropriant » (1). Or, nous avons dit que dans notre système comme dans le système allemand, seul l'exercice du droit de chasse, est conféré, par l'intermédiaire de la commune, aux chasseurs ; le maître du sol conserve la propriété du droit de chasse qui devient ou reste pour lui la source d'un revenu annuel ; il n'est pas « privé » de son droit et il n'en est pas « dépossédé » en ce sens que son droit n'est pas transmis à un tiers. Quel serait ce tiers ? La commune ! On sait qu'elle jouerait seulement le rôle d'intermédiaire entre les chasseurs et les propriétaires. Les chasseurs ! Mais ils seraient de simples fermiers et ne posséderaient la chasse que pour une période de six ou neuf ans !

On a parfois prétendu que le droit de chasse se confondait avec le droit sur le gibier et que le gibier, considéré comme accessoire du fonds sur lequel il se trouve, devenait immeuble par destination. Le droit de chasse, ainsi entendu ne pourrait-il pas devenir matière à expropriation ?

Nous ferons observer que dans l'état actuel de la

1. « Pandectes françaises. » Mot « expropriation ».

législation et de l'avis de la plupart des jurisconsultes, « l'acquisition des immeubles par destination qui ne sont pas fixés au fonds à perpétuelle demeure — ce serait le cas du gibier — ne peut être imposée au propriétaire » (1). Le propriétaire dont le fonds est exproprié peut et même doit reprendre ces biens qui recouvrent leur caractère mobilier.

Mais nous avons envisagé l'hypothèse de l'expropriation des meubles et nous avons émis l'opinion que, juridiquement, elle était parfaitement réalisable. En raisonnant par analogie, nous sommes amené à admettre la même solution en ce qui concerne les immeubles par destination qui ne sont pas fixés au fonds à perpétuelle demeure.

Dès lors l'expropriation de la chasse correspondant à une mainmise de l'Etat sur le gibier, sur une chose corporelle, devient possible.

Examinons donc si l'on est fondé à identifier le droit de chasse et le droit sur le gibier.

L'affirmative a été défendue par les partisans de la théorie de l'accession et adoptée par la législation anglaise (2). Qu'est-ce que le droit de chasse, dit M. Boulén (3), sinon le droit de prendre le gibier. Or ce droit est reconnu par la loi au propriétaire du fonds ;

1. De Lalleau et Jousselin, *loc. cit.*, p. 103.

2. En Angleterre, le gibier appartient au maître du sol ; celui-ci peut revendiquer le gibier capturé sans son autorisation

3. Boulén. « Du droit de chasse et de la propriété du gibier », p. 284.

il serait, par conséquent, contradictoire de prétendre que le gibier appartient au premier occupant. Autant dire qu'il appartient aux individus qui ont le droit de le prendre et puis aux autres... Si le Code civil avait permis l'acquisition du gibier par occupation, il se serait expliqué sur ce point ; il ne l'a pas fait pour rester logique avec lui-même.

D'ailleurs, le tribun Siméon n'a-t-il pas dit, sans rencontrer d'opposition, au Corps législatif : « L'état social ne permet pas que la chasse, la pêche, les trésors, les effets que la mer rejette, soient, comme dans l'état de nature, au premier occupant. L'usage des facultés naturelles, les faveurs du hasard et l'avantage de la primauté ne doivent pas être en contradiction avec une propriété préexistante et mieux fondée en droit. »

Le gibier n'est qu'un accessoire du fonds tout comme les abeilles des ruches, les pigeons des colombiers : *accessorium sequitur principale*. Il se nourrit aux dépens des propriétaires ; il est juste de donner à ceux-ci une compensation.

Enfin, pourquoi exiger une prise de possession ; l'article 713 du Code civil n'en exige pas de la part de l'Etat pour lui faire acquérir les successions et les immeubles vacants (1).

1. Un arrêt de la Cour de cassation du 3 juin 1843 semble consacrer la théorie de l'accession ; la Cour considère que « le concessionnaire du droit de chasse dans une forêt doit être assimilé au propriétaire et a droit à la propriété de tout animal tué par un tiers dans la forêt ».

Ces arguments n'ont pas paru assez convaincants et la doctrine et la jurisprudence ont été à peu près unanimes à soutenir la théorie de l'occupation.

D'après cette seconde opinion, le gibier est *res nullius*, c'est-à-dire une chose qui n'appartient à personne mais qui peut devenir, au moyen de l'occupation, l'objet d'une appropriation privée. Seule, la capture des animaux sauvages leur donne un maître ; en effet, un droit ne se comprend qu'autant qu'on peut l'exercer ; si je veux faire acte de propriétaire sur une chose, je dois pouvoir en disposer ; or je dispose si peu des animaux sauvages qui se trouvent sur mon champ, qu'ils peuvent aisément m'échapper. Singulière propriété que celle du gibier qui, dans le système de l'accession, changerait aussi souvent de maître que de place !

Il ne faut pas confondre le droit sur le gibier qui appartient au premier occupant et le droit de chasse qui appartient aux propriétaires fonciers ; ceux-ci peuvent se réserver exclusivement la faculté de s'emparer du gibier sur leurs terres : voilà l'objet du droit de chasse.

Pourquoi ne pas admettre que « devant le silence gardé par le Code sur un mode d'acquérir si naturel et si simple que l'occupation, on doive conclure au maintien de ce qui existait dans l'ancien droit comme dans le droit romain, c'est-à-dire au maintien de l'occupation comme mode d'acquérir » (1) ! Ce mode avait été

1. Hubert « Du droit de chasse », Paris, 1893, p. 154.

supprimé par l'article 713 du projet du Code civil, ainsi libellé : « La loi civile ne reconnaît pas le droit de simple occupation. » Cette prohibition fut levée sur la réclamation des tribunaux d'appel.

Cette théorie était d'ailleurs partagée par les rédacteurs de la loi de 1844. Nous en trouvons la preuve dans un argument tiré des dispositions mêmes de cette loi. Elle autorise l'individu qui a capturé, pendant la période de chasse, une pièce de gibier sur un fonds où la chasse était interdite, à garder ce gibier ; elle ne l'oblige pas à le restituer au maître de ce fonds ; elle reconnaît donc que la propriété des animaux sauvages appartient au premier occupant. Ce chasseur devrait être poursuivi comme un voleur, suivant la théorie de l'accession.

Enfin, si la loi permet à l'Etat d'acquérir la succession et les immeubles vacants sans occupation effective, c'est seulement comme on l'a fait remarquer, pour empêcher ces biens de rester inactifs au point de vue économique.

Il paraît donc bien établi que le gibier est *res nullius*. En conséquence, le droit de chasse qui appartient au maître du sol n'ayant rien de commun avec le droit sur le gibier qui appartient à tout le monde, ne peut faire l'objet d'une expropriation.

Quelle serait donc la nature juridique de la communalisation si elle n'était pas une expropriation ? Ce serait tout simplement une « restriction » apportée à l'exercice

du droit de propriété, pour des motifs d'utilité publique. Ces sortes de restrictions sont parfaitement licites ; elles ont été consacrées par l'article 544 du Code civil. Ce texte, après avoir posé que le propriétaire est libre de jouir de sa chose « de la manière la plus absolue » ajoute, « pourvu qu'il n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou règlements ». Une loi sur la communalisation aurait précisément pour but de prohiber l'usage du droit de chasse par les propriétaires fonciers.

Mais ces limitations qu'admet le droit civil, ne constituent-elle pas des atteintes au droit de propriété ? On les justifie, d'ordinaire, en alléguant la prédominance, pour le plus grand bien de tous et de chacun, de l'intérêt général sur l'intérêt particulier. « Tous les droits naturels peuvent légitimement être réglés dans leur exercice lorsqu'un intérêt général l'exige. » (1).

Pourtant, fait observer Laurent, il ne s'agit pas toujours — et surtout en l'espèce — d'un intérêt particulier mais parfois d'un droit individuel ; un intérêt même général peut-il l'emporter sur le droit ? Le droit de propriété, *jus utendi et abutendi*, n'est-il pas outrageusement violé par cette substitution de la commune au propriétaire, de la collectivité à l'individu, se demandait M. Graux dans l'exposé des motifs de son projet de loi ? (2).

A vrai dire, la société a des droits parce qu'elle a

1. Menche de Loisne, *loc. cit*, p. 181.

2. *J. off.*, 1894. Ch. ann. II, p. 1420.

des devoirs ; et ces devoirs elle ne peut les remplir qu'en imposant à ses membres certaines obligations ou restrictions. Elle a le droit de prendre des mesures qui assurent la sage exploitation d'une richesse nationale, car elle a le devoir de veiller à la conservation de cette richesse ; elle est donc parfaitement fondée à limiter, autant que l'exige l'intérêt général, l'usage du droit de propriété.

Et qu'on ne s'y trompe pas, que l'on ne voie pas dans cette restriction une expropriation détournée. « Le droit de propriété, dit Toullier, peut subsister indépendamment de l'exercice qu'on en peut faire. On n'est pas moins propriétaire quoiqu'on ne fasse aucun acte de propriété, quoiqu'on soit dans l'impuissance de le faire... La propriété est considérée comme une qualité inhérente à la chose. » (1). La jouissance d'un droit n'a pas pour corollaire nécessaire son exercice par la même personne ; chacun a le droit d'acheter des terres, mais ne peut le faire que s'il a des capitaux à sa disposition. De même chacun a, en principe, le droit de chasser, mais il ne peut en user que sous certaines conditions et notamment que dans la mesure où l'intérêt public ne s'y oppose pas. Or l'intérêt public veut que l'exercice du droit de chasse soit remis aux communes parce qu'elles peuvent l'exploiter plus utilement que la généralité des propriétaires ruraux.

1. Toullier. « Des biens », p. 54.

D'ailleurs, c'est à remarquer, certains grands amateurs de chasse ne se font pas faute, à l'occasion, de solliciter spontanément quelques-unes de ces restrictions dont la communalisation, qu'ils combattent avec tant d'acharnement précisément parce que limitation au droit de propriété, ne serait qu'un exemple à ajouter à bien d'autres. Nous nous bornerons à citer ici les battues dites administratives organisées pour détruire les sangliers, les lapins, etc. Ces battues sont ordonnées par le préfet à la demande des lieutenants de louveterie, conservateurs des forêts ou des maires des communes, qui, eux-mêmes, ne font souvent que se conformer aux désirs de quelques intéressés. Elles sont réglementées par l'arrêté du 19 pluviôse an V et l'ordonnance du 24 août 1814 et faites indistinctement sur toutes les terres d'un ou de plusieurs territoires communaux ; point n'est besoin de l'autorisation des propriétaires. « La décision préfectorale, dit M. Moyat, supplée en ce cas au consentement de celui qui jouit du droit de chasse. Il n'en est pas moins vrai qu'une atteinte est portée à l'inviolabilité de la propriété. »

On pourrait encore, jusqu'à un certain point, assimiler la communalisation à une servitude légale, cette servitude ne pourrait, en principe, être établie sans indemnité. Toutefois, l'assimilation ne pourrait être complète, car si nous voyons un fonds servant, nous ne voyons pas de fonds dominant !

Expropriation du droit de chasse ou restriction au

droit de propriété, la communalisation ne peut avoir lieu que pour cause d'utilité publique. Les motifs d'intérêt général peuvent être classés sous trois chefs : économie sociale, sûreté publique, exigences du Trésor. Nous les avons déjà étudiés dans la première partie de notre travail, quand nous nous sommes attaché à démontrer que le législateur ne s'en était pas suffisamment inspiré dans la rédaction de la loi de 1844. Dans la crainte de nous répéter, nous donnerons peu d'ampleur à ce paragraphe.

L'économie nationale nous semble principalement intéressée à l'adoption de la communalisation. L'exploitation intensive et déréglée de cette richesse qu'est le gibier en a compromis singulièrement la stabilité et la durée. Dynamiquement, sa production a beaucoup varié et baissé depuis quelques années ; il est à redouter qu'avec le maintien du régime actuel, cette dépression s'accuse encore davantage dans un avenir très prochain et soit le présage certain d'une ruine complète. On sait quel important mouvement d'argent occasionne la chasse et partant, l'on peut juger quelle fâcheuse répercussion aurait la disparition du gibier sur la fortune du pays. Il importe, pour enrayer cette crise qui prend un caractère de plus en plus aigu, de recourir à des remèdes énergiques, à une réglementation rationnelle, sévère et uniforme de la chasse. L'expérience a trop éloquemment prouvé que, seuls, les pouvoirs publics pouvaient organiser son exercice d'une façon

méthodique et sage et que l'intervention, le contrôle permanents des autorités municipales et préfectorales étaient indispensables à l'observation du régime établi. A cette fin, il est nécessaire d'établir une nouvelle restriction au droit de propriété (1).

Il existe d'ailleurs, dans le droit français d'autres limitations basées sur des motifs d'économie sociale. Nous rappellerons l'interdiction faite aux particuliers de défricher sans autorisation certains bois qui leur appartiennent (Code for., art. 219) ; les obligations concernant le dessèchement des marais et étangs (L. du 16 sept. 1807) ; la défense de pratiquer des fouilles dans le périmètre des sources d'eaux minérales déclarées d'utilité publique (L. du 14 juill. 1846) ; les règles relatives à la concession des mines et minières (L. L. du 24 avril 1810, 27 avril 1838, etc.)

Cette dernière restriction nous paraît bien plus grave que celle que nous proposons ; le propriétaire pourra recouvrer, en tant que chasseur, dans notre mode de communalisation, l'exercice de son droit de chasse ; il lui est au contraire impossible de mettre lui-même sa mine en valeur si l'Etat le lui a refusé.

Enfin la loi de 1844, elle-même, a soumis à certaines conditions l'usage du droit de chasse, par son détenteur,

1. « Le gibier, disait M. Graux, n'est pas un objet de luxe dont la disparition soit indifférente ; sa reproduction ne doit pas être considérée comme une simple satisfaction à accorder aux chasseurs. C'est un capital que le législateur a le devoir de conserver et d'augmenter. *J. off.*, 1894, Ch. ann. II, p. 1420.

sur ses propres terres ; elle lui interdit, ainsi qu'aux tiers, de chasser avant l'ouverture et après la fermeture de la chasse, de capturer certains oiseaux réputés utiles à l'agriculture, de se servir de certains engins de destruction, etc.

Toutes ces restrictions sont autant d'atteintes portées à la propriété et à la liberté individuelles dans un intérêt général.

L'adoption de la communalisation en France répondrait aussi à des motifs de sûreté publique (1). Ce régime de chasse se prête, en effet, mieux que tout autre, à la répression du braconnage et à la diminution du nombre des conflits qui surgissent entre chasseurs et propriétaires, braconnage et conflits qui sont de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publique. Les professionnels du colletage et du panneautage, dont l'audace croît tous les jours, sont en état de rébellion ouverte contre la société et ses institutions ; ils sont une menace permanente dans le milieu où ils accomplissent leurs méfaits et ils ne reculent pas, au besoin, devant le vol et même le crime. La tolérance et souvent l'impunité dont ils bénéficient sont d'un effet moral

1. Quand il s'agit de restriction au droit de propriété, l'expression « sûreté publique » est prise d'ordinaire au sens de « salubrité publique. » Mais on peut aussi lui donner l'acception d'ordre social, de salubrité morale ; c'est dans cet esprit que l'on a pu classer parmi ces restrictions, l'interdiction de porter certaines armes ou de vendre certaines gravures. (V. Pandectes françaises, t. XLVII. Mot « propriété », p. 540.)

détestable. Nous verrons quels moyens efficaces de réduire ces réfractaires offre la communalisation.

Elle permettra, d'autre part, aux chasseurs de se livrer à leur sport, sans appréhension et sans arrière-pensée ; ils ne seront plus soumis à l'obsédante obligation de quêter l'autorisation de chasser près des maîtres du sol et ne craindront plus d'essuyer des refus qui froissent leur amour-propre. Ils ne courront plus à tout moment le risque de se trouver en terrain défendu et de se voir traîner devant les tribunaux.

La loi de 1844, en mettant dans les villages certains habitants à la discrétion des autres, y suscite ou entretient des inimitiés ; elle fait de la chasse un brandon de discorde ; la loi sur la communalisation l'éteindra en supprimant le consentement du propriétaire.

La chasse sera libre sur l'ensemble de tout le territoire communal, pour tous les porteurs de permis qui en seront devenus les colocataires (1).

Cette limitation apportée aux droits du propriétaire

1. M. Ruau, ministre de l'Agriculture, regrettait aussi, tout récemment, que la division de la propriété ait, du fait de la loi de 1844, une répercussion fâcheuse sur l'organisation actuelle de l'exercice du droit de chasse. Il disait : « Quel est l'avantage de la communalisation ? Il est éclatant. Par les moyens prévus dans notre législation et avec un véritable morcellement, on se trouve en présence de toutes petites parcelles. Cette poussière de terres, ces lopins qui font que l'on sort de chez l'un pour rentrer chez l'autre, exactement comme sur les lames d'un parquet, font que le gibier ne constitue plus une richesse, un produit naturel du sol comme par exemple le blé et la vigne. Pour que la mise en valeur soit complète, il faut l'association, il faut de grandes étendues... » (Discours au Congrès de la chasse de 1907.)

favorisera croyons-nous, la pacification des esprits ; en tout cas, elle introduira plus de sécurité dans l'exercice d'un sport qui réunit tant d'adeptes et dans la mise en valeur d'une richesse nationale dont la prospérité intéresse à un si haut degré l'industrie, le commerce et, ajouterons-nous le Trésor.

La chasse a rapporté ces dernières années 50 millions à l'Etat ; il devra si le gibier disparaît, se procurer ces revenus en établissant des droits bien plus vexatoires. Il serait beaucoup plus habile de ménager cette source de revenus pendant qu'il en est temps encore et de réglementer l'exercice de la chasse dans le sens d'une communalisation. La restriction au droit de propriété que comporte ce système n'est pas, d'ailleurs, sans analogues, au point de vue que nous envisageons ; l'Etat s'autorise en effet de nécessités fiscales pour entourer de prescriptions légales l'exploitation des mines de sel et des sources d'eau salée (L. L. du 17 juin 1840 et du 7 mars 1841), la vente des bois de bourdaine (1) (Décr. du 16 floréal an XIII), la culture du tabac (L. L. dn 28 avril 1816, 22 juin 1862) etc.... la communalisation apparaîtrait comme une limitation apportée, au même titre budgétaire, au droit de propriété.

Il serait assurément à désirer que tout sujet de droit ait la plénitude de la jouissance de ce droit et

1. On sait que le bois de bourdaine sert à la fabrication de la poudre noire.

l'exerce de la façon la plus exclusive et la plus absolue, sans rencontrer d'entraves dans l'application des lois ; mais il faut compter, dans toute nation civilisée, avec les exigences sociales ; aussi doit-on chercher à atténuer autant que possible le heurt des principes juridiques et des principes économiques et à rétablir entre eux une certaine harmonie.

De ce fait que la communalisation serait une simple restriction au droit de propriété et non une expropriation, nous allons tirer les conclusions suivantes :

Elle ne nécessiterait pas le recours à la longue procédure qui, en exécution de la loi du 3 mai 1841, devrait être appliquée à l'annexion des territoires de chasse au domaine public. Le propriétaire foncier conservant la jouissance de son droit de chasse, la loi n'aurait à en régler que l'exercice.

Elle n'exigerait pas la fixation d'une indemnité préalable. Imagine-t-on d'ailleurs toutes les difficultés que présenterait l'estimation consciencieuse d'une « juste » indemnité ? Au contraire, en ne voyant dans la communalisation qu'une limitation au droit de propriété, on reconnaîtrait aux maîtres du sol, en compensation de la perte de l'une de leurs prérogatives, une sorte de droit acquis à un revenu annuel, revenu dont le quantum serait déterminé suivant le montant du fermage de la chasse.

La réfutation des principales objections qui ont été

élevées contre la communalisation sera le complément tout naturel de sa justification.

La communalisation a rencontré de violents détracteurs ; elle a groupé aussi des partisans zélés (1). De longues polémiques ont été soulevées et le ton acerbe sur lequel elles étaient engagées ont révélé parfois un parti pris exaspéré.

Dans le feu de la discussion, tout argument était bon et les raisonnements le plus invraisemblables ont déconcerté bien des esprits sérieux et réfléchis (2). Nous ne leur accorderons aucune attention. D'autres, empreints de beaucoup de bon sens, ne rencontreront aucune contradiction de notre part ; ils n'atteignent pas la mode de communalisation que nous préconisons et que nous exposerons plus loin (3).

1. Elle a trouvé d'ardents défenseurs dans la plupart des membres du Saint-Hubert Club de France ; M. Juif, vice président de cette société faisait récemment cette déclaration : « Mon avis sur la communalisation ! Mais ne suis-je pas membre du Saint-Hubert Club, et n'ai-je pas adhéré pleinement à un programme dans lequel figure cet important projet ? Notre si actif et si dévoué président, le comte de Clary, n'a-t-il pas dit que tous nos efforts tendaient à ce but ? »

2. Voici, entre autres, un argument qui nous a, sinon convaincu, du moins très édifié. « On risquerait fort de voir les grands propriétaires mécontents d'être forcés de louer eux-mêmes leurs terres ou de se trouver en présence, lors de l'adjudication, de plus fortunés qu'eux, réaliser leurs propriétés et en envoyer le produit rejoindre les capitaux liquides qu'ils ont déjà, pour la plupart mis à l'abri à l'étranger, abandonner eux — mêmes leur pays... » — « La Chasse illustrée », 1^{er} janvier 1907. Passe encore que des Italiens ou des Allemands émigrent pour chercher ailleurs le pain que leur refuse la terre natale ; mais des Français s'expatrient pour une question de chasse ! Sans plus de commentaires.

3. C'est ainsi que l'on a considéré — et à juste titre — comme très

Nous nous contenterons d'examiner les critiques les plus générales et en apparence les mieux fondées et celles qui s'adressent particulièrement à notre système de chasse.

Nous avons dit que l'on avait fréquemment prononcé, au sujet de la communalisation, le mot expropriation dont on a fait un épouvantail; nous avons vu ce qu'il fallait penser du véritable caractère juridique de ce système de chasse. Engagés sur cette pente, nos adversaires devaient se laisser aller tout naturellement à une plus grande exagération. Ils ne se sont pas fait faute de présenter la communalisation comme un acheminement vers le communisme. « La terminologie peut encourager l'équivoque dit M. Jevain ; communalisation, communisme question de désinence ! » (1).

Enlever l'un des attributs de la propriété aux particuliers pour le donner aux communes fut-ce dans un intérêt général, c'est créer un précédent que les socialistes n'oublieront pas d'invoquer à l'avenir. « A notre époque où l'on prêche la collectivisation de la terre et des instruments de travail, dit M. H. Clément, où tout au moins le parti radical-socialiste demande l'extension des monopoles de l'Etat, n'y aurait-il pas à la fois un danger et une injustice à attribuer le droit de

mauvaise en soi, la réserve d'un territoire dit banal, aux chasseurs indigènes, dans les chasses communalisées. Or dans notre projet, nous supprimons le territoire banal.

1. Jevain, *loc. cit.*, p. 112.

chasse aux communes ? » (1). La propriété ne fut jamais plus menacée qu'aujourd'hui ; bien inconscients sont ceux qui poursuivent une campagne en faveur de son démembrement ; ils n'en prévoient pas les conséquences extrêmes sur l'éventualité desquelles il n'est guère permis de douter ; elles se traduiront dans la mainmise qu'exercera l'Etat successivement sur tous les autres droits accessoires à la propriété et dans la nationalisation du sol qui sera le terme de cette expropriation.

Est-il vrai que la communalisation puisse être le prélude d'une confiscation totale ? Le mot communisme est un mot magique qui a la vertu de transformer en adversaires irréductibles bien des personnes déjà converties à une idée. Les ennemis de la communalisation ne pouvaient recourir à un subterfuge plus heureux ! Sans doute, toute réplique nous serait impossible si nous avions adopté le projet développé par M. Chauvelon-Fontelives au Congrès de 1907. « La chasse cesse d'être inhérente au droit de propriété sur les terres non-closes et devient propriété communale par concession de l'Etat aux communes rurales de France. » (2). Mais cette conception, nous l'avons nettement repoussée. Nous limitons le rôle de la commune à celui d'intermédiaire entre les maîtres du sol qui sont seuls la propriété du droit de chasse et les chasseurs qui en obtiennent l'exercice. Et à ce titre, le produit de la

1. H. Clément dans le *Figaro* du 2 Novembre 1906.

2. V. Rapport Madelin.

location de la chasse, au lieu d'être versé dans la caisse communale, est réparti uniquement entre les propriétaires fonciers. Notre système n'est pas une menace, un défi jeté aux individualistes ; il implique au contraire, la reconnaissance de ce principe en vertu duquel le droit de chasse est et ne peut cesser d'être un attribut du droit de propriété. « Loin d'être une concession à la théorie de la nationalisation de la propriété, dit M. Graux, c'est une consécration de l'individualité de la propriété. » (1).

Nous ne nous attacherons pas à réfuter plus longuement un argument auquel nos adversaires eux-mêmes ne semblent pas attribuer une grande valeur. Par une contradiction qu'ils n'ont pas cherché à éviter, ils reprochent aussi à la communalisation d'être une mesure aristocratique (2) !

Ces polémistes qui affichaient la plus vive répulsion pour les doctrines égalitaires, nous font un crime de ne pas préconiser un système assez niveleur !

La communalisation obligatoire, dit-on, favoriserait surtout les capitalistes et les grands propriétaires terriens. Les capitalistes obtiendraient la location des

1. « J. off., » 1894. Ch. ann. II, p. 428.

2. M. Schœffer apprécie en ces termes la loi d'Alsace-Lorraine sur la communalisation : « C'est une *loi féodale*, car elle fait du droit de chasse le *privilege de la grande propriété*. C'est une *loi socialiste*, car elle aboutit à tout rapporter à la commune. » — « Le droit de chasse », p. 344. Loi féodale, socialiste, la contradiction est flagrante !

chasses à l'exclusion des petits chasseurs à qui leurs modestes ressources ne permettraient plus de s'offrir un plaisir devenu très onéreux. Ce seraient eux les véritables bénéficiaires de la dépossession des ruraux et cette restriction que l'on prétend établir dans un intérêt public profiterait en réalité à une minorité privilégiée. Les terriens qui auraient un certain nombre d'hectares d'un seul tenant et qui de ce fait conserveraient la faculté de chasser seuls sur leurs fonds, jouiraient d'un régime de faveur. On représentait la loi de 1844 comme anti-démocratique parce que, en interdisant aux tiers la chasse sur les terrains entourés de haies ou murs continus et en la réservant uniquement aux possesseurs de ces terrains, elle avait créé une « noblesse du clos » (1). Or la communalisation aggraverait singulièrement cette injustice ; elle constituerait aux grands propriétaires un avantage qui serait refusé aux humbles cultivateurs. « Elle blesserait, dit M. Ternier, toutes les idées reçues sur la véritable égalité de tous les Français devant la loi, l'égalité devant les droits acquis par la qualité de propriétaire, droits qui résultent peut-être encore plus pour les petits que pour les grands d'une acquisition au moyen du fruit de tra-

1. Ce reproche n'est d'ailleurs nullement fondé ; l'exercice de la chasse est défendu sur les terrains clos parce que le propriétaire a mis obstacle au passage des étrangers sur son fonds, en quoi faisant, il n'outrepasse point ses droits. Imagine-t-on l'utilité de clôturer un jardin si l'on doit en laisser l'accès libre à tout venant qui prétexte se livrer à la chasse !

vaux, de labeur et d'économie, droits qui doivent toujours être équivalents et d'autant plus que les charges de la petite propriété et les devoirs qu'elle entraîne sont proportionnellement les mêmes que ceux de la grande propriété. » (1).

L'égalité civile peut avoir ses inconvénients, dit M. Schœffer (2), mais elle est un fait acquis, un principe admis et consacré par les mœurs. Pourquoi serais-je frappé d'une expropriation partielle alors que mon voisin, possesseur de 25 hectares (quantité adoptée en Alsace-Lorraine) ne le serait pas ? Est-ce que, pour s'exercer sur une moindre étendue, mon droit n'est pas aussi respectable que le sien ? Cette obligation de laisser passer des étrangers sur mon terrain est aussi vexatoire pour moi que pour lui. Pourquoi l'en affranchir ? Est-ce parce qu'il est fortuné ? Mais comme le faisait remarquer en 1877 le rapporteur de la loi belge, la fortune ne doit pas donner une sorte de « droit fatal » sur les biens des particuliers. Et il est de mauvaise politique de faire ressortir aussi outrageusement, dans une loi, la différence entre le riche et le pauvre ; c'est bien à notre époque qu'il convient d'éviter de pareils froissements sociaux.

On se figure que le petit cultivateur satisfait d'une indemnité probablement insignifiante, ne songerait pas à récriminer contre la spoliation dont il aurait été victime.

1. « La Chasse illustrée », 1^{er} janvier 1907.

2. Schœffer, *loc. cit.*, p. 340.

« Nous le demandons, dit M. Leblond, serait-il équitable, à une époque où la propriété foncière est déjà si éprouvée et alors qu'elle a subi une diminution considérable (de moitié ou du tiers suivant la région), de frapper encore ceux qui en sont les détenteurs malheureux, en les empêchant de tirer personnellement et directement de leurs biens un profit très appréciable, par la location de leur chasse ? » (1).

Enfin, nous dit-on, alors même que quelques paysans se déclareraient désintéressés par leur quote-part du produit du fermage, la plupart ne renonceraient pas aussi facilement à l'exercice d'un droit héréditaire. Le paysan a la vanité de sa propriété ; la terre est à lui, il l'a reçue de ses pères, il l'a augmentée du fruit de son travail. Tous les droits afférents à cette terre sont sacrés à ses yeux, même s'il n'en fait pas usage. Il n'entrerait pas dans son entendement qu'un étranger, fort du seul fait de ses écus versés à la caisse municipale, lui enlève une de ses prérogatives de propriétaire, lui parle en maître sur son propre terrain... Cela le paysan ne le supportera jamais et s'il est chasseur, il l'admettra encore bien moins.

En résumé, il faut combattre et repousser le système de la communalisation parce qu'il est contraire à l'équité et au caractère français. Il favorise les classes aisées aux dépens des classes pauvres ; il soumet à

1. Leblond. « Code de la Chasse. »

l'observation une réglementation étroite des esprits trop indépendants pour s'y plier docilement.

A lire ces protestations et ces critiques dont nous n'avons pas reproduit les plus véhémentes, il semble que le système de la communalisation ne tendrait à rien moins que révolutionner nos mœurs et notre droit ! Nous ne prétendons pas, à la vérité, que son application rencontrerait une passivité générale ; il est peu d'exemples de lois qui n'aient pas soulevé d'opposition. Mais nous sommes fondé à penser qu'il ne choquerait nullement l'équité et ne se heurterait guère à l'hostilité des intéressés.

Dans le mode de communalisation que nous proposerons, les capitalistes n'auront nullement la possibilité d'écarter les petits chasseurs. Nous n'avons pas admis comme unique forme de location, l'adjudication qui, dans plusieurs Etats allemands, permet en effet aux gens très fortunés d'être les seuls fermiers des districts de chasse. Nous avons eu recours à une combinaison, un moyen terme qui fera de ce sport un passe-temps aussi démocratique que le comporte le souci de la conservation du gibier. Sans doute, les frais du permis s'accroîtront des frais de location de chasse. Mais comme presque tous les plaisirs, la chasse est un luxe ; si l'on s'évertue à la mettre à la portée du plus grand nombre, il ne faut pas cependant négliger les intérêts de l'Etat et surtout des propriétaires. Personne n'est obligé de chasser ; le propriétaire serait contraint,

même à son corps défendant, d'abandonner l'exercice de son droit de chasse. Le propriétaire serait donc plus intéressant que le chasseur.

Nous sera-t-il aussi facile de répondre à cet autre reproche : notre système serait contraire à l'égalité en ce qu'il constituerait une sorte d'apanage aux grands propriétaires fonciers ?

Nos adversaires savent fort bien que l'égalité au sens usuel du mot, est le plus chimérique des rêves ; elle ne pourra jamais être réalisée parce que jamais on ne pourra niveler les intelligences et neutraliser les caprices du hasard. La conception la plus philosophique de l'égalité nous paraît être celle de Sarcey : « Elle n'exige pas, dit-il, qu'on abolisse les privilèges, elle veut seulement qu'on les rende accessibles à tout le monde. » (1). Or, aujourd'hui, il n'existe plus de coutume ou de loi qui interdise aux petits cultivateurs de se hausser au rang des grands propriétaires ; et partant, rien ne les empêcherait d'arriver à se soustraire à la communalisation dans la mesure que nous déterminerons.

Mais l'on parle d'égalité civile ; en quoi consiste-t-elle ? Dans la jouissance des mêmes droits par les individus qui occupent une situation identique devant la loi. Eh ! bien, nous reconnaissons la faculté d'exercer leur droit de chasse à tous ceux qui peuvent l'exercer utilement ; nous la refusons aux autres. De

1. Sarcey « Misères d'un fonctionnaire chinois. »

même, tous les Français, majeurs de vingt et un ans, ont, en principe, la pleine capacité civile parce qu'ils sont réputés aptes à gérer leurs intérêts ; les mineurs de vingt et un ans n'ont, à raison de leur insuffisance intellectuelle, qu'une capacité limitée. L'égalité civile nous semble pareillement respectée dans les deux cas.

Et en somme, dit M. Weyd, le retrait de l'exercice du droit de chasse ne causerait, en fait, aucun préjudice au cultivateur ; en raison même du morcellement de la propriété, ce droit est, pour la plupart des parcelles, purement illusoire ! Le seul profit que puisse en tirer celui qui en est détenteur, est de causer des ennuis à son voisin ; mais « franchement, la satisfaction des sentiments peu relevés de la nature humaine ne peut servir de base à la législation et le maître du sol ne peut vouloir le garder que pour jouer le rôle du chien du jardinier. » (1).

Enfin, la différence de traitement que nous établissons pour les petits et les grands propriétaires témoigne combien nous nous préoccupons de sauvegarder autant que possible l'intégrité du droit de propriété. Nous avons présenté la communalisation comme une restriction apportée à ce droit ; mais nous n'avons pas voulu que cette restriction fût plus importante que ne le comportait l'intérêt public bien entendu. Or l'intérêt public n'exige pas que les grands domaines soient communalisés ; il suffira de les soumettre à une régle-

x. Weyd : Rapport au Congrès de 1907.

mentation qui remédie aux imperfections de ce régime particulier. C'est donc bien à tort que l'on nous accuse de saper à sa base l'institution de la propriété individuelle ; nous prétendons au contraire la respecter, tout en sacrifiant à des nécessités d'ordre économique et social.

Quant à la question de l'indemnité, nous la réglerons au mieux des intérêts des ruraux ; notre système leur permettra d'obtenir une somme aussi forte que celle que leur procure l'amodiation directe, quand ils songent ou réussissent à louer leurs terres, ce qui n'est pas si fréquent ! Nous fixerons un minimum de mise à prix de la chasse et les propriétaires recevront la majeure partie du produit du fermage.

On dit enfin que cette indemnité, si élevée soit-elle, ne tentera pas les paysans jaloux de conserver intact le patrimoine de leurs aïeux et qu'ils s'opposeront de toutes leurs forces à la communalisation. C'est poser une affirmation gratuite et bien mal connaître les paysans français. Ils sont encore, en maintes contrées, gens pratiques, intéressés, qui ne refuseront pas, par futile vanité, de céder un droit souvent improductif et inexercé contre des écus sonnants et trébuchants. Il nous a donné d'étudier dans la région de l'Est plusieurs applications de la communalisation facultative, la seule praticable actuellement en France ; or il s'est trouvé très peu de récalcitrants qui n'aient point consenti à faire l'abandon de leur chasse. Ajoutons,

pour terminer, que contrairement à ce que l'on a avancé, les petits propriétaires ont parfaitement souffert, sur leurs terres, la présence d'un étranger, voire même d'un ennemi personnel; ils se sont peu souciés de savoir quels seraient les locataires de la chasse !

Nous croyons avoir justifié notre système de communalisation obligatoire et répondu aux principales critiques qu'il a pu soulever. Avant de passer à l'étude des différents modes de communalisation, il ne nous paraît pas hors de propos de donner un aperçu sur la question de la syndicalisation des chasses.

APPENDICE

Syndicalisation des chasses

« Dans notre pays de France, disait M. Henry Clément, nous nous heurtons de toutes parts à la puissance publique qui étouffe de plus en plus les sentiments d'indépendance et l'esprit d'initiative privée. Il ne me semble pas utile de lui attribuer un droit de plus. » L'initiative privée ! Nous avons vu que le législateur de 1844 s'en était remis à elle du soin d'organiser la chasse ; or, actuellement, la chasse traverse une crise dont on ne saurait exagérer la gravité !

L'idée qu'a exprimée M. Henry Clément a suggéré celle de substituer à la communalisation obligatoire des systèmes plus libéraux.

On a songé d'abord à la communalisation facultative: les tentatives d'application, nous le verrons plus loin, ont donné des résultats trop peu satisfaisants.

« Entre ces deux systèmes — communalisations obligatoire et facultative — dont l'un s'inspire trop de la rigueur allemande et l'autre de l'idéalisme latin, dit M. Madelin, on a pensé qu'il y avait place pour une conception moyenne, une solution plus élégante. Cette solution, on l'a trouvée dans ce qu'on a appelé la syndicalisation des chasses, c'est-à-dire l'application, aux groupements de propriétaires, des dispositions sur les associations syndicales autorisées, des lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888 pour les travaux d'amélioration agricole d'intérêt collectif. » L'idée d'assimiler l'exploitation de la chasse à une amélioration agricole n'est pas nouvelle; elle avait déjà été émise par M. Waldeck-Rousseau qui se prévalait de l'article 1^{er} § 40 de la loi de 1888.

Cet autre régime aurait l'avantage de ne pas rendre obligatoire l'abandon de la chasse. Les propriétaires groupés en associations syndicales décideraient, à la majorité, si les terrains de chasse devraient être mis en commun pour être exploités. Cette majorité serait calculée conformément à l'article 12 de la loi de 1865, modifié en 1888. L'association ne serait autorisée qu'en cas d'adhésion des trois quarts des intéressés représentant plus des deux tiers de la superficie totale ou des deux tiers des intéressés représentant plus des

trois quarts de cette superficie. Par application du même article, une délibération du Conseil municipal portant avis conforme serait requise, suivie d'un arrêté préfectoral. Cette double formalité « rassurerait les partisans les plus épris des solutions libérales » (1).

Enfin, on demanderait au Parlement quelques retouches aux lois de 1865 et 1888 ; il y aurait lieu, en effet, d'envisager certaines modalités nouvelles qui n'ont pu être prévues à ces époques. Ainsi, on pourrait dispenser de faire partie des groupements syndicaux les propriétaires de terrains munis d'une clôture continue ou réservés à des cultures spéciales (tabac, vignes...) ou contenant 20 hectares d'un seul tenant (2).

Un projet de loi sur l'amodiation de la chasse, conçu en ce sens, a déjà été déposé, dans le Grand Duché de Bade, sur le bureau de la Chambre, le 17 janvier 1907. D'après ce projet, les propriétaires de parcelles non closes, d'une étendue inférieure à 100 hectares formeront entre eux obligatoirement des associations syndicales qui s'administreront elles-mêmes et répartiront entre les syndiqués les fonds provenant de la location. L'adhésion de la majorité des propriétaires intéressés représentant plus de la moitié de la superficie totale desdits terrains sera nécessaire.

Ce système, dit-on, éviterait aux petits cultivateurs une dépossession brutale. Les communalistes ne leur

1. Rapport Madelin.

2. Rapport Madelin.

accorderaient aucun recours, ne leur reconnaissent même pas voix délibérative pour protester contre la mesure elle-même ou donner leur avis sur le mode de mise en valeur de la chasse. Les syndicalistes les feraient juges de la nécessité et de la forme d'une exploitation en commun ; ils leur laisseraient la faculté de disposer, comme ils l'entendraient, de leur droit de chasse ; la minorité serait seulement tenue de s'incliner devant les décisions d'une forte majorité.

Les motifs invoqués par les promoteurs de la syndicalisation paraissent très louables ; on voudrait ménager les susceptibilités nationales et sauvegarder l'inviolabilité de la propriété que l'on croit compromise par la communalisation.

Mais est-elle réellement praticable et les arguments qu'apportent ses partisans sont-ils bien décisifs ? Le régime du syndicat est sans doute un régime de liberté, d'indépendance, de *self government*. Mais il n'en est pas moins vrai que, d'après l'article 6 de la loi de 1888, les propriétaires qui n'adhèrent pas au projet d'association sont contraints de renoncer à leurs droits, moyennant indemnité ; s'ils prétendent conserver ces droits, ils sont obligés d'entrer dans l'association, alors même qu'ils en contestent l'utilité ; enfin ils doivent subir la volonté du plus grand nombre. C'est la fêlure du système ; les syndicalistes qui se posent en défenseurs des idées libérales reconnaissent implicitement que, souvent, les voies coercitives conduisent seules au succès ; en

somme, ils préconisent la doctrine de la loi du plus fort.

La communalisation apporterait également une restriction, une digue à l'expansion de notre personnalité ; c'est vrai ; aussi bien n'en faisons-nous pas l'éloge comme d'un système idéal. Mais appliquée à tous les propriétaires, elle n'apparaîtrait pas comme un fait brutalement imposé par une majorité tyrannique à une impuissante minorité ; elle serait subie par tous, comme une charge fiscale, elle serait l'expression même de l'égalité.

Nous avons relevé, on s'en souvient, quelques-unes des contradictions qui ont échappé aux ennemis de la communalisation, presque tous ralliés à la syndicalisation ; et, en particulier, ils ont fréquemment reproché à notre système d'entraîner une expropriation, soit par ignorance de la portée juridique de ce mot, soit dans l'espoir de nous susciter de nouveaux adversaires ; or l'un de leur porte-parole les plus autorisés s'exprimait en ces termes : « Si un récalcitrant, dans son intérêt propre, s'oppose à des mesures d'intérêt général, on appliquera à son droit de chasse, simplement immatériel, le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique, adopté par notre législation pour les droits matériels sur les immeubles eux-mêmes, moyennant une juste indemnité. » (1). (Nous ne saisissons pas bien la distinction entre les droits matériels et immatériels !) Que les communalistes exproprient — ce qui n'est nul-

1. V. le journal *Le Figaro*, 27 avril 1907.

lement leur dessein — ce serait odieux ; que ce soient les syndicalistes, rien de plus équitable !

Nous observerons d'autre part que ceux-là mêmes qui nous faisaient un crime, toujours au nom de l'égalité, de favoriser les grands propriétaires, ne se font pas scrupule, dans leur système, de leur accorder le même privilège : ils leur permettent, eux aussi, de garder en propre l'exercice de leur droit de chasse !

Nous élèverons un dernier grief contre les syndicalistes. Somme toute, pourquoi proposer une nouvelle organisation de la chasse ? Pour en faire bénéficier les propriétaires d'abord et aussi pour conserver le gibier et donner satisfaction aux réclamations des chasseurs. L'ennemi du chasseur, « le fléau du gibier », c'est le braconnier. Or la syndicalisation facultative — encore faudra-t-il trouver dans chaque village une majorité de propriétaires pour constituer une association syndicale — se prêtera beaucoup moins efficacement que la communalisation à la répression du braconnage ; cette répression sera moins générale, moins uniforme.

Dans le village de X..., la chasse sera gardée ; dans le village de Z..., elle ne le sera pas, faute d'association syndicale pour y veiller ; les jours de battues, les braconniers attendront sur la lisière du territoire de Z... le passage du gibier et le cueilleront impunément !

Préconisera-t-on la syndicalisation obligatoire ? Obligatoire, ce mot devra sonner bien mal aux oreilles de nos prétendus libéraux ! Eh bien ! nous prévoyons,

qu'à raison même de l'autonomie de chaque syndicat, la réglementation de la chasse aura l'aspect d'un costume d'arlequin. Or nous estimons, nous affirmons que l'unité s'impose dans les règlements de chasse, surtout en ce qui concerne la poursuite des braconniers ; il ne faut pas que la fantaisie se donne libre cours ; seule, la convergence des efforts donnera un résultat positif. Cette liberté d'action que revendiquent les syndicalistes, fera la faiblesse de leurs associations.

Maint spécialiste des questions cynégétiques a déjà dénoncé d'ailleurs les procédés par lesquels les braconniers savent conquérir des sympathies propices ou exciter des craintes respectueuses chez leurs compatriotes. Ils pourront peser sur l'esprit des petits propriétaires indifférents aux choses de la chasse mais syndiqués par force et obtenir des ménagements. Les règlements élaborés par l'autorité municipale et exécutés sous son contrôle recevraient, croyons-nous, une plus stricte application.

Et que l'on ne se méprenne pas sur nos intentions ! Si la syndicalisation nous paraissait plus, ou même, aussi praticable que la communalisation, nous n'hésiterions pas à l'adopter ; nous pensons, nous aussi, que l'on ne doit avoir recours à l'intervention des pouvoirs publics qu'en dernière ressource. Mais en matière de chasse, puisque l'initiative privée semble vouée à l'impuissance et à la stérilité, cette intervention qui doit être avantageuse, qui est même indispensable, ne peut être raisonnablement écartée.

TROISIÈME PARTIE

MODES DE COMMUNALISATION

CHAPITRE PREMIER

La communalisation en Allemagne et en Autriche-Hongrie.

L'Allemagne est le berceau de la communalisation. C'est elle qui en vit éclore puis se développer l'idée bientôt érigée en système. Dès l'origine, les avantages de ce mode d'organisation de la chasse se manifestèrent avec une lumineuse évidence, et son adoption précéda, dans la plupart des Etats germaniques, la Prusse en 1850, la Saxe en 1864, le Brunswick en 1852, la Bavière en 1850, le Wurtemberg en 1856 la formation de l'unité allemande. Le pouvoir central qui reçut de la Constitution du 16 avril 1871 le droit de promulguer des lois d'Empire, le trouva presque partout admis et solidement réglementé par les diverses législations ; il ne jugea pas à propos de fondre ces lois qui, quoique basées sur le même

principe, ont conservé, dans chaque pays, une physionomie particulière.

Et de fait, nul, en Allemagne, ne se plaint de la communalisation. Si l'on a élevé à son sujet des critiques parfois acerbes, rarement fondées, c'est en France qu'elles ont été formulées. Apparemment, au delà de la rontière, elle a donné satisfaction à tous les intérêts.

Quelle fut donc, en Allemagne, la genèse du système de la communalisation ? Nous allons le décrire brièvement.

Le 5 février 1794, Frédéric Guillaume II promulguait l'*Allgemeines Landrecht* ; par ce Code, qui consacrait l'assujettissement de la Prusse au droit féodal, il espérait faire obstacle à la poussée du libéralisme qui, exercée par les révolutionnaires français, menaçait son royaume ; il croyait opposer une digue à l'envahissement, la diffusion d'idées qu'il jugeait néfastes autant à la stabilité de son pouvoir qu'au bien de son pays.

Le titre IV de la première partie de ce Code traitait du droit de chasse ; il contenait cet article : « Le droit de poursuivre et de s'approprier les bêtes sauvages qui font l'objet de la chasse s'appelle droit régalien, *Iagdregal*. » C'était le maintien de l'état de choses que nous avons trouvé en France sous l'ancien régime. Il subsistait encore en 1814 quand les provinces rhénanes furent soumises à la Prusse ; la loi de 1790 parut, au gouverneur Sack insuffisante ; il estimait que le gibier constituait une réelle valeur et en conséquence, devait

être protégé ; il abolit cette loi et prit l'arrêté du 18 août 1814. Il maintenait provisoirement à chaque propriétaire le droit de chasser sur ces terres ; mais ne pouvaient exercer ce droit que ceux qui possédaient 50 hectares d'un seul tenant ; les autres terres étaient réparties en cantons de chasse adjugés aux enchères et affermés au profit des caisses communales... Le gouverneur Sack peut donc être considéré comme le promoteur du système de la communalisation.

Le 17 avril 1830, un décret royal attribuait le prix de location aux propriétaires.

En 1848, Frédéric-Guillaume, cédant au courant des idées françaises, rendait à Sans-Souci l'arrêté du 31 octobre ; il substituait au système du droit régalien, désormais abrogé, le système français du libre exercice du droit de chasse par les propriétaires, il leur reconnaissait la faculté d'empêcher les tiers de chasser sur leurs terres et leur permettait de se grouper en associations : « Il est loisible aux propriétaires voisins de réunir leurs domaines en cantons de chasse et d'en louer la chasse par adjudication publique ou de la faire exercer par un chasseur ou bien de ne pas en user du tout. Aucun propriétaire ne peut cependant être contraint à semblable union. » Le 2 mars 1849, une sorte de déclaration des droits de l'homme, « les Principes du peuple allemand, *Grundrechte des deutschen Volkes* » fut promulguée ; elle portait que le droit de chasse était l'accessoire de la propriété et l'abo-

lissait sans indemnité en tant que droit féodal. Seul, ce qui avait trait à la chasse, dans cette déclaration, devait survivre dans la loi du 12 mai 1851 (1).

Les résultats de l'arrêté du 31 octobre 1848 ne se firent pas attendre, ils furent déplorables. Comme en France, au lendemain du 4 août 1789, la liberté dégénéra en licence ; une horde de chasseurs, n'ayant d'autre loi que leurs appétits et leurs intérêts immédiats, se précipita dans les campagnes, détruisa les récoltes et se mit en mesure d'exterminer à bref délai le gibier. La réaction fut non moins rapide, non moins énergique. Dès le 7 mars 1850 une loi, loi fondamentale, appliquait à la Prusse et d'une façon définitive le système de communalisation innové par Sack en 1814 et modifié en 1830. Voici les principales dispositions de cette loi.

Article premier. — « L'exercice du droit de chasse du propriétaire sur ses propres terres est soumis aux clauses et conditions contenues dans les paragraphes suivants. »

Art. 2. — Cet exercice n'est accordé au propriétaire sur ses propres terres que :

a) Sur les propriétés situées dans le territoire d'une seule ou de plusieurs communes limitrophes dont la superficie en terres ou en bois s'élève à 300 morgen (75 hectares) au moins et dont l'ensemble n'est coupé par aucune terre étrangère. Les cours d'eau et les chemins ne sont pas considérés comme interrompant cet ensemble ;

1. Schœffer, *loc. cit.*, p. 359.

δ) Sur les terrains complètement clôturés ; le Landrath (Conseil provincial) est chargé de vérifier si cette condition est remplie ;

γ) Sur les lacs et les étangs aménagés pour la chasse et qui se trouvent dans lesdites propriétés ainsi que sur les îles assez grandes pour former une propriété répondant aux exigences renfermées dans la lettre α.

Art. 3. — Si les terres désignées à l'article 2, appartiennent par indivis à une communauté dont le nombre des associés dépasse le chiffre de trois, ces associés ne peuvent exercer eux-mêmes le droit de chasse, ils doivent le transférer à un ou au plus à trois d'entre eux ; ils peuvent aussi soit ne pas user du droit de chasse, soit le faire exercer par un chasseur particulier, soit le louer.

Les communes et les corporations ne peuvent qu'affirmer le droit de chasse sur leurs terres ou le faire exercer par un chasseur particulier.

Art. 4. — Toutes les pièces de terre du territoire d'une commune, non comprises dans l'article 2, forment un district de chasse commun. Il est cependant permis aux habitants d'une ou de plusieurs communes de s'entendre pour former, avec la sanction de l'autorité, une communauté qui par la réunion des terres communes formera un canton de chasse communal.

Les autorités communales sont invitées également à diviser, du consentement des autorités supérieures, le territoire d'une commune en plusieurs cantons de chasse indépendants sans cependant que chacun de ceux-ci puissent comprendre une étendue inférieure à 300 morgen.

Le propriétaire des terres comprises dans l'article 2 peuvent également joindre leurs terrains de chasse à ceux de leur commune.

Les concessions relatives à une modification quelconque du territoire de chasse ordinaire ne peuvent être faites pour une période inférieure à trois ans ni dépasser douze ans.

Art. 7. — Les terrains enclavés en tout ou en grande partie dans des bois d'une superficie de plus de 300 morgen et d'un seul tenant ne doivent pas être compris dans le canton de chasse communal, même s'ils ne se trouvent pas dans les conditions portées à l'article 2.

Les propriétaires de ces terrains doivent en céder le droit de chasse à celui à qui appartient la forêt qui les entoure, s'il le demande, moyennant une indemnité ou prix de location calculé d'après les charges de la chasse.

Art. 9. — L'autorité communale représente les propriétaires d'une même commune et l'autorité cantonale les propriétaires de plusieurs communes.

Art. 10. — Les autorités communales peuvent, par mesure conservatoire :

a) défendre de chasser ;

b) faire chasser par un chasseur particulier pour le compte des propriétaires réunis.

γ) mettre en adjudication aux enchères publiques ou louer à main ferme le droit de chasse sur les terres formant un canton de chasse communal.

La durée des baux de location ne peut être inférieure à trois ans ni dépasser douze ans.

Art. 11. — Le prix de la location et le revenu du gibier tué par le chasseur particulier sont versés dans la caisse communale.

Ces sommes, déduction faite des frais de garde, sont ensuite réparties par les soins de l'autorité communale entre les propriétaires des parcelles sur lesquelles la chasse s'exerce, au prorata de l'importance de ces parcelles.

Art. 12. — Le droit de chasse ne peut être loué, soit sur les terrains dont il est parlé à l'article 2, soit sur les cantons de chasse communaux, à peine de nullité, à plus de trois personnes associées entre elles.

Art. 13. — Des chasseurs particuliers peuvent être commis dans leurs cantons respectifs aussi bien par le locataire d'un canton de chasse communal que par le propriétaire des terres comprises à l'article 2 (1), etc.

Le même système de communalisation fut adopté avec quelques variantes par la Bavière le 30 mars 1850, le Brunswick le 16 avril 1852, le Wurtemberg le 27 octobre 1855, Lubeck le 2 juin 1856, la Saxe le 1^{er} décembre 1864, la Hesse et le Schleswig-Holstein le 7 septembre 1865, le Duché de Bade le 29 avril 1886, Brême le 27 septembre 1889... En 1879, l'Alsace-Lorraine demanda d'elle-même, par l'organe de sa Délégation (Landesausschuss) à être soustraite au régime français et soumise au régime allemand ; elle obtint la loi du 7 février 1881.

De même, en Autriche, le système féodal n'a disparu qu'en 1848 avec la patente impériale du 7 septembre

1. V. Demay, *loc. cit.* pp. 136-139.

1848 et le décret du 7 mars 1849. La question de la chasse a été réglée d'une façon très détaillée par une Instruction du ministre de l'Intérieur du 15 décembre 1852. La Bohême est régie par la loi du 1^{er} juin 1866 et la Hongrie par la loi XX du 19 mars 1883 complétée par la loi XXIII de la même année. Aucune de ces lois n'a subi d'importantes modifications.

Exposé du système austro-allemand. — Le législateur allemand s'est avant tout préoccupé de faire produire à la chasse son maximum de rendement pour le propriétaire. En conséquence, il a posé ce principe : n'auront le libre exercice du droit de chasse que ceux qui sont susceptibles de pouvoir en jouir utilement. Toute parcelle de terre dont la superficie est insuffisante pour que son possesseur y puisse chasser en toute indépendance, sera de droit mise en tutelle (1). Les intérêts de ce possesseur seront confiés soit au conseil de commune qui les administrera directement, soit à une association de propriétaires qui, constituée obligatoirement, les gérera sous la surveillance du conseil de commune. Le domaine est-il assez étendu ? Le propriétaire exercera personnellement le droit de chasse ou le cédera à un tiers sous certaines conditions imposées par la loi ; il serait hors de raison de le lui enlever pour le donner à des tiers qui n'en tireraient pas meilleur parti.

Mais il ne faut pas perdre de vue ce point très impor-

1. Jevain, *loc. cit.*, p. 89.

tant : toutes les législations allemandes et autrichiennes reconnaissent que le droit de chasse appartient au propriétaire du sol. Elles le considèrent comme un attribut de la propriété et n'en réglementent que l'exercice. « Le droit de chasse dérive de la propriété du sol ; l'exercice du droit de chasse est régi par la présente loi » dit l'article 1 de la loi de Bohême (1^{er} juin 1866). « Le droit de chasse est une dépendance inséparable de la propriété foncière », loi de Hongrie (19 mars 1883). « Le droit de chasse fait partie de la propriété et appartient au propriétaire sur son terrain », loi du Wurtemberg (27 octobre 1855) etc... Ce principe est nettement formulé et scrupuleusement sauvegardé (1). Cette constatation a son importance, nous le verrons plus loin, quand nous arriverons à la critique du système allemand de communalisation.

1. Nous lisons dans la *Chasse Illustrée* du 5 mai 1907 : « la section du congrès de la chasse, chargée d'étudier la question de la communalisation a tout d'abord décidé que le droit de chasse est inhérent au droit de propriété. C'est la condamnation du système de la communalisation conforme aux systèmes du Grand-Duché de Bade et d'Alsace-Lorraine. » Or les lois de Bade et d'Alsace-Lorraine ne sont nullement conçues dans cet esprit ; elles contiennent même à ce sujet des dispositions très catégoriques. Le paragraphe 1 de la loi d'Alsace-Lorraine du 7 février 1881 dit : « L'exercice du droit de chasse appartenant à tout propriétaire sur son terrain sera réglé par la présente loi. » C'est la reconnaissance plus qu'implicite du droit de chasse au propriétaire du sol. Et la loi du Duché de Bade du 29 avril 1886, article 1 : « La propriété foncière comporte pour le propriétaire le droit de chasser sur son propre terrain. » Article 2. « Sauf les cas prévus par les articles 4 et 8 (72 hect. d'un seul tenant) la chasse ne sera pas exercée par les propriétaires eux-mêmes, mais elle le sera en leur nom et pour leur compte par la commune dans toute l'étendue du territoire communal. » C'est très net.

Le grand propriétaire a donc et la jouissance et l'exercice de son droit de chasse. Quelle étendue de terrain devra-t-il posséder ? La législation, sur ce point, n'est pas uniforme. En Prusse, on exige 300 morgen (75 hectares) ; en Bavière 240 journaux (80 hectares) ; en Saxe 300 acker (300 arpents) ; dans le Grand-Duché de Bade 200 arpents ; en Alsace-Lorraine 25 hectares de plaine ou de bois, 5 hectares d'étangs ; dans le Wurtemberg 50 morgen ; dans le Schlessvig-Holstein, 100 acker ; à Brême 75 hectares, en Autriche 115 hectares, etc... (1). Et le législateur allemand, veut que ces différentes quantités d'hectares ou d'arpents constituent autant de domaines d'un seul tenant ; s'il en était autrement, la chasse ne serait guère possible sur le même domaine.

Le droit de chasse sur les autres parcelles sera exploité au profit des propriétaires soit par les conseils de commune, soit par des associations sous le contrôle des conseils de commune. Examinons successivement ces deux modes de communalisation.

L'administration des cantons de chasse constitués par la réunion des domaines inférieurs en étendue au minimum fixé par la loi est généralement confiée aux autorités municipales ; il en est ainsi en Alsace-Lorraine, en Prusse, en Bavière, en Wurtemberg, en Au-

1. La loi du 1^{er} mai 1876, pour Trieste, exige 30 hectares ; le paragraphe 3 permet « à plusieurs propriétaires de fonds limitrophes qui, réunis, atteignent 30 hectares, de s'associer pour la chasse ».

triche, etc. Etudions, à titre d'exemple, la loi d'Alsace-Lorraine du 7 février 1881 ; elle est assez récente et a bénéficié de toutes les améliorations suggérées par l'expérience ; en outre, elle est appliquée près de notre frontière à des populations encore animées de l'esprit français.

En vertu de cette loi, l'exercice du droit de chasse est laissé aux propriétaires :

1° De terrains clos quelle qu'en soit la contenance (art. 1) ;

2° De fonds de terre de 25 hectares d'un seul tenant (art. 3).

3° De bois et étangs de 5 hectares d'un seul tenant et des « étangs appropriés comme canardières » quelle qu'en soit la contenance (art. 3).

Les chemins de fer, routes ou cours d'eau qui traversent un fonds, ne sont pas considérés comme en interrompant la continuité.

Les terres d'une superficie inférieure à 25 hectares, les domaines d'une superficie égale ou supérieure à 25 hectares sur lesquels les propriétaires renoncent à exercer leur droit de chasse sont réunis en cantons de chasse. La gestion de ces cantons est confiée à la commune.

« On peut diviser un ban communal en plusieurs cantons pourvu que chacun de ces cantons ait au moins 200 hectares » article 2 (1). Ce fractionnement

1. Canton de 75 hectares en Prusse, 83 hectares en Saxe, 115 hectares en Bohême, 50 hectares en Wurtemberg, 500 hectares dans le Schleswig et la Hesse.

permet de trouver plus facilement des adjudicataires. S'il est nécessaire, on peut pour obtenir un territoire de chasse de cette étendue, réunir les terres de plusieurs communes.

Les pouvoirs des autorités communales sont nettement délimités. Elles mettent le canton de chasse en adjudication aux enchères publiques ; elles doivent passer des baux d'une durée de huit ans (1). L'adjudicataire a donc intérêt à prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation du gibier sur son territoire pour la saison prochaine ; ne lui accorder qu'un bail de courte durée, c'eût été l'inciter à tirer de la chasse le maximum de rendement, c'eût été le dépeuplement rapide et fatal d'un canton.

Le produit de la location est versé dans la caisse communale. Ce produit est réparti entre les propriétaires en raison de la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chacun, déduction faite des frais d'administration (art. 4)(2). Sont acquises à la caisse communale, les sommes qui n'ont pas été retirées dans les deux années qui suivent la publication du rôle de répartition.

1. Au moins trois ans en Prusse et en Wurtemberg, six ans en Saxe, Bade, Autriche, Bohême, Hongrie. Maximum de douze ans en Prusse et Bohême. Pas de maximum dans les autres législations.

2. En Bohême, on prend comme base de répartition, le montant des contributions dont sont imposés les propriétaires. En Autriche, les sommes sont affectées au dégrèvement de l'impôt foncier.

Le même article 4 contient une autre disposition qui n'a de similaire, à notre connaissance, que dans la loi du Duché de Bade. « Le produit de la location de la chasse sur un ban communal reste acquis à la commune lorsqu'il en est décidé ainsi par les deux tiers au moins des intéressés pourvu qu'ils possèdent en même temps plus des deux tiers de la superficie du ban communal soumise aux dispositions de la présente loi. Ladite décision restera en vigueur pour toute la durée de la location. Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu de l'article 3, se seront réservé à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, verseront dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés, laquelle somme sera ajoutée au produit de la location du ban communal. »

Le bail de chasse est soumis à certaines conditions de publicité et d'authenticité que doivent respecter les autorités municipales.

Rappelons enfin que le conseil communal peut soit interdire complètement la chasse (ou seulement la capture de tel gibier), soit la faire exploiter par un chasseur particulier, soit l'amodier par adjudication ou par transaction amiable.

Ajoutons que le propriétaire lésé peut en référer au conseil de district qui correspond à notre conseil de préfecture.

La réglementation de l'exercice du droit de chasse

est beaucoup plus complexe dans les Etats où existent des associations de propriétaires. Celles-ci fonctionnent en Saxe, dans le Brunswick, à Lubeck, à Brême, à Hambourg et en Bohême.

Nous allons étudier plus particulièrement le système adopté dans la loi du 1^{er} juin 1866 par la Bohême.

N'exercent personnellement le droit de chasse que les propriétaires qui ont des domaines d'une superficie d'au moins 115 hectares (art. 2).

Les autres propriétaires constituent des associations lesquelles sont autorisées à exercer le droit de chasse sur leur territoire (art. 4).

Si la superficie totale des fonds appartenant aux divers propriétaires d'une localité n'atteint pas une étendue de 115 hectares, le droit de chasse sera accordé à celui des propriétaires dont le territoire de chasse aura les limites les plus étendues (art. 5).

L'association est tenue soit d'affermir la chasse, soit de l'exploiter à son profit par l'intermédiaire de chasseurs de métier assermentés et nommés par elle (art. 6). (Par chasseur de métier, ajoute cet article, il faut entendre les personnes qui, ainsi qu'il est à la connaissance du magistrat civil, ont fait leur apprentissage sous la direction d'un homme de la partie et ont subi avec succès leur examen sur l'industrie de la chasse et sur les lois relatives à cette matière.) L'amodiation peut avoir lieu de gré à gré ou par voix de licitation publique (art. 6).

Les associés se réunissent en assemblée générale et nomment un comité ; l'associé a une voix au-dessous de 4 hectares, deux de 4 à 8 hectares, etc. (1).

L'élection à laquelle préside le maire, a lieu à la pluralité absolue des voix (art. 11).

Ce comité se compose de trois à cinq membres ; il choisit le président dans son sein. Il est élu pour six ans. Il détient le pouvoir exécutif et l'exerce dans la limite des lois (art. 12). Il représente les associés près des autorités, convoque les intéressés aux réunions, conclut les baux, perçoit d'avance le loyer annuel de la chasse, participe à la répartition du prix de location entre les associés au prorata de l'étendue des biens-fonds, etc.

Il décide si la chasse doit être louée de gré à gré ou par voie d'adjudication publique, cette adjudication ayant lieu par l'entremise du maire de la commune (art. 13). Mais il ne peut faire exercer le droit de chasse par les chasseurs de métier que si les trois quarts des associés votant ont décidé en ce sens (art. 14). Le bail doit avoir une durée d'au moins six années. La répartition du revenu net du territoire de chasse est faite entre les associés au prorata de l'étendue de leurs biens-fonds (art. 22). Il va sans dire que toutes les décisions de l'assemblée générale ou du

1. La loi saxonne du 1^{er} décembre 1864 décide qu'un seul intéressé ne peut disposer de plus de la moitié des voix du canton.

comité exécutif sont soumises à l'approbation des autorités communales ; le maire exerce un contrôle permanent sur la gestion des intérêts de l'association.

Le comité n'existe pas toutefois dans toutes les législations qui comportent des associations de propriétaires. Dans plusieurs Etats, l'initiative des réunions appartient aux maires. La loi saxonne prévoit l'élection « d'une direction et d'un gérant » (1) ; elle décide aussi que l'administration des affaires de l'association peut être confiée à l'autorité de police sur la proposition des membres représentant au moins un quart de toutes les voix (1).

En définitive quel que soit le système admis, communalisation proprement dite, association de propriétaires, l'autorité qui administre le territoire de chasse a sensiblement les mêmes pouvoirs ; et la répartition des deniers peut donner lieu aux mêmes recours. Le législateur a pris toutes ses dispositions pour favoriser la conservation du gibier et la prospérité du patrimoine commun.

Notre exposé serait incomplet si nous ne traitions

1. Dans le Luxembourg, le gouvernement grand-ducal a déposé sur le bureau de la Chambre le 17 janvier 1907 un projet de loi sur l'amodiation de la chasse ; les propriétaires de parcelles non-closes de moins de 100 hectares formeront entre eux obligatoirement, des associations qui s'administreront et répartiront les fonds provenant de la location entre les associés. Toutefois l'article 1 du projet porte : il ne sera pas formé de district de chasse si la majorité des propriétaires intéressés représentant plus de la moitié de la superficie desdits terrains s'y oppose. **Rapport Madelin.**

quelques questions qui, bien qu'accessoire, ont cependant leur importance. Nous voulons parler des questions des enclaves, de la limitation du nombre des fermiers et des invités, des dégâts et des permis de chasse.

Enclaves. — La loi allemande crée des cantons de chasse, mais ces cantons n'ont pas des formes géométriques très régulières.

Dans le Duché de Bade, le conseil municipal peut décider que le propriétaire de plus de 75 hectares devra laisser incorporer dans le territoire commun celles de ses terres qui seront enclavées en majeure partie dans ce territoire ; mais ce propriétaire ne cessera pas de jouir exclusivement de son droit de chasse sur son domaine devenu inférieur en étendue à 75 hectares ; d'ailleurs la commune pourra lui donner en compensation une égale quantité de terrain prélevée sur le canton.

Il est possible que des champs appartenant à de petits propriétaires soient totalement enclavés dans des domaines de chasse indépendants. A qui attribuer la chasse sur ces champs ? En France, elle appartient à leurs possesseurs ; ceux-ci profitent de la situation pour attendre le passage du gibier sur leurs biens ou pour imposer des conditions exorbitantes au maître du fonds environnant. En Allemagne, le terrain enclavé

1. Loi du 1^{er} décembre 1864, § 15.

apparaît comme une dépendance de l'enclavant parce que celui-ci, étant plus vaste, est le séjour habituel et principal du gibier et alimente, en quelque sorte, celui-là. En conséquence, ces parcelles de terre isolées sont réunies au domaine indépendant, sauf indemnité à leurs propriétaires ; elles ne sont pas comprises dans le canton communal (1). En Alsace-Lorraine, le maître de ce domaine n'obtient la chasse sur l'enclave que s'il a fait une déclaration au maire dans les huit jours de l'adjudication du ban communal. A défaut de déclaration, cette chasse sera aussi attribuée à l'adjudicataire (2).

Il va de soi que le propriétaire de l'enclave conserve son droit de chasse si ses terres sont assez étendues pour constituer un territoire indépendant.

L'indemnité versée par l'enclavant à l'enclavé est basée sur le prix de location des biens communaux. Elle est évaluée en Prusse par le Landrath (3) ; en Saxe, par la Capitainerie de bailliage (4) ; en Bohême, par la commission cantonale (5) ; en Hongrie, par le juge administratif du district, ou le bourgmestre de la localité ou le gouverneur de la ville (6). En Saxe, l'encla-

1. Prusse, loi du 7 mars, § 5. — Wurtemberg, loi du 27 octobre 1855, art. 3. — Alsace-Lorraine, loi du 7 février 1881, § 7. — Bade, loi du 29 avril 1886, art. 6. — Hongrie, loi du 19 mars 1883, art. 3.

2. Loi du 7 février 1881, § 7.

3. Loi du 7 mars 1850, § 7.

4. Loi du 1^{er} décembre 1864, § 10.

5. Loi du 1^{er} juin 1866, § 4.

6. Loi du 19 mars 1883, art. 2.

vant peut ne pas accepter l'affermage pour la somme fixée par la Capitainerie ; l'enclavé peut alors conserver son droit de chasse et l'exercer.

Ce bref aperçu des législations allemandes sur les enclaves suffira pour montrer combien la réglementation en est conçue d'une façon rationnelle et équitable.

Fermiers, chasseurs particuliers et invités. — Que le territoire de chasse soit un district communal ou qu'il soit un domaine indépendant, le nombre des individus qui doivent l'exploiter est strictement limité. La conservation et l'abondance du gibier sont en jeu ; ne pas restreindre à un minimum raisonnable le nombre des chasseurs, c'est exposer le territoire au dépeuplement, nous en faisons la triste expérience. Le législateur allemand se préoccupe moins de faciliter l'exercice du sport cynégétique que d'assurer la sage et fructueuse mise en valeur d'une richesse nationale. « La chasse en Allemagne, dit M. Bodmer, est bien plutôt considérée comme une exploitation que comme une distraction ; tous les usages admis dans ce pays confirment cette manière de voir (1). »

Tantôt le nombre des chasseurs est proportionné à l'étendue du canton de chasse, c'est ce qu'ont arrêté les lois des 16 avril 1852 § 4 pour le Brunswick et du 27 septembre 1889 § 15 pour Brême. Tantôt on la fixe *a priori*, sans tenir compte de la superficie du canton :

1. Rapport Bodmer, *loc. cit.*

« La chasse ne peut être louée à plus d'une personne » dit le paragraphe 20 de la loi saxonne du 1^{er} décembre 1864. Et la loi bavaroise du 30 mars 1850, article 10 : « Le nombre des fermiers que l'on peut accepter pour un district de chasse ne doit pas dépasser trois. » Les lois de Prusse, de Lubeck, de Wurtemberg, de Hesse et Schleswig-Holstein, de Bade ont également admis ce système (1). Les autres législations ne comportent pas de dispositions très nettes sur ce point.

A côté des fermiers de la chasse, nous trouvons mainte allusion, dans les lois allemandes, aux « chasseurs particuliers ». Le chasseur particulier n'est pas, comme on pourrait le supposer, le propriétaire d'un domaine de chasse indépendant qui exercerait lui-même son droit de chasse. M. Bodmer l'a défini, « un employé dont le *métier* est de tuer le gibier dont la vente produira une somme qui sera déposée à la Caisse communale et répartie proportionnellement entre les propriétaires ; *ses gages* sont prélevés sur les sommes que son travail de chasseur a fait rentrer dans les caisses de la commune » (2). Le législateur allemand est donc bien éloigné de regarder le chasseur comme un *sporstman* !

1. Prusse, loi du 7 mars 1855 § 12. — Lubeck, loi du 2 juin 1856 § 7. — Wurtemberg, loi du 27 octobre 1855 § 6. — Schleswig-Holstein-loi du 7 septembre 1865, art. 23. — Bade, loi du 20 avril 1886, art. 10.

2. La loi prussienne de 1850 § 10 parlait déjà des chasseurs particuliers.

Professionnel, fermier ou chasseur indépendant, celui qui exploite un territoire de chasse peut-il s'adjoindre soit des « représentants » comme dit la loi de Wurtemberg (1), soit des invités ? Le lui permettre, ce serait aller à l'encontre des tendances protectionnistes qui ont présidé à la conception du système allemand de la communalisation. En conséquence, la sous-location et l'engagement d'autres chasseurs rétribués ne sont permis qu'avec le consentement exprès de la commune ou de l'association des propriétaires et de l'autorité de police (2), et cela, à peine de nullité ; les contrevenants sont punis d'amende ou d'emprisonnement.

On peut être tenté de tourner ces dispositions en donnant à un sous-locataire le titre d'invité. La loi de Bohême (3) oblige le fermier à délivrer à son invité une autorisation écrite de chasser ce qui l'empêche de se soustraire aux responsabilités. La loi badoise exige même qu'une permission soit demandée par l'adjudicataire, pour son invité, à l'administration du district (4). Le fermier qui se prêterait à des combinaisons frauduleuses encourrait de graves pénalités.

Pourtant, en général, le propriétaire ou le locataire du droit de chasse peut inviter ses amis sans grande

1. Loi du 27 octobre 1850, § 6.

2. Saxe, loi du 1^{er} décembre 1864, art. 19-20, — Bavière, loi du 30 mars 1850, art. 12.

3. Bohême, loi du 1^{er} juin 1866, § 25.

4. Bade, loi du 21 avril 1886, § 10.

difficulté. On demande seulement aux invités appelés *gastschützen* ou hôtes de chasse d'être porteurs d'un permis. La loi de Bohême, paragraphe 35 dit : « On considère comme hôte de chasse tout individu pouvant obtenir un permis et chassant en compagnie ou avec le consentement du maître de la chasse sur son terrain. » La loi du Schleswig-Holstein, paragraphe 23, rend les fermiers responsables « pour toutes les contraventions commises contre les dispositions de la loi de chasse et pour tout dommage à la propriété d'autrui causé dans l'exercice de la chasse par les invités », ce qui est d'ailleurs admis dans la plupart des Etats germaniques. Les conseils de district remettent aux invités des cartes qui portent tous renseignements sur leur identité, sur la durée des permissions de chasser, etc., et ces cartes peuvent être retirées à la moindre infraction.

Dégâts. — La responsabilité du fermier ne s'étend-elle pas au delà des infractions et des dommages commis par lui ou par ses invités ? Ne doit-il pas encore répondre des dégâts commis par le gibier ? Il serait superflu d'insister sur l'importance de cette question ; que l'on songe seulement que le système de la communalisation a eu pour résultat immédiat de rendre le gibier très abondant et par conséquent de faire enregistrer de nombreux dommages causés aux récoltes.

La solution qu'avait donnée d'abord le législateur, consacrait le principe de l'irresponsabilité. Cela paraissait assez logique. En effet, plus le territoire est gi-

boyeux, plus le cultivateur loue cher la chasse sur sa terre ; il serait dès lors mal fondé semble-t-il, à protester contre la pléthore de gibier ; réclamer une indemnité serait tendre la main droite au chasseur alors qu'il lui tend déjà la main gauche en lui demandant le prix du bail. Par ailleurs, le propriétaire était autorisé à écarter le gibier de son fonds, en faisant du bruit ou en plaçant des épouvantails ; en outre, il lui était loisible d'inviter le fermier, par l'intermédiaire de l'autorité communale, à limiter la propagation du gibier (1), voire même, en cas d'absolue nécessité, de protéger plus énergiquement sa récolte, sauf à remettre aux ayants droit les pièces abattues. Le législateur avait été séduit par ce raisonnement ; tout en souscrivant aux réserves que nous venons de rappeler, il avait décidé que « toute demande afin d'obtenir des indemnités pour le dommage causé par le gibier n'avait pas d'effet légal » (2). Tout au plus permettait-il de stipuler catégoriquement, dans le bail, une indemnité.

Pourtant le Schleswig-Holstein, la Hongrie, la Bohême n'avaient pas suivi ce système (3). Ils mettaient les dégâts à la charge du locataire de chasse.

1. Wurtemberg, loi du 29 octobre 1855 art. 15. — Schleswig-Holstein, loi du 7 septembre 1865 art. 26 — Lubeck, loi du 2 juin 1856 § 16.

2. Prusse, loi du 7 mars, 1850 § 24. — Bade, loi du 29 avril 1886 § 21. — Alsace-Lorraine loi du 7 mai 1883, § 5.

3. Schleswig-Holstein, loi du 7 septembre 1865, § 34. — Hongrie, loi du 19 mars 1883, § 7. — Bohême, loi du 1 juin 1866 § 45.

La loi d'Empire du 11 juillet 1891 a unifié, sur ce point, la législation des Etats allemands et adopté le régime admis par le Schlesswig-Holstein. Elle porte, dans son paragraphe 1, que tous les propriétaires et usufruitiers lésés du fait de la surabondance du gibier ont droit à des dommages-intérêts ; toutefois elle ne concerne que les dégâts causés par les sangliers, le daim, le chevreuil et les faisans.

La loi hongroise rend le propriétaire de la chasse responsable des dégâts faits par le grand gibier dans les terres ensemencées ou plantées ; ceux qui sont commis par les animaux carnassiers ou nuisibles ne donnent lieu à aucune réparation, ces animaux pouvant toujours être détruits par le propriétaire foncier 1).

En Alsace-Lorraine, « depuis le nouveau Code civil allemand jusqu'à la loi de 1906, les communes étaient syndiquées en une caisse centrale qui indemnisait les propriétaires des quatre cinquièmes des dégâts occasionnés par les sangliers leur laissant un cinquième à leur propre compte » (2). Or, en 1905, ces dommages étaient estimés à 164.000 marks. Les répartitions du syndicat, faites d'une façon inégale soulevèrent de vives récriminations. Sur la proposition de la délégation, le gouvernement vient d'élaborer une réforme qui fait participer les domaines de l'Etat au versement des indemnités.

1. Loi du 19 mars 1883, art. 7-8.

2. Journal des *Débats*, 30 mai 1906.

Permis de chasse. — Avant de terminer cet exposé de la législation cynégétique en Allemagne, il n'est peut-être pas sans intérêt de savoir comment elle a réglé la question des permis de chasse ; en France, cette question n'a jamais cessé d'être discutée.

Le gouvernement allemand ne songe pas à élever le taux des permis pour restreindre le nombre des chasseurs ; ce nombre, on s'en souvient, est directement limité. Aussi ne sommes nous pas surpris de voir accorder à certains chasseurs des permis gratuits ! Ce sont, en quelque sorte, des certificats par lesquels l'autorité constate que leurs détenteurs remplissent les conditions imposées par la loi pour se livrer à la chasse ; tel chasseur « particulier » qui n'est qu'un employé, n'est pas soumis à la moindre taxe.

La loi de 1850 créait des permis de un thaler (3 fr. 75) dont le revenu appartenait exclusivement aux communes ; l'Etat ne percevait pas même le droit de timbre.

Aujourd'hui, on admet, en général, deux espèces de permis : le permis annuel valable du 1^{er} septembre au 31 août pour l'ensemble des Etats de l'Empire allemand et le permis temporaire valable, d'ordinaire, pour une semaine et pour la commune de l'Empire où il est délivré (1). En Alsace-Lorraine, le permis annuel est de 24 fr. 60 ; un permis supplémentaire de 6 fr. 15, valable aussi pour l'année est délivré dans le district où l'on chasse.

1. Rapport Bodmer.

En Autriche, on distingue entre le permis de port d'armes, valable pour trois ans et gratuit (sauf le droit de timbre), et le permis de chasse, tantôt gratuit (pour les commissionnés en Silésie, en Bohême), tantôt payant (pour les chasseurs amateurs en Bohême).

Dans la Hongrie, il existe une taxe des armes de 1 florin par an pour une arme à un coup et de 2 florins pour une arme à deux coups. Le permis de chasse annuel vaut 12 florins, le permis mensuel 6 florins (1).

Nous n'insisterons pas davantage sur les modes de répression qui sont appliqués en Allemagne aux délits de chasse. D'ailleurs, on conçoit aisément que la législation pénale sur la chasse s'inspire de cet esprit de discipline qui est à la source de toutes les institutions germaniques. Nous nous bornerons à constater que dans la plupart des Etats, les lois infligent des amendes très élevées, les portent au double du maximum au cas de récidive et les remplacent, à défaut de paiement, par la peine des arrêts (2).

Ajouterons-nous que, sous un pareil régime, les Etats de l'Allemagne et de l'Autriche sont devenus les pays les plus giboyeux de l'Europe ? Corrélativement, la chasse rapporte aux propriétaires fonciers des profits qui ne sont certes pas à dédaigner. Citons

1. Année 1884, loi XXIII, art. 6, 9, 10, 11.

2. Alsace-Lorraine, loi du 7 mai 1883 § § 12 et 16. — Lubeck, loi du 2 juin 1856 § 32 etc.

Voici quelques-unes des pénalités prévues par la loi du 7 septem-

quelques chiffres, ils ont leur éloquence. En Alsace-Lorraine, le revenu de la chasse a décuplé depuis vingt-cinq ans ; le prix de location a été porté dans la commune de Serven, près du ballon d'Alsace, de 60 marks à 600 ; à Oberbrüch de 15 à 150 ; à Primbach de 70 à 600...

Veut-on connaître le prix de revient de l'hectare et le revenu total des fermes dans cette province ? La superficie de l'Alsace-Lorraine est de 1.415.971 hectares ; les terrains susceptibles d'être loués pour la chasse comprennent 1.222.612 hectares, déduction faite

dre 1865, en Schleswig-Holstein, § 30 : 1° Une amende de 10 thalers (37 fr. 50) pour la capture d'un rossignol ; 2° une amende de 10 thalers pour avoir renversé ou enlevé des poteaux marquant les limites d'un district de chasse ; 3° une amende de 2 à 10 thalers pour avoir enlevé des nids de faisans ou de perdrix ; — § 32. Ces amendes sont portées au cas de récidive, jusqu'à 50 thalers ou converties en peine de l'emprisonnement jusqu'à trois mois, suivant l'estimation des juges.

Brunswick, loi sur la police de la chasse du 19 avril 1879 § 17. Sera puni d'une amende jusqu'à 10 marks ou de la détention jusqu'à trois jours, celui qui, sans en avoir l'autorisation, aura laissé circuler librement son chien dans le district de chasse d'autrui. Celui qui a le droit de chasse est autorisé à tuer le chien. Si ce chien prend ou blesse du gibier, son maître est passible d'une amende qui peut s'élever à 30 marks et d'un emprisonnement qui peut durer huit jours.

Hongrie. Loi du 19 mars 1883, article 36 : la moitié des amendes est toujours attribuée au dénonciateur.

En Bohême, le fait de s'emparer indûment d'une pièce de gibier constitue un vol. Si ce fait a lieu dans une propriété close ou dans des conditions telles que l'auteur puisse être réputé faire profession de ce genre d'industrie et que l'animal enlevé ait une valeur de plus de 5 florins, l'infraction est considérée comme un crime et l'auteur est passible de six mois à un an de prison *rigoureuse* ou d'un an à cinq ans de la même peine, en cas de circonstances aggravantes. Rapport Bodmer.

de l'emplacement des maisons, jardins, routes, forêts de l'Etat. Les domaines de plus de 25 hectares, qui peuvent faire l'objet de réserves, sont dans la proportion de 30 0/0 ; il reste, pour le territoire communalisé 855.828 hectares, lesquels sont adjugés pour la somme de 1.227.600 marks ou 1.534.500 francs par an, soit 1 fr. 75 l'hectare. Appliquons le système allemand en France ; notre superficie agricole (forêts de l'Etat non comprises) est de 49.378.813 hectares ; le produit annuel de la chasse, calculé sur les données que nous venons d'établir représenterait environ 86 millions de francs (1) ! M. Madelin est donc autorisé à dire, en présence de l'abondance et du bon marché du gibier, d'une part et des bénéfices des petits cultivateurs d'autre part : « La poule au pot d'Henri IV est, vers le Rhin, de la perdrix aux choux. »

Appréciation du système austro-allemand

Le système de communalisation, tel que nous venons de le décrire, d'après les diverses législations germaniques, met en relief deux des traits caractéristiques du génie allemand : sens pratique, esprit d'organisation et de méthode. Le législateur français nous apparaît comme un psychologue averti qui connaît et un diplomate avisé qui ménage les susceptibilités nationales. Le législateur allemand, plus positif, se révèle un écono-

1. Rapport Madelin.

miste qui songe uniquement à tirer parti d'une richesse naturelle ; aussi n'a-t-il pas craint d'édicter une réglementation minutieuse et, sévère et par elle, de sevrer quantité d'individus d'une distraction, somme toute hygiénique, pour doter le sol d'une plus-value et mettre dans le commerce un produit avantageux. Le chasse, un sport ? Non pas, dit-il, une industrie. La chasse, dont l'objet est la capture du gibier, ne saurait être considérée comme un simple délassement, un art d'agrément ; elle est ou elle doit être un métier, tout au moins une occupation sérieuse, rémunératrice, fructueuse. Ne met-elle pas divers intérêts en jeu, parfois en conflit ? En première ligne, ceux des propriétaires fonciers dont les récoltes nourrissent le gibier, ceux des chasseurs qui font des frais pour l'appréhender ; puis ceux des divers individus qui participent à la circulation de cette richesse à l'intérieur du pays ou à l'exportation de ce produit à l'étranger. Dès lors, si l'on se place au point de vue allemand, il est rationnel, il est judicieux de confier l'exercice du droit de chasse aux mains de quelques professionnels ou de quelques particuliers qui offrent les meilleures garanties de sage administration.

Système aristocratique, objecte-t-on, et qui favorise les privilégiés de la fortune. La chasse appartient, en réalité, soit aux grands propriétaires qui, dans les communes où le territoire de chasse est administré par des associations, imposent leurs volontés, au moyen du

vote plural, soit aux capitalistes qui dans les communes où ce territoire est administré par les autorités municipales, en deviennent les seuls adjudicataires, grâce à leurs surenchères. Pourquoi les faire bénéficier d'un régime de faveur ? Est-il légitime d'exclure systématiquement les petits propriétaires de l'exercice du droit de chasse ? Ils en gardent la jouissance ! Belle consolation, c'est une faculté purement nominale. Mais ils profitent de la location de leurs terres et touchent, de ce chef, un revenu souvent disproportionné avec le capital exposé à des risques imaginaires. C'est possible, et cependant, s'il leur plaît de se dépouiller de ces revenus et de s'adonner à la chasse, de quel droit le leur refuser ? On permet au maître d'un domaine indépendant d'exercer personnellement son droit de chasse parce qu'il peut, sans être contraint de sortir de son domaine, s'y livrer à la poursuite du gibier. Mais les petits propriétaires ne pourraient-ils pas, après entente, mettre en commun et exercer eux-mêmes leur droit de chasse sur leurs terres ? Cette belle déclaration qui est inscrite au frontispice de chaque loi : « le droit de chasse appartient au propriétaire du sol » ne serait plus d'une décevante ironie.

Ce reproche renferme une part de vérité, nous le verrons plus loin ; mais n'oublions pas qu'il est formulé par des Français. Quant aux Allemands, ils se déclarent satisfaits de la situation qui leur est créée par la loi.

C'est là, peut-on dire, une question de tempérament ; le nôtre n'est pas façonné sur le même patron,

Il est un fait certain, la chasse est un luxe, elle nécessite des frais souvent coûteux, elle exige des journées entières de loisir, elle ne saurait donc être à la portée que d'une élite. Dans nos campagnes où ce sport dégénère souvent en passion, nous voyons de petits cultivateurs imposer des privations à leur famille, négliger l'exploitation de leurs terres, s'endetter pour contenir cette passion... Cependant cette considération ne suffirait pas, à nos yeux, à justifier l'exclusion dont sont l'objet les petits propriétaires. En définitive, le droit de chasse est un accessoire du droit de propriété ; libre à ces propriétaires, semble-t-il, de demander à l'exercer, à leurs risques et périls ; eux seuls pâtiront de la mauvaise gestion de leurs intérêts.

Mais l'adoption de la communalisation, nous l'avons dit, nous apparaît comme la conséquence naturelle de l'expérience des faits. Nous avons enregistré les déplorables résultats de la loi de 1844 qui laisse à tout le monde la faculté de chasser ; dépeuplement inquiétant et disparition prochaine du gibier, extension prodigieuse du braconnage, querelles et conflits incessants entre amis, voisins ou concitoyens, voilà tout le profit qu'a pu donner l'application d'un système trop libéral. La communalisation apporte une restriction, une limite à l'exercice du droit de propriété, c'est vrai ; mais c'est une restriction basée sur des motifs d'inté-

rêt général ; c'est le souci même d'une économie nationale bien comprise qui a incité le législateur à prendre des mesures radicales dans lesquelles on a voulu voir une sorte d'expropriation et à refuser aux petits propriétaires la possibilité de chasser qui était donnée aux grands.

Par ailleurs, pour être adjudicataire d'une chasse, il n'est pas nécessaire d'avoir l'envergure des capitalistes américains. Les territoires communaux ont été, à dessein, fractionnés en cantons de chasse d'une superficie peu considérable : on voulait en faciliter l'administration et surtout, trouver plus facilement des enchérisseurs. En Alsace-Lorraine, le canton comprend environ 200 hectares ; il peut être adjugé, à raison de 1 fr. 75 l'hectare, au prix moyen de 350 francs ; ce n'est évidemment pas là une fantaisie à la portée des seuls Crésus modernes ! Cependant, nous avons laissé entrevoir que dans notre mode de communalisation nous proposerions une modification au régime allemand, pour favoriser davantage les petits propriétaires chasseurs.

On adresse encore d'autres reproches au système de chasse adopté, en Allemagne. On affirme que l'étroite réglementation imposée par les législations germaniques ne pourrait convenir au caractère français ; tenter de l'assujettir à cette discipline toute militaire par laquelle on prétendrait mater ses instincts d'indépendance, briser ses velléités d'émancipation, serait peine superflue. Il appliquerait tous ses efforts à se soustraire à la tutelle

permanente d'une administration plus ou moins routinière et tracassière, aveugle instrument de la loi. Comprimé dans cet étau, il le ferait éclater. Jamais, d'ailleurs, le paysan français ne souffrirait que la commune prît d'autorité ses intérêts en main et les gérât, sans même le consulter.

Il n'est pas jusqu'à cette institution des associations de propriétaires qui ne soit un leurre ajoute-t-on. Somme toute, leurs attributions se réduisent à bien peu de choses ; elles ont : 1^o à choisir entre l'affermage de la chasse ou son exploitation par des chasseurs de métier ; 2^o à nommer un comité d'administration ; 3^o à voter le don du prix de location à la commune. D'autre part les pouvoirs de ce comité sont beaucoup plus apparents qu'effectifs, il a un rôle de façade, il est le jouet de l'Administration quand il ne se met pas ouvertement à sa dévotion. La Commune est l'âme de tout cet organisme ; sous couleur d'exercer un contrôle, elle exerce une autorité souveraine. C'est elle qui délimite les cantons de chasse, reçoit le cautionnement des fermiers, choisit le président du tribunal d'arbitrage pour l'évaluation des dégâts, répartit le prix du fermage ou de la vente du gibier (1) ; c'est le maire qui convoque les propriétaires à la première réunion générale ; c'est lui qui préside à l'élection du comité ; c'est lui qui procède à l'adjudication, etc. Enfin, l'autorité de police peut

1. Loi de Bohême, 1^{er} juin 1866, articles 3, 5, 7, 9, 13, 17, 18, 22, 23, 46.

« annuler » les décisions des associations et les actes des comités et « exiger », c'est-à-dire dicter d'autres décisions, d'autres actes, en particulier le choix d'un nouveau chasseur professionnel (1). Et même le législateur saxon n'hésite pas à conseiller aux associés « de mettre à la charge de l'autorité de police la gérance de toutes les affaires de l'association et de l'exécution du bail » (2). C'est donc bien à tort que l'on considère le régime des associations comme une concession aux idées libérales, puisqu'il consacre la subordination des groupements de propriétaires aux pouvoirs publics.

Enfin, dit-on dans une dernière objection, est-il équitable que « le produit de la location de la chasse sur un ban communal soit acquis à la commune lorsqu'il en est ainsi décidé par les deux tiers au moins des intéressés, ayant les deux tiers de la superficie du ban communal » (3) ; est-il admissible qu'un certain nombre de petits cultivateurs, qui avaient peut-être prévu, à l'actif de leur budget, leur part du prix de location, soient frustrés de ce revenu, et ce, sans aucun recours possible ? On concevrait à la rigueur que les fonds provenant du fermage soient affectés au dégrèvement de l'impôt foncier ; les petits propriétaires recevraient ainsi une légère compensation à la perte du revenu escompté. Mais la loi de Hongrie, entre

1. Loi de Saxe, 1^{er} décembre 1864, § 21.

2. Loi de Saxe, § 21 al. 3.

3. Loi d'Alsace-Lorraine, 7 février 1881, § 4, al. 2.

autres, dispose que « la commune sera tenue d'employer la totalité du prix de location qui lui aura été attribué, à des objets d'intérêt communal » (1) ; de la sorte, tous les habitants de la commune peuvent bénéficier de la largesse que lui auront faite, obligatoirement, certains petits propriétaires ! C'est une injustice criante.

Il est inutile d'ajouter que l'on a renouvelé, contre les partisans du système allemand, l'accusation portée contre tous les communalistes en général, de favoriser, à leur insu ou à bon escient, l'acheminement vers le communisme. Nous ne mentionnons ce procès de tendance que pour mémoire.

Reprenons ces objections. Nous ne contestons pas que la chasse, en Allemagne, soit étroitement réglementée, que la loi enlève à la commune et la commune à l'association de propriétaires, quand celle-ci existe, à peu près toute initiative ; il faut bien se rendre à l'évidence. Est-ce un mal ?

Oui, sans doute, la communalisation obligatoire, adoptée en France, ne serait pas accueillie partout avec un grand enthousiasme, une égale satisfaction ; elle serait d'un acclimatement lent et laborieux. Mais il n'est pas de loi qui ne fasse des mécontents, pas d'innovation qui ne se heurte à une opposition plus ou moins systématique et intransigeante. Cependant,

1. Loi de Hongrie, 19 mars 1883, art. 3.

quels qu'ils soient, force nous est d'enregistrer les résultats qu'a donnés en Autriche et en Allemagne la communalisation ; nous l'avons dit, elle a eu des résultats qui ont dépassé les plus optimistes prévisions, elle a comblé chasseurs, propriétaires, consommateurs.

Cette tutelle administrative que l'on a critiquée avec tant de véhémence était nécessaire. Si l'on avait laissé une certaine autonomie aux associations de propriétaires, une certaine liberté d'action à leurs comités, on eût ouvert la porte aux régimes les plus variés ; il fallait, à tout prix, éviter pareille asymétrie dans l'édifice de peur d'en compromettre, non pas la beauté mais la solidité. Il fallait une réglementation stricte et uniforme, bannissant en effet tout esprit d'initiative, il fallait partout des organes et des modes d'action identiques, pour réprimer le braconnage, conserver le gibier, maintenir la bonne harmonie entre chasseurs et propriétaires... Supposons que, dans un Etat, des associations de propriétaires se sont constituées obligatoirement, mais qu'elles jouissent de la plus grande latitude dans la gestion de leurs intérêts. Voici les communes de X... et de Z... L'association de X... décide que, étant donnée l'abondance du gibier, chaque canton de 200 hectares sera attribué pour neuf ans à deux adjudicataires, que la réserve de chasse sera supprimée et les crédits affectés à la répression du braconnage réduits : la quote-part que recevra chaque propriétaire, lors de la répartition du fermage, n'en sera

que plus élevée. L'association de X...plus prévoyante, décide de ne conserver qu'un adjudicataire par canton, de garder les réserves et de maintenir les crédits. Quelques années s'écoulent ; le territoire de X... se dépeuple ; mais celui de Z... souffre de cette diminution du gibier dans la contrée voisine. De même en France, les lièvres, perdrix, faisans, des chasses gardées qui émigrent sur les chasses banales, n'en reviennent plus ! Le territoire de Z... pâtit de la mauvaise gestion du territoire de X... d'où sujet d'animosité entre les habitants et les chasseurs des deux localités, querelles, procès, etc. Le *self government* octroyé à ces associations, ne peut que nuire à l'économie générale d'un pays et à la bonne harmonie qui règne entre ses habitants.

Le rôle des associations doit nécessairement être très effacé, presque nul. On peut fort bien s'en passer et nous sommes partisan du mode de communalisation adopté par la plupart des Etats allemands où l'administration des cantons de chasse est confiée exclusivement aux autorités locales ; celles-ci ne sauraient abuser de leurs pouvoirs qui sont expressément déterminés par la loi ; et puis des recours sont ménagés aux personnes lésées par les autorités communales.

Enfin, nous ne faisons pas difficulté de le reconnaître, il est injuste en effet que la majorité des propriétaires fonciers oblige, si bon lui semble, la minorité à remettre, à titre gracieux, à la commune, le produit de la location. Nous estimons que ceux-là seuls doivent

être admis à faire l'abandon de leur part, qui le consentent librement.

Notre conclusion sera que le système allemand nous paraît mieux que tous les autres systèmes de chasse, répondre aux exigences juridiques et aux nécessités économiques ; il respecte les droits des propriétaires, ce dont le législateur suisse n'a cure ; il préserve le gibier et offre aux chasseurs l'immense avantage de la tranquillité, ce qui laisse le législateur français assez indifférent. On lui reproche d'être aristocratique et oppressif ; il ne l'est pas autant que certains veulent bien le dire ; nous n'en voulons pour preuves que ce fait déjà cité que les habitants de Prusse Rhénane qui, de 1830 à 1848 avaient expérimenté la communalisation, réclamèrent à grands cris en 1850 son rétablissement ; et cet autre fait que l'Alsace-Lorraine demanda d'elle-même en 1881, à être soumise au régime allemand et s'en est, depuis, fort bien trouvée.

CHAPITRE II

La communalisation en France.

Le mode de communalisation qui est usité en Allemagne est le type de la communalisation obligatoire. Le mode que l'on a préconisé et tenté de réaliser en France est le type de la communalisation facultative. Nous allons étudier les résultats de l'initiative parlementaire ou ministérielle et de l'action privée dans notre pays.

A. — *Projets de loi et tentatives officielles de communalisation*

Ce serait une erreur profonde de croire que l'on a songé seulement en ces dernières années à introduire la communalisation en France ; mais à la vérité, les applications pratiques de ce système ne datent que d'une époque assez récente.

L'idée fut émise, sous une forme encore peu précise, dès la discussion de la loi de 1844. La Chambre exami-

nait les droits qui seraient attachés au port du permis ; à ce sujet, elle avait été amenée à envisager l'exercice du droit de chasse et l'on avait fait observer que « la chasse serait entravée à chaque instant par le nombre excessif des parcelles de propriétés ». Pour remédier à cet inconvénient M. Lelorgne d'Ydeville proposa un amendement ainsi conçu : « Les communes rurales pourront au moyen d'une délibération du conseil municipal, homologuée par le préfet, affermer le droit de chasse sur les biens communaux et sur les terrains des propriétaires qui déclareront renoncer à exercer ce droit eux-mêmes.

« Dans ce cas, le prix du fermage sera appliqué au paiement du garde-champêtre et s'il y a lieu au rachat des prestations en nature et aux autres charges communales ; le dégrèvement aura lieu de manière à ce qu'il allège d'autant la part de cotisation attribuée sur les rôles de la commune à ceux des propriétaires qui auront renoncé à exercer ce droit. »

Et M. Lelorgne d'Ydeville développait ainsi son amendement. « Dans mon système, il y aurait adjudication publique du droit de chasse sur le terrain des propriétaires qui auraient fait la déclaration de renoncer pour eux à l'exercice du droit de chasse. On saurait dans la commune que le terrain affermé est adjugé à tel ou tel ; les propriétaires renonciateurs sauraient qu'ils peuvent rencontrer dans leurs champs le chas-

seur auquel ils auront transmis leur droit et nulle autre personne (1) ».

L'auteur de cet amendement avait donc déjà une vision assez nette du régime qui allait être mis en vigueur en Allemagne et particulièrement en Prusse et en Bavière (lois de 1850). Mais s'il voulait créer un nouveau revenu au profit des propriétaires ou les exonérer d'une partie des impôts qui pesaient sur leurs terres, il n'entendait nullement passer outre à leur consentement.

C'est bien le système de la communalisation facultative. Mathieu de Dombasle le proposait déjà l'un des modes de la communalisation obligatoire. « Dans l'état actuel de la propriété en France, disait-il, il n'est peut être qu'un moyen de donner à la question de la chasse une solution convenable. Ce moyen consisterait à conférer à chaque commune le droit de chasse sur son territoire, en exigeant que ce droit fût loué à l'enchère au profit de la commune qui devrait appliquer au traitement des gardes-champêtres les sommes qui en proviendraient (2) ».

Notre amendement, vigoureusement défendu par M. Lelorgne d'Ydeville et M. Gillon, fut ensuite abandonné par eux ; il fut repris par M. Lecoudrais et repoussé par la Chambre. On estima qu'il se référerait au droit commun : les propriétaires étaient libres de s'en-

1. *Moniteur universel*, année 1844, p. 331.

2. « Du droit de chasse et du projet de loi sur cette matière », p. 8.

tendre pour donner leur droit de chasse à la commune ; la loi n'avait pas à intervenir en pareille occurrence. Tout au plus, le législateur pouvait-il faciliter l'application d'un système parfaitement licite. « Voilà un genre d'association moral, utile, [et que la loi doit encourager, disait M. Gillon. En vérité, on n'aime pas les associations en France ; et cependant, je ne crains pas de le dire, sans associations, nos cultivateurs ne tireront jamais un grand profit de certaines sources de bien-être, que la nature a placées comme sous leurs mains (1). »

L'innovation proposée en 1844 avait eu une issue malheureuse. En 1867, M. Goulhot de Saint-Germain ne craignit pas de la présenter à nouveau au Sénat, en lui donnant une forme personnelle. « En ce qui concerne la protection du gibier, disait-il, il y aurait lieu, selon nous, d'examiner s'il ne conviendrait pas de réglementer l'exercice du droit de chasse, eu égard à l'étendue des propriétés, car ce droit ne doit être sérieusement attribué qu'à ceux dont les parcelles comportent par leur contenance une pratique présumée suffisante pour la chasse. Ce serait, il est vrai, une restriction apportée à l'un des attributs de la propriété ; mais cette restriction ne serait-elle pas justifiée par des raisons d'intérêt général et d'utilité publique de nature à la faire admettre » ? Et M. Goulhot de Saint-

1. *Moniteur universel*, année 1844 p. 332.

2. *Moniteur universel*, 1867, p. 251.

Germain concluait à la communalisation obligatoire, sans toutefois en faire l'objet d'une proposition de loi. Il se rapprochait sensiblement du système allemand, « en dehors duquel, a-t-on dit, nous flottons dans les demi-mesures avec des échappatoires ouvertes de tous côtés. » (1).

Précisément, M. Labitte revenait, en 1881, à ces demi-mesures. Il disait en effet le 11 juin, dans son rapport sur la proposition Guillaudet; après avoir cité les paroles de M. Goulhot de Saint-Germain : « La Commission a pensé que l'état des esprits, les habitudes prises, certains droits acquis ne permettaient pas dans notre pays l'application d'un tel principe. » (2).

De même, M. Morillot appréhendait, en 1893, que le caractère draconien de la loi d'Alsace-Lorraine empêchât l'adoption de son régime en France. Il disait le 13 juillet : « Nous avons écarté avec soin, dans notre proposition de loi, tout ce qu'il pourrait y avoir de coercitif et tout ce qui pourrait par trop rappeler la loi allemande. » (3). Chargé d'examiner avec sa Commission une proposition de loi sur la chasse, déjà votée par le Sénat, il y avait introduit une série d'articles portant les numéros 34 à 41 et destinés à favoriser « l'abandon du droit de chasse au profit des commu-

1. M. Cunisset-Carnot dans le *Chasseur français* du 1^{er} juin 1903.

2. *J. Off.*, 1881. Ch. an. II, p. 1126.

3. *J. Off.*, 1894. Ch. an. II, p. 1196.

nes ». Ces articles n'ont d'ailleurs jamais été soumis à la discussion publique. Si M. Morillot jugeait « trop radicales » les dispositions de la loi d'Alsace-Lorraine, du moins estimait-il « qu'à cause des bons résultats atteints de l'autre côté des Vosges, il était de son devoir de les signaler, persuadé qu'à la longue, il pourrait, de l'étude consciencieuse et réfléchie de ces questions, sortir une solution avantageuse pour tous ». A la suite de l'étude à laquelle il s'était livré personnellement, il proposait une sorte de communalisation facultative.

Les propriétaires pourraient s'associer pour exploiter d'une façon quelconque et en toute liberté leur droit de chasse (art. 34).

Ils pourraient, s'il leur semblait préférable, abandonner ce droit à la commune par une simple déclaration à la mairie (art. 35).

La commune serait tenue de le mettre en adjudication pour une durée de six ans (art. 36) et, suivant l'accord conclu, de répartir le prix entre les propriétaires ou de l'affecter au dégrèvement des impôts qui frapperaient les propriétaires cédants (art. 39-40). Elle pourrait offrir aux propriétaires non-cédants, un lot de terres d'un seul tenant équivalant à la superficie des parcelles répandues sur le territoire communal (art. 37).

Dans ce système, les propriétaires conserveraient la faculté de refuser d'abandonner leurs terres à la commune ou d'entrer dans l'association ; mais cette liberté

d'action pourrait susciter bien des querelles, bien des conflits. D'autre part, les communes pourraient offrir aux propriétaires récalcitrants de transiger ; mais ne serait-il pas à craindre que beaucoup se montrent intraitables ou se dérobent à toute tentative de conciliation ! Dans le duché de Bade, quand l'accord est impossible, les fonds litigieux tombent, de droit, dans le district commun, l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers.

« En somme, dit M. Jevain, c'est le système allemand que l'on préconise, mais il faut savoir l'imposer. Qui veut la fin, veut les moyens et le mérite de M. Graux consiste à l'avoir compris. Jusque-là, on avait tendu à se rapprocher de la communalisation en réglementant les pratiques communales ; cette fois, c'est le système lui-même que l'on propose. »

M. Graux admet le principe de l'obligation. « Il faut choisir, disait-il, entre la constitution éventuelle de quelques associations libres qui existent dans la Marne et l'obligation imposée aux propriétaires de délaisser l'exercice de leur droit de chasse qui fonctionne en Alsace-Lorraine. Le premier système ne donne que des résultats partiels, l'autre constitue une organisation. L'un est une réforme platonique l'autre une réforme efficace (1). »

Voici les principaux articles de sa proposition de loi :

1. *J. off.* 1894. Ch. an. II, p. 1422.

Article premier. — Le droit de chasse sur les terres, bois, étangs ou marais constituant des propriétés privées, sera exercé par la commune pour le compte des propriétaires.

Sont néanmoins autorisés à se réserver l'exercice du droit de chasse : 1° Les propriétaires de terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ; 2° les propriétaires de terrains, étangs ou marais à la condition que la superficie contiguë des terrains soit au maximum de 25 hectares et celle des étangs ou marais de 5 hectares.

La contiguïté n'est pas interrompue par les chemins de fer, les routes et les cours d'eau.

Art. 2. — La chasse du territoire communal sera louée en totalité ou par fractions constituant des lots dont chacun aura une contenance minima de 200 hectares, par voie d'adjudication publique, conformément aux règles relatives à la location des biens communaux, pour une période de neuf ans.

Art. 3. — Dans les deux mois qui précéderont l'adjudication, les propriétaires remplissant les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} devront, par une lettre adressée au maire et qui sera transcrite sur un registre spécial, déclarer qu'ils se réservent le droit de chasse sur leurs terres.

A défaut de cette déclaration, dans le délai légal, ils seront déchus de leur droit.

Art. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale et réparti entre les proprié-

taires de la commune proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chacun.

Art. 5. — Les propriétaires se trouvant dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 1^{er}, devront verser dans la caisse communale une somme proportionnelle au montant de la location de la chasse sur le territoire de la commune et à la contenance cadastrale des terrains, marais et étangs dont ils se seront réservé la chasse.

Art. 6. — Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le maire fera publier le rôle de répartition des sommes revenant à chaque propriétaire sur le montant de la location de la chasse communale.

Si ces sommes ne sont pas retirées dans le délai de six mois après la publication du rôle, elles seront acquises à la caisse municipale.

Art. 7. — Lorsque, dans une propriété d'une superficie contiguë de 25 hectares se trouve une propriété enclavée d'une contenance inférieure, le propriétaire de la superficie contiguë a le droit de chasse sur le terrain enclavé si, dans la huitaine qui précède l'adjudication, il s'engage par écrit à payer, pour ce terrain, une indemnité proportionnelle au produit de la location du territoire de la commune, etc.

M. Graux s'est beaucoup inspiré de la loi d'Alsace-Lorraine ; il l'a reproduite dans ses grandes lignes : abandon obligatoire de l'exercice du droit de chasse par les propriétaires à la commune, division du terri-

toire communal en cantons de 200 hectares, locations des cantons par voie d'adjudication, etc.

Cependant, sur trois points, il s'écarte du système allemand. D'abord il astreint les propriétaires de domaines assez vastes pour constituer des domaines indépendants, à déclarer au maire qu'ils se réservent leur chasse, deux mois avant l'adjudication de la chasse du territoire communal. A défaut de cette déclaration, ils sont déchus de leur droit (art. 3). « Ce projet, dit M. Moyat, tend à considérer le droit de chasse, non plus comme un attribut de la propriété, mais comme un droit communal. » Il semble poser en principe que la commune dispose du droit de chasse, mais qu'elle offre aux grands propriétaires la faculté de l'exercer eux-mêmes sur leurs terres, s'ils en expriment le désir ; négligent-ils de notifier leur intention, oublient-ils le délai imparti, alors la commune garde le droit de chasse et l'adjudge sur ces terres, comme sur le reste du territoire, au dernier enchérisseur.

Ainsi M. Graux se montre encore plus radical, plus absolu que le législateur allemand : celui-ci laisse en principe au maître d'un domaine indépendant la chasse sur son fonds ; il ne permet à la commune de mettre ce fonds en location que si le propriétaire lui en fait l'abandon exprès et volontaire. C'est plus équitable et plus rationnel.

La commune se substitue aux petits propriétaires qui, sans son intervention, ne pouvaient tirer tout le parti

possible de leur chasse. Mais on ne voit pas au nom de quel intérêt elle se substituerait au grand propriétaire qui, par ses seules ressources, est à même d'exercer utilement son droit !

Si M. Graux s'était montré logique avec lui-même, il aurait dû attribuer à la commune, avec la jouissance du droit de chasse, le bénéfice des revenus de la chasse. Il a reculé devant cette conséquence extrême qui eut voué son système à un échec certain. Il a posé dans l'article 1^{er} de son projet, que « la commune exercerait le droit de chasse sur les propriétés privées pour le compte des propriétaires » ; il n'entendait donc pas exproprier ces derniers ; en un mot, il n'a pas prévu toute la portée de la disposition que nous incrimons.

M. Graux décide, en outre, dans son article 5, que le propriétaire réservataire devra verser à la caisse communale, « une somme proportionnelle au montant de la location de la chasse sur le territoire de la commune et à la contenance cadastrale des terrains réservés » et devra effectuer ce versement lors de l'adjudication. Il recevra ensuite, lors de la répartition sa quote-part du fermage. L'on a dit : c'est là une disposition absolument anodine ; le propriétaire paiera puis recevra une somme identique, il reprendra exactement d'une main ce qu'il aura donné de l'autre. Non, cela n'est pas rigoureusement vrai. Les propriétaires ne se partageront pas intégralement le prix de location ; on prélèvera sur celui-ci les indemnités allouées

aux gardes, les frais de repeuplement, etc. Il est assez juste de contraindre le grand propriétaire à participer à ces dépenses, du moins s'il ne les fait pas lui-même sur son propre terrain ; mais il est inutile de l'obliger, comme le veut l'article 5, à faire une avance de fonds ; et puis, il semble qu'il doive payer pour pouvoir chasser sur son propre fonds. Le législateur allemand beaucoup plus soucieux de sauvegarder, dans la mesure du possible, les prérogatives du propriétaire, ne s'est pas laissé entraîner à ces conséquences extrêmes.

M. Graux espère, il est vrai, que certains gros propriétaires auront à cœur de faire à la commune le don de la somme qu'ils auront versée et ne réclameront pas leur part du prix de location. « Nous aimons à croire, dit-il qu'il y aura souvent des oublis volontaires... Mais nous avons aussi voulu laisser à ces propriétaires la liberté de n'être pas généreux. La loi d'Alsace-Lorraine crée la générosité obligatoire. Aux termes de cette loi, lorsque la majorité des propriétaires vote l'attribution du prix du fermage à la commune, la minorité doit se soumettre à cette décision. Nous avons pensé que dans cette minorité peuvent se trouver de très humbles paysans pour lesquels le moindre dégrèvement d'impôts n'est pas négligeable et nous avons voulu que les petits cultivateurs ne fussent pas privés d'un avantage auquel les grands peuvent facilement renoncer. » Nous pensons, quant à nous, que ces riches propriétaires, feraient beaucoup plus volontiers l'abandon de leur quote-par

si l'on n'exigeait pas d'eux à l'ouverture de la chasse, le versement d'une sorte de provision.

Plus rigoureux sur ces deux points que le système germanique, le projet Graux semble, sur un troisième, échapper à un reproche que l'on a souvent adressé aux législations allemandes. M. Graux fractionne le territoire communal en plusieurs cantons, amodiés ensuite par voie d'adjudication publique. « Si la location était faite en bloc sur un territoire étendu, dit-il, il y aurait lieu de craindre que les riches capitalistes se présentent seuls aux enchères. Les chasseurs de la commune pourraient se trouver évincés. En faisant plusieurs lots de chasse, la loi permet à la fois à la commune de retirer d'une série de locations partielles un prix plus élevé que celui qu'elle toucherait pour la location globale et aux chasseurs du pays de se concerter pour devenir adjudicataires d'un lot. » Nous avons vu qu'en Allemagne, le nombre des fermiers d'un canton est restreint à trois au maximum, souvent deux et parfois un. M. Graux dans une pensée plus libérale — nous appréhendons qu'elle le soit trop — admet que les chasseurs indigènes s'accordent et s'associent pour louer un canton ; n'est-il pas à redouter qu'ils soient contraints de se grouper au nombre de dix ou douze pour couvrir les enchères d'un capitaliste ? Imagine-t-on douze fusils en ligne sur un territoire de 200 hectares ?

On doit, sans doute, chercher à satisfaire, dans une

certaine mesure, les desiderata des chasseurs indigènes : mais il faut aussi veiller aux intérêts des propriétaires ; sacrifier ceux-ci serait évidemment commettre une injustice, négliger ceux-là serait cultiver un ferment d'envie et de haine. On doit s'ingénier à concilier, autant que faire se peut, les prétentions des chasseurs et des propriétaires, les deux pôles de l'opinion en matière cynégétique.

La proposition de M. Graux échoua devant l'indifférence du législateur. En 1894 puis en 1898, M. Morillot reprit, sans plus de succès d'ailleurs, pour son compte personnel et à titre de proposition, le projet dont il avait été rapporteur en 1893. Il formulait contre le système de M. Graux, les objections qui avaient déjà été présentées par M. Marcel Habert, rapporteur de la commission de la chasse en 1897. « La commission, disait-il, a écarté, après de longues délibérations, le principe de la communalisation de la chasse préconisé par M. Graux. L'adoption de ce principe aurait pour conséquence de retirer aux propriétaires la libre disposition de leur droit de chasse et de le transférer aux communes sous certaines conditions.

« La commission a reconnu tout l'intérêt que présente cette proposition qui peut avoir sur l'équilibre du budget des communes et sur la conservation du gibier l'influence la plus heureuse ; mais il lui a paru qu'une réforme de cette importance ne pouvait être inscrite

brusquement et sans transition dans une loi sur la chasse.

« Nous avons donc écarté le projet de M. Graux, mais nous avons adopté dans le titre IV le principe des associations syndicales de chasseurs et l'abandon facultatif de la chasse au profit des communes. « Le Parlement estima que le moment n'était pas encore venu de discuter la mise en commun facultative du droit de chasse ou la communalisation obligatoire. Il jugeait peut-être plus sage de temporiser avant d'opérer de tels remaniements dans nos institutions et d'attendre que le système de la communalisation eût réuni plus de partisans et subi quelques épreuves décisives.

Enfin fut confié, en 1902, le portefeuille de l'agriculture, à un ministre qui s'intéressait aux choses de la chasse, M. Mougeot. Encouragé par les résultats dus à l'initiative privée dans certains départements de l'Est, soutenu par le Saint-Hubert Club de France et la Société centrale des chasseurs, il rendit successivement deux circulaires relatives à la communalisation.

La première parut le 15 janvier 1903 ; elle était adressée aux préfets ; mais au lieu d'affecter une allure confidentielle, elle était destinée à une certaine publicité. M. Mougeot commençait, par « affirmer, sans crainte d'être taxé d'un pessimisme exagéré, que, à la façon dont allaient les choses, la chasse, dans moins d'un demi-siècle, ne serait plus possible en France. On ne trouverait plus de gibier que dans quelques rares

parties de notre territoire où la chasse resterait le privilège des favorisés de la fortune ». N'était-il pas pénible de payer déjà un tribut de vingt millions à l'étranger pour les importations de gibier et de poisson !

Que faire ? Réorganiser la chasse ! Sans doute, mais comment ? « Je ne songe pas, disait-il, à recourir à des mesures législatives empruntées à des nations voisines qui ont produit assurément d'excellents résultats, mais qui sont parfois bien sévères et ne se sont pas en harmonie avec nos mœurs démocratiques. »

Il n'y songeait pas mais « pour mener à bien ses projets, il faisait appel à la collaboration de MM. les maires et conseillers municipaux. Par leur situation, par leur autorité, par l'estime dont ils jouissaient parmi leurs concitoyens, ils pouvaient, avec le plus de chances de succès, faire ressortir les avantages du groupement des intérêts, prendre l'initiative de la communalisation de la chasse sur leur territoire soit au profit de la commune, soit au profit des propriétaires ».

Il donnait aux propriétaires le choix entre trois systèmes de chasse : abandon du droit de chasse et adjudication au profit exclusif de la commune ; abandon de ce droit avec affectation du prix de location au dégrèvement des impôts pour les seuls propriétaires fonciers, au prorata de la contenance de leurs terrains ; constitution d'une association de propriétaires qui administrerait, sans aucune ingérence municipale, leur droit de chasse. M. Mougeot avouait ses préférences pour les

deux premiers systèmes ; le dernier lui paraissait assurer insuffisamment la conservation du gibier et offrir des ressources trop aléatoires aux communes.

Enfin, il recommandait « aux sociétés de chasse, s'inspirant de sentiments démocratiques et égalitaires, de réserver aux chasseurs du pays une portion du territoire de chasse qui serait terrain banal et profiterait du voisinage d'une chasse très giboyeuse et bien surveillée ».

La seconde circulaire parut le 15 février 1904. Elle était relative à la légalité des mesures préconisées l'année précédente. Entre autres déclarations, le ministre affirmait le caractère parfaitement juridique « des sociétés civiles formées en vue de l'exploration ou de l'amodiation du droit de chasse sur des propriétés contiguës ». Par contre, il invitait les préfets à annuler, conformément aux articles 63, 65 et 95 de la loi du 5 avril 1884 les décisions par lesquelles les maires « croyant suffisant le consentement tacite ou même l'acquiescement certain mais non formel des propriétaires, avaient affirmé dans l'intérêt commun le droit de chasse sur les propriétés privées de leurs communes ou en avaient interdit l'exercice aux étrangers ou enfin l'avaient réservé aux chasseurs qui avaient pris leur permis de chasse dans la commune ». Enfin, il jugeait que l'abandon gratuit du prix de location à la commune, ne constituant pas une libéralité, ne devait pas être soumis au paiement des droits et à l'accomplissement des formalités

imposées aux libéralités. C'est ce que reconnaissent d'ailleurs les circulaires des 2 mai 1826, 30 mars 1844 et 12 mars 1904...

Nous ne ferons pas une longue critique des circulaires de M. Mougeot. Nous constaterons seulement que les systèmes qu'il propose sont des modes de la communalisation et de la syndicalisation facultatives. Or nous avons vu qu'un système d'organisation de la chasse qui n'implique rien d'uniforme, rien de coercitif, doit fatalement rester vain et stérile ; et surtout, il est trop évident que l'universalité des propriétaires ne consentiront jamais, de leur plein gré, à céder leur droit de chasse ; ou plutôt, comme le dit M. Ternier, cet abandon « sera presque toujours amiablement imposé ; car en cas d'accord de la presque totalité de propriétaires, les autres n'auraient qu'à s'incliner sous peine de pires vexations ».

Quant au terrain banal réservé aux petits chasseurs indigènes, c'est un cadeau vraiment trop démocratique ; ils n'en tireront pas grand profit. En quelques jours, ils auront « râflé » lièvres et perdrix nés sous une mauvaise étoile dans ces parages ; ils deviendront des « borduriers », sentinelles vigilantes, campées en bon endroit sur la frontière et arrêteront tout fuyard à poils ou à plumes qui d'aventure passerait la limite ou lui couperont la retraite !

M. Mougeot a-t-il réussi dans sa tentative de rénovation de chasse ? Comme l'a dit M. Weyd, « en l'absence

de toute législation, son action ne pouvait être que persuasive ». (1) Il faudrait une loi qui permit à la commune de s'approprier l'exercice du droit de chasse et de l'affermier ensuite. Mais nous ne saurions trop louer M. Mougeot d'être intervenu dans ces questions. Nous félicitons celui que l'on a appelé le « ministre des chasseurs » d'avoir voulu « sermonner d'une part le propriétaire insouciant, de l'autre le chasseur imprévoyant » (2), d'avoir usé du crédit que possède, surtout dans les campagnes, la parole d'un membre du gouvernement, pour arracher l'un et l'autre à leur désastreuse incurie. Nous espérons que M. Ruau, le ministre de l'Agriculture actuel, qui fit en novembre 1903, un rapport très étudié sur la communalisation et qui, dans le discours qu'il prononçait le 15 mai 1907 à l'ouverture du Congrès de la chasse, protestait hautement de son dévouement à la cause des chasseurs et affirmait s'intéresser vivement à la solution des grandes questions cynégétiques, ne tardera pas davantage à mettre ses promesses et ses desseins à exécution. Peut-être l'action ministérielle sera-t-elle le prélude d'une prochaine intervention du Parlement ?

B. — *Essais de communalisation en France*

Le Parlement hésite, nous venons de le voir, à voter

1. Weyd. Rapport au Congrès de la chasse de 1907.

2. *Revue de Paris*, 1^{er} octobre 1903, p. 663.

la communalisation des chasses en France, malgré des sollicitations réitérées. Mais il n'a pas désapprouvé l'esprit des circulaires adressées aux préfets par l'ancien ministre de l'Agriculture. Ses membres n'adhèrent pas tous au principe de la communalisation; toutefois, spectateurs passifs pour la plupart, ils observent et enregistrent les résultats dus à l'initiative individuelle et privée des promoteurs ou plutôt des vulgarisateurs du système et des autorités municipales.

A ce sujet, M. Ruau, membre de la commission du budget en 1903, s'exprimait ainsi dans son rapport sur l'agriculture : « Les résultats acquis jusqu'à ce jour sont encourageants. C'est dans le Nord-Est que le mouvement en faveur de la communalisation s'est le plus rapidement répandu. On peut considérer la mesure comme sérieusement appliquée dans cinq départements, savoir : Ardennes, dans 145 communes ; Meurthe-et-Moselle, dans 113 communes ; Meuse, dans 105 communes ; Marne, dans 65 communes ; Somme dans 64 communes. Un mouvement caractérisé se dessine également dans le Nord, le Pas-de-Calais et l'Yonne.

« Dans vingt-sept autres départements, la communalisation a reçu un commencement d'application. Ce sont : les Hautes-Alpes, l'Ardèche, l'Aube, la Charente, la Charente-Inférieure, la Côte-d'Or, les Côtes-du-Nord, le Doubs, la Drôme, l'Isère, le Jura, la Loire,

le Loiret, la Lozère, la Haute-Marne, l'Oise, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Savoie, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, la Seine-et-Oise, les Deux-Sèvres, la Haute-Vienne, les Vosges, le Territoire de Belfort.

« Pour nous résumer, la communalisation est mise en pratique d'une façon plus ou moins complète sur un tiers environ de notre territoire.

« Ce résultat permet de bien augurer d'une mesure à la réussite de laquelle se trouve liée la reconstitution de nos richesses giboyeuses. »

Les essais de communalisation ont donc été tentés en France sur une assez vaste échelle pour qu'il nous soit loisible de contrôler la valeur pratique du système.

Quels ont été les modes adoptés ?

Disons, tout d'abord, que la forme qui devait nécessairement être réalisée, était la communalisation facultative ; il ne pouvait en être autrement en l'absence d'une loi. En conséquence, n'entrent dans le lot de terres mis en location que celles dont l'abandon a été librement consenti par les propriétaires. La commune n'a point la faculté d'amodier la chasse sur les fonds des propriétaires qui n'ont pas renoncé à l'exercer, M. Mougeot l'a rappelé dans sa circulaire du 15 février 1904.

Les propriétaires concèdent leur chasse à titre gratuit à la commune qui recueille seule le prix de location. Ou bien, ils se constituent en société civile, met-

tent leurs terres en commun et se partagent les revenus du fermage.

Le plus souvent, ils confient au maire l'administration du territoire de chasse. D'autres fois, ils choisissent dans leur sein une commission qui gère leurs intérêts.

La chasse est tantôt mise en adjudication, tantôt donnée à bail sous forme d'émission d'actions.

Dans certaines communes, les chasseurs forains sont éliminés ; dans d'autres, les chasseurs indigènes ne sont pas exclusivement admis, mais bénéficient de conditions plus avantageuses.

Dans plusieurs communes, il existe à côté du lot de terre amodié, un territoire de chasse dit banal réservé aux seuls chasseurs indigènes.

Enfin un règlement de chasse est dressé par le maire ou la société constituée et soumis parfois à l'approbation du conseil municipal.

Le mode de communalisation le plus fréquent est celui-ci : la chasse, cédée à la commune par les propriétaires, à titre gratuit ou moyennant participation aux revenus de la location, est affermée par le maire, après délibération du conseil municipal, homologuée par le préfet.

Nous donnons quelques types d'actes qui ont été passés pour mettre en pratique la communalisation.

Premier type

Les soussignés, propriétaires d'immeubles ou locataires du droit de chasse sur le territoire de Saint-Memmie (Marne).

Déclarent, par les présentes, abandonner gratuitement à la commune de Saint-Memmie et ce, pour huit années à partir de l'ouverture de 1900, le droit de chasse qui leur appartient sur toutes les parcelles de terrain non munies de clôtures continues.

Cet abandon est consenti aux conditions principales suivantes ; et, en outre, pour les chasseurs, à se conformer au règlement que le conseil municipal devra établir.

1° Le produit que la commune retirera de la chasse sera exclusivement affecté à l'entretien des chemins ruraux ;

2° La commune devra rétrocéder le droit de chasse aux seuls chasseurs du pays et à ceux des forains qui justifieront de l'apport gratuit d'un nombre d'hectares fixé dès à présent à dix au minimum ;

3° Chaque chasseur indigène paiera à la caisse municipale une somme de vingt francs par année et le chasseur forain de vingt-cinq francs.

4° On chassera seulement deux jours par semaine, le dimanche et le jeudi, et pas avant 8 heures du matin. Toutefois, si la commune n'obtenait pas un nombre de signatures assez élevé pour permettre la chasse sur la plus grande partie du territoire, le conseil municipal pourrait,

dans la mesure qu'il jugerait équitable, diminuer soit pour la première année soit pour toute autre le montant de l'action.

Saint-Memmie, le 20 août 1900.

(Suivent les signatures)

Après avoir donné lecture du nom des signataires abandonnant leur droit de chasse, le maire estime qu'il sera nécessaire, avant le jour de l'ouverture, de signaler par voie d'affiche, à la porte de la mairie, le nom de ceux qui ont cru devoir se le réserver expressément afin que les chasseurs auxquels il sera délivré des actions ne s'exposent à aucune contravention. Il sera de même donné les noms des propriétaires qui, après avoir signé l'acte d'abandon ont déclaré laisser leur chasse libre.

Suivent le règlement de chasse, la délibération du conseil municipal et l'approbation du préfet.

Deuxième Type

Les soussignés,

Ont établi ainsi qu'il suit, les statuts de la société civile ci-après fondée.

Article premier. — Il est formé entre les soussignés et tous les propriétaires d'immeubles ruraux sur le territoire de Varangéville (Meurthe-et-Moselle) adhérents aux présents, une société civile en participation pour la mise en location de leur droit de chasse sur leurs propriétés.

Elle prend la dénomination de société civile des droits de chasse de Varangéville.

Son siège est établi à Varangéville.

Art. 2. — La durée de la présente société est fixée à... années qui commenceront à courir à partir du... et finiront le...

Elle pourra être prorogée, sur avis de la commission, par délibération de l'assemblée des membres et à la majorité des trois quarts des voix, un mois avant l'expiration du délai fixé sur la durée.

Art. 3. — Tous les adhérents aux présents statuts abandonnent, par le seul fait de leur adhésion, leurs droits de chasse sur tous les biens qu'ils possèdent sur ledit territoire et ceux des voisins pour la durée de la société, (les vignes et vergers étant exceptés jusqu'au 1^{er} novembre.)

Sont considérés comme sociétaires :

1° Tous les soussignés ;

2° Tous les propriétaires qui, par la suite, donneront leur adhésion aux présentes.

L'adhésion peut se manifester par lettre au Président ou autrement à toute époque et est irrévocable pour la durée de la société.

Et elle pourra être acceptée ou refusée, par l'adjudicataire.

Art. 4. — Les droits ainsi réunis seront mis en adjudication publique et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, à l'extinction des feux, par le Président ou le Secré-

taire assisté d'au moins deux membres de la commission dont il sera ci-après parlé.

Art. 5. — Tous les propriétaires, chasseurs et sociétaires seront de plein droit (s'ils le désirent), adjudicataires desdits droits, pour chaque année avec les acquéreurs étrangers dont le nombre sera limité à . . . fusils, en payant leur quote-part, déduction faite du prix afférent à la propriété dont ils font abandon.

Les fils et gendres des propriétaires sociétaires auront les mêmes droits qu'eux.

Lesdits propriétaires chasseurs devront manifester leur intention à cet égard et par écrit à l'adjudicataire un mois avant l'ouverture de la chasse chaque année.

Leurs droits seront personnels et ne pourront être cédés. Etc.

Art. 6. — Le prix de la chasse servira :

1^o A payer les droits du garde-chasse ;

2^o Et à l'acquisition et à la délimitation des droits de passage dans la plaine et à perpétuité, pour servir de chemins de défruitement.

Ladite société sera administrée par une commission de cinq membres élus à la majorité de moitié plus une des voix.

Elle élira un Président, un Secrétaire et un Trésorier.

Elle déterminera l'emplacement des droits de passage à acquérir et les indemnités à payer et aura pleins pouvoirs à cet effet et pour administrer les affaires de la société qui sera représentée en justice par son Président auquel tous pouvoirs et capacités sont conférés à cet effet.

Elle sera renouvelable tous les ... ans, par voie d'élection, un mois avant l'ouverture de la chasse.

A l'effet d'élire cette commission, convocation sera faite par lettre à chaque sociétaire deux mois avant l'ouverture de la chasse, indiquant l'heure et le jour de la réunion. Cette commission rendra compte... aux sociétaires assemblés de ses opérations.

Art. 7. — Les adjudicataires auront pleins pouvoirs pour exercer leurs droits sur l'étendue des propriétés louées et seront subrogées par le seul fait de l'adjudication dans tous les droits et actions de la société et des sociétaires.

Le produit des délits et des amendes appartiendra moitié aux chasseurs et moitié à la société et viendra s'ajouter à leurs droits de location.

Art. 8. — Par le seul fait de l'adjudication, il y aura solidarité entre les fermiers et les co-fermiers qui devront se faire connaître le jour même de l'adjudication.

Art. 9. — Toutes personnes connues et notoirement solvables seront seules admises à enchérir.

A toute époque, il pourra être demandé caution solvable aux adjudicataires.

Les prix d'adjudication seront payables par année, d'avance le 1^{er} août, entre les mains et sur les quittances du secrétaire de la commission.

Il devra être consigné une somme de 200 francs pour pouvoir enchérir deux heures avant l'adjudication.

Faute par les adjudicataires de satisfaire aux conditions de paiement ci-dessus à l'époque fixée, ils seront déchus de

leurs droits et le bail résilié sans que l'offre ultérieure de payer puisse arrêter l'effet de la présente clause et sans répétition des sommes versées d'avance et sans préjudice de tous dommages-intérêts.

La commission remettra ensuite en adjudication lesdits droits pour la durée du temps restant à courir.

Pour la première période, la commission est ainsi composée :

.

Fait et rédigé en autant d'originaux que de parties intéressées.

A Varangéville, le,

Troisième type (1)

Entre :

M. A..., maire de la commune de X..., agissant tant en ladite qualité qu'en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du . . . prise en conformité de l'article 61 de la loi du 5 avril 1884.

D'une part.

Et :

Tous les soussignés, propriétaires, usufruitiers ou locataires du droit de chasse sur terres labourables, bois, prés, vignes, landes, étangs, cours d'eau ou marais, ou sur le territoire de la commune de...

1. Modèle proposé par le Saint-Hubert Club, *Bulletin* du 1^{er} août 1903.

D'autre part.

Est convenu ce qui suit :

Les contractants soussignés font, par les présentes, cession et transport, au nom de la commune de X..., des droits de chasse dont ils sont propriétaires ou possesseurs sur tous terrains sis en le territoire de ladite commune pour une durée de trois, six, neuf ou douze années entières et consécutives, à la volonté de chacune des parties contractantes, sans autres exceptions ni réserves que celles indiquées ci-dessous et sous les clauses et conditions suivantes que les parties s'engagent à exécuter chacune personnellement en ce qui la concerne mais sans solidarité.

Clauses, conditions, exceptions et réserves.

1° Le droit de chasse, dont il est fait ainsi cession, sera réuni au droit de chasse des biens communaux pour le tout être loué de gré à gré, par les soins de la commune et le montant de cette location être versé chaque année entre les mains du receveur municipal et être réparti entre la commune et les propriétaires soussignés au prorata de l'étendue de leurs terres ;

2° Les locataires de la chasse sont tenus de la faire garder, etc. (1) ;

.

7° Les locataires sont tenus de réserver exclusivement, au profit des chasseurs de la commune et ce, sans diminution

1. Nous ne rapportons pas les dispositions dont l'objet n'est pas en relation étroite avec le système de la communalisation.

de leur prix de location, la portion du territoire comprise entre...

.

Il sera fait masse du montant de la location pour le prix en être réparti entre les propriétaires ou possesseurs contractants, au prorata des droits dont ils font abandon sur l'ensemble des terres comprises dans le territoire de la commune, sans distinction de celles qui se trouveraient soit dans la portion louée, soit dans la portion réservée aux chasseurs de la commune.

10° Chacun des propriétaires contractants s'engage à planter ou laisser planter les poteaux indicateurs nécessaires pour indiquer les chasses ou les enclaves gardées sises à proximité, s'il en est besoin.

11° Les dégâts qui pourraient être causés aux récoltes par le gibier resteront à la charge des ayants droit de la chasse, sur leurs territoires respectifs.

Etc., Etc...

En réalité, les modes de communalisation actuellement appliqués en France peuvent se ramener aux deux grands systèmes allemands : les systèmes de la gestion du domaine commun de chasse par la société des propriétaires, comme en Saxe, ou par l'autorité municipale, comme en Alsace-Lorraine. Cette parenté n'existe, sans doute, qu'à un degré assez éloigné ; en France, l'abandon de l'exercice du droit de chasse à la société ou à la commune est facultatif pour les propriétaires ; en

Allemagne, il est obligatoire ; la différence est fondamentale

Quelle est la valeur juridique de la forme de communalisation adoptée dans notre pays ? « La légalité des sociétés civiles constituées en vue de l'exploitation ou de l'amodiation du droit de chasse sur des propriétés contiguës, n'est pas douteuse, disait M. Mougeot, dans sa circulaire du 15 février 1904. Les syndicats, ainsi formés, s'administrent librement et selon les conventions faites entre leurs membres. » Il suffit que ces groupements de propriétaires se conforment aux lois qui régissent les sociétés civiles et tout particulièrement aux articles 1832 et suivants du Code civil.

D'autre part, la légalité du second mode de communalisation — gestion du domaine de chasse par le maire assisté de son conseil municipal — ne saurait davantage être contestée ; il ressort de la discussion parlementaire de la loi du 3 mai 1844. L'amendement de M. Lelorgne d'Ydeville qui, on s'en souvient préconisait ce second système, n'a été repoussé que parce qu'il se référait au droit commun et que les propriétaires pouvaient être parfaitement admis à céder leur droit de chasse à la commune.

Ce n'est pas à dire, cependant, que les applications de ce second procédé aient toujours été faites dans des formes très régulières. Ainsi nous lisons dans la dernière circulaire de M. Mougeot que « l'abandon, fait gratuitement par les propriétaires aux communes du

droit d'amodier la chasse sur leurs terres ne nécessite pas l'accomplissement des formalités auxquelles la loi civile subordonne les libéralités. Car, il n'y a pas libéralité sans intention généreuse et l'abandon fait par les propriétaires d'un avantage dont ils ne peuvent profiter, en vue d'augmenter les ressources de la commune, est une opération qui ne les appauvrit pas et à laquelle on ne peut reconnaître les caractères d'une donation. »

Cette assertion nous paraît très contestable. Le propriétaire ne se contente pas de s'abstenir de chasser ; il renonce au profit qu'il aurait pu tirer de son droit de chasse pour le céder à un tiers, à la commune. Et cette cession de l'usufruit de sa chasse qu'il fait à titre gratuit, constitue pour lui une perte certaine ; il se démet d'un avantage dont il aurait réellement pu tirer parti, n'en déplaît à M. Mougeot. Cela est si vrai que dans les communes où existe une société civile de propriétaires créée dans le but d'exploiter la chasse, chacun de ceux-ci bénéficie de sa quote-part dans le montant de la location.

C'est de cette quote-part, de ce revenu, que le propriétaire renonçant se dépouille en faveur de la commune.

En réalité on n'a pas voulu assimiler cet abandon à une donation pour soustraire la commune au droit d'enregistrement auquel sont soumises les libéralités. On ne lui fait payer qu'un droit fixe de 3 francs.

Il se glisse, en outre, dans certains arrêtés municipi-

paux, bien des illégalités ; quelques-unes ont été relevées et condamnées par M. Mougeot. Certains maires se contentent de l'autorisation présumée de leurs administrés, au lieu d'en requérir le consentement formel, pour affermer *proprio motu* la chasse sur toutes les propriétés privées de la commune ; ou bien ils interdisent aux étrangers de chasser sur le territoire communal sans que cette exclusion ait été demandée par les propriétaires qui ont fait abandon de leur chasse. Ces façons d'agir constituent évidemment des abus d'autorité ; le maire n'a pas reçu un pouvoir discrétionnaire.

De même, le maire n'accorde parfois des actions de chasse aux chasseurs étrangers que s'ils ont pris leur permis dans la commune. Ce procédé n'est pas conforme à la loi de 1844 ; le maire doit délivrer aux individus qui postulent ce permis un certificat constatant qu'ils satisfont aux conditions imposées par la loi ; or, en présence d'inconnus, comment peut-il donner en conscience, aux préfets, l'avis prévu par l'article 5.

Cependant, en fait, personne n'ose attaquer ces arrêtés !

L'on a formulé enfin contre les pratiques communales, une dernière critique qui nous paraît beaucoup moins fondée. On prétend que le mode d'affermage de la chasse, usité par certaines municipalités, n'est nullement conforme aux usages administratifs. La chasse est parfois amodiée de gré à gré par les maires aux

chasseurs ; plus souvent elle leur est concédée moyennant le paiement d'une taxe variable, d'une « action ». Or, dit M. Jevain, la formalité du paiement de cette taxe a toutes les apparences d'une location de biens communaux et « la mise en ferme de ces biens, ajoute-t-il, doit, à moins d'autorisation contraire, avoir lieu par adjudication publique, à la chaleur des enchères, sous les clauses et conditions insérées dans un cahier des charges dressé par le maire et homologué par le préfet sur l'avis du sous-préfet » (1). Et l'on conclut : est-ce une raison, parce que l'adjudication de la chasse est en opposition formelle avec nos idées démocratiques, pour l'écarter, au mépris des règlements ?

Le mode d'affermage de la chasse adopté par les communes nous paraît, quant à nous, parfaitement licite. L'article 17 de la loi du 18 juillet 1837 porte que : « Les conseils municipaux règlent par leurs délibérations les objets suivants : 1^o Le mode d'administration des biens communaux ; 2^o les conditions des baux à ferme ou à loyer dont la durée n'excède pas dix-huit ans pour les biens ruraux et neuf ans pour les autres biens. » Donc ils peuvent déterminer comme bon leur semble, les conditions de la location de la chasse et ne sont nullement obligés de recourir à l'adjudication.

L'article 68 de la loi du 13 avril 1884 dit d'autre part : « Ne sont exécutoires qu'après avoir été approu-

1. Jevain, *loc. cit.*, p. 133

vées par l'autorité supérieure les délibérations portant sur les objets suivants : 1^o Les conditions des baux dont la durée dépasse dix-huit ans. » Donc, les municipalités peuvent adopter pour les baux de chasse d'une durée inférieure à dix-huit ans, telle forme qu'il leur plaira, sans même demander l'avis du préfet. Il suffit d'après cet article 68, que la délibération, portant approbation par le conseil municipal du mode de location de la chasse, soit déposée, dans le mois à la préfecture, pour être exécutoire. Donc, au point de vue administratif, la pratique communale que l'on critique, n'est nullement condamnable.

D'ailleurs les différents reproches justifiés, n'atteignent pas le principe même de la communalisation facultative.

Mais, au point de vue pratique, son application a-t-elle donné des résultats positifs ? Non, elle n'a guère répondu aux espérances que l'on fondait sur elle. L'obstruction de quelques arriérés ou de quelques mécontents a nui, en bien des endroits, à l'établissement ou à l'efficacité d'une mesure qu'on jugeait très heureuse en elle-même. Sur beaucoup de territoires communalisés, les titulaires d'une action voient se dresser devant eux des piquets indicateurs qui leur défendent de chasser sur les terres désignées. « Il n'est malheureusement que trop certain, dit M. Bodmer, que la communalisation, livrée à l'initiative privée, n'a aucune chance de réussite, tous les efforts tentés devant se heurter dans nos

campagnes contre les ferments de discorde dont le principal est la jalousie. Il faut une mise en demeure forçant les hésitations et la timidité de la grande masse de propriétaires. »

M. Morillot se plaisait à mentionner, dans un rapport du 10 juillet 1893, « les bons résultats obtenus dans le département de la Marne, au plus grand avantage des finances municipales et de la reproduction du gibier » (1).

Nous regrettons de ne pas partager la même opinion et de n'avoir pas vu les choses sous le même aspect que l'honorable député.

Sans doute, et nous le reconnaissons bien volontiers, le budget des communes a bénéficié, du fait de la communalisation de la chasse, d'un notable accroissement de ressources. Nous n'en citerons qu'un exemple. La commune de Bannes, près d'Epernay (Marne), a un territoire d'environ 2.200 hectares ; elle en mettait, ces dernières années, la moitié en location et réservait l'autre moitié aux actionnaires indigènes. Or, elle tirait de la chasse le revenu assez coquet de 2.800 francs, sans compter sa part sur les permis, la taxe des chiens, etc.

Mais M. Morillot exagère à plaisir les mérites de son système ou tout au moins nourrit à son sujet les plus belles illusions lorsqu'il dit qu'il fonctionne dans la

1. *J. off.*, 1893 an. II. Ch. p. 1199.

Marne « pour le plus grand avantage de la reproduction du gibier ».

Nous sommes, nous-même, actionnaire dans une chasse communalisée de ce département. Nous sommes donc fort bien placé pour apprécier les résultats de la communalisation volontaire. Le territoire, particulièrement propice à la propagation du gibier, permettait de faire autrefois, les premiers jours de l'ouverture, de véritables hécatombes de perdreaux. Eh ! bien, depuis trois ou quatre ans, et dès le 15 septembre, nombre de chasseurs et des meilleurs tireurs connaissent fréquemment l'infamante « bredouille ». Pourquoi ? Parce que, sur un petit territoire de 1.200 hectares, sont mis en ligne trente-quatre fusils et qu'une bonne partie des actionnaires chassent dans un but intéressé. Sans doute plus il y a d'actions émises et plus il y a de rentrées dans la caisse municipale, mais corrélativement plus vite disparaît le gibier.

Il suffirait, dira-t-on, d'élever le taux des actions ; la commune n'y perdrait rien et le nombre des chasseurs diminuerait ; le gibier serait moins maltraité. Fort bien, mais l'on entendrait alors l'éternel refrain : c'est peu démocratique. Certains conseils municipaux, soucieux de leur réélection, hésiteraient à s'aliéner les petits chasseurs. D'autre part et, c'est là un argument irréfutable, ces mêmes petits chasseurs, étant souvent aussi petits propriétaires, refuseraient l'abandon de leurs terres ; la communalisation ne pour-

rait leur être imposée puisqu'elle est facultative. La réalisation de ce système ne permet donc pas de sortir de ce dilemme ; ou, pour mettre la chasse à portée de toutes les bourses, on en réduira au strict minimum les frais, et l'on compromettra gravement la conservation du gibier ; ou bien, afin d'aider au repeuplement, on éliminera une certaine quantité de petits propriétaires chasseurs, trop peu fortunés pour payer une forte taxe et la chasse, du fait de leur obstruction, deviendra impossible.

Ce serait, au surplus, une erreur grossière de croire que la communalisation facultative a permis d'enrayer le braconnage dans les contrées où elle est appliquée. Seule, une réglementation uniforme de la chasse et une énergique répression pourront avoir raison des braconniers. Or la communalisation facultative, en introduisant la libre initiative dans l'organisation générale de la chasse, y entretient une sorte d'anarchie ou, si l'on préfère, engendre un défaut d'harmonie du plus déplorable effet ; il n'existe pas la moindre entente entre les organes d'administration de deux chasses communalisées ; chacun agit dans sa sphère en toute indépendance, sans se mettre à l'unisson avec le voisin. Les gardes insuffisamment rémunérés ne déploient aucun zèle professionnel, Les cultivateurs, peu intéressés à l'abondance du gibier, sont indifférents à sa conservation.

En résumé, l'unique avantage réel, patent, de la

communalisation facultative a été de tirer parti d'une richesse, çà et là méconnue, pour le plus grand profit des finances municipales. Mais cette exploitation, entreprise d'une façon peu sage et peu rationnelle, sera-t-elle de longue durée ? Assurément, non. Nous avons prédit, en nous appuyant sur les indices les plus sérieux, les arguments les plus convaincants, la prochaine disparition du gibier ; sa conséquence immédiate sera la suppression du revenu que procure aux communes la mise en valeur de la chasse.

Seule, la communalisation obligatoire peut arracher propriétaires et chasseurs à de peu réjouissantes perspectives ; mais il faut se hâter de l'adopter ; d'ores et déjà, le danger est menaçant.

CHAPITRE III

Notre mode de communalisation obligatoire Ses avantages

Nous avons relevé l'archaïsme de notre législation cynégétique ; nous avons établi l'hétérodoxie juridique du système suisse (1), et nous avons fait ressortir l'utopie du projet socialiste. Après avoir conclu au rejet de ces différentes formes d'organisation de la chasse et à la nécessité d'une communalisation, nous avons montré que celle-ci était tant justifiée en fait que fondée en droit. Nous en avons enfin exposé les modes allemands et français et écarté les premiers comme opposés par leur côté apparemment aristocratique et utilitaire à nos tendances nationales et les seconds comme inefficaces et insuffisants à raison de leur caractère facultatif. Nous sommes logiquement amené à proposer maintenant un mode de communalisation obligatoire.

1. On n'a pas oublié l'entorse donnée par la loi fédérale du 17 septembre 1876 aux principes qui régissent le droit en général et le droit de propriété en particulier.

Nous avons arrêté les principales dispositions que nous espérons voir adopter dans une nouvelle loi sur l'organisation et la police de la chasse ; nous les avons conçues dans un esprit tel qu'elles échappent aux différentes critiques que nous avons personnellement formulées dans les deux chapitres précédents.

D'abord, pour répondre à certaines allégations plus malveillantes que fondées et témoigner de notre scrupuleux respect pour le droit de propriété, nous poserons le principe inscrit dans la plupart des lois allemandes que le droit de chasse appartient au propriétaire du sol. Seul l'exercice en sera confié exclusivement aux communes pour le compte des propriétaires, dans un intérêt public.

Seront néanmoins admis à conserver l'exercice du droit de chasse ceux qui pourront le faire utilement, c'est-à-dire ceux qui disposeront d'un domaine assez vaste pour s'y livrer à la chasse. Nous estimons avec M. Georges BÉJOT que ce domaine devra comprendre au moins 40 hectares d'un seul tenant, en plaine ; 15 hectares de bois et 5 hectares de marais ou étangs nous paraissent suffisants.

La contiguïté ne sera pas considérée comme interrompue par les chemins de fer, routes et cours d'eau.

Les propriétaires de domaines indépendants seront présumés avoir l'intention d'user de leur droit ; nous n'exigerons pas, comme M. GRAUX, qu'ils fassent une déclaration en ce sens à la mairie.

Devra-t-on permettre, à l'instar du législateur du Grand-Duché de Bade (1), aux possesseurs de 40 hectares dont les terres sont disséminées dans la commune, de demander un cantonnement de chasse équivalent à la superficie de ces champs ? Non, il importe de ne pas trop restreindre les territoires communaux. Or chaque commune compte quelques grands propriétaires qui pourraient bénéficier d'une pareille mesure. Ils ne sauraient se plaindre du refus que nous leur opposerons de leur constituer un tel avantage ; ils ne peuvent suivant notre formule, chasser utilement sur l'ensemble de leurs parcelles. Ils ne subissent aucun préjudice, leur situation n'est pas modifiée.

Les terrains, entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, seront soustraits à la communalisation. Il en sera de même pour les cultures particulières telles que vignes (au moins jusqu'en novembre) houblonnières, plantations de tabac, etc.

Les maires ne seront plus astreints à demander l'autorisation spéciale du conseil municipal, pour affermer la chasse sur les biens communaux. Ceux-ci feront naturellement partie intégrante du domaine commun.

Le principe de la communalisation forcée adopté, une grave question se pose : quel mode de location préconiser ? M. Collin estime avec M. L. Giraut, et

1. Loi du 29 avril 1886.

nous partageons absolument cette manière de voir, que le régime de la communalisation, admis en France pourrait réussir et s'adapter à nos mœurs si on en tempérait la rigidité par le procédé suivant : « La chasse serait, avant tout, et par préférence, offerte aux chasseurs de la localité moyennant un prix fixé par le conseil municipal et subordonné à l'acceptation du préfet. Faute par les chasseurs de la localité d'accepter ce prix, la chasse serait mise en adjudication et dévolue au plus fort et dernier enchérisseur. »

Ce système mixte, ajoute M. L. Ternier, se rapproche beaucoup du système pratiqué par l'Etat pour mettre en vente certaines terres d'alluvion ; l'Etat ne met en adjudication les terrains laissés à découvert par les fleuves et devenus arables que si les riverains n'acceptent pas le prix qui leur est proposé (1). De même, le maire ne mettra la chasse aux enchères que si les chasseurs indigènes refusent d'en devenir concessionnaires par une entente amiable.

Quelle base d'estimation prendra le conseil municipal ? A notre avis, la loi devra fixer le minimum du prix de location de l'hectare ; ce minimum ne peut être inférieur à 1 franc ; ce taux n'est pas exagéré, il est presque toujours dépassé dans le fermage des chasses gardées, et nous avons dit qu'en Alsace-Lorraine, il était de 1 fr. 75, en moyenne. Il importe de faire sentir

1. *La Chasse Illustrée*, 1^{er} mars 1907, p. 99.

aux propriétaires qui persisteraient à voir dans la communalisation une sorte d'expropriation, que celle-ci n'aurait pas lieu, dans tous les cas, sans une juste indemnité. Certaines municipalités pourraient se laisser entraîner par des considérations étrangères à leur mandat d'administrateurs du territoire de chasse et malgré le contrôle du préfet, à passer un bail pour une somme dérisoire. La mesure que nous proposons sauvegarderait les intérêts des propriétaires fonciers.

Elle aurait également pour effet, en élevant le montant de l'action de chasse, d'écarter une certaine quantité de chasseurs qui ne disposeraient que d'un très modeste budget. Mais nous avons fait observer que cette élimination s'imposait dans un but de conservation du gibier.

Nous avons vu qu'en Allemagne, le nombre des chasseurs était très limité. Nous admettrons un chasseur au plus par 75 hectares.

Il arrivera parfois, très rarement en vérité, que sur un territoire commun d'environ 1.500 hectares, il se présente plus de vingt chasseurs indigènes (plus d'un par 75 hectares) qui acceptent le prix de location déterminé par le conseil municipal ; les actions seront attribuées à ceux qui les auront demandées les premiers ; on pourrait, si l'on préfère, recourir à un tirage au sort. Nous permettrons à deux chasseurs de s'associer pour prendre une action, ce qui réduira de moitié, pour chacun, les frais de location ; mais ils ne chasseront jamais

conjointement, le nombre des chasseurs actionnaires ne devant jamais dépasser la proportion de un par 75 hectares chaque jour de chasse.

Il arrivera plus souvent que le nombre réglementaire ne sera pas atteint par les chasseurs de la localité ; les actions qui seront disponibles seront adjudgées aux enchères aux chasseurs forains.

Quid si dans les villages très éloignés du centre, les chasseurs indigènes refusent le prix de faveur fixé par le conseil municipal et si les chasseurs forains se présentent trop peu nombreux ? Evidemment, le conseil devra abaisser son prix, sur l'avis du préfet. Mais ce cas sera, en réalité, peu fréquent, les moyens de locomotion ont bien abrégé les distances.

Le bail de chasse sera passé pour une période de neuf ans.

Les actions seront personnelles et ne pourront être cédées. Toutes personnes connues et notoirement solvables seront seules admises à enchérir, au cas où l'absence ou l'insuffisance de chasseurs de la localité rendrait l'adjudication nécessaire.

Le montant des actions sera payable par année et d'avance, le 1^{er} août, entre les mains et sur les quittances du percepteur faisant fonction de receveur municipal.

Quelle sera l'affectation du produit de la location ? Nous en distribuerons les deux tiers au moins aux propriétaires. Le dernier tiers sera versé dans une

caisse de la chasse et permettra de faire face aux divers frais de location, d'administration (1), de garde et de repeuplement (2). Les chasseurs indépendants qui n'auront pas pourvu à la garde et au repeuplement participeront aux frais qui auront été faits sous ce double chef, proportionnellement à la superficie de leurs domaines.

Le partage de la première somme se fera proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chaque propriétaire. Tous les ans, à une date fixée, le maire fera publier le rôle de répartition.

L'intéressé qui n'aura pas retiré sa quote-part dans le délai de six mois après la publication du rôle, sera réputé en faire l'abandon à la caisse de la chasse.

Lorsque dans un domaine de chasse indépendant se trouvera une propriété enclavée d'une étendue inférieure à 40 hectares, le maître de ce domaine aura l'exercice du droit de chasse sur le terrain enclavé si, dans la huitaine qui précède la location, il s'engage par écrit à payer pour ce terrain une indemnité proportionnelle au produit de la location du territoire communalisé.

Les chasseurs actionnaires pourront, comme les pêcheurs à la ligne, constituer des associations confor-

1. Ils ne seront pas bien élevés. Le percepteur encaissera en qualité de receveur municipal la taxe imposée aux chasseurs. Le secrétaire de la mairie fera entre les propriétaires, la répartition de la somme qui leur reviendra.

2. La caisse de la chasse sera encore alimentée par les amendes infligées aux chasseurs qui auront enfreint le règlement.

mément à la loi du 1^{er} juillet 1901. Pour bénéficier du régime de faveur institué par cette loi, les associations de chasseurs devront se soumettre aux formalités de l'article 5 (publicité, déclaration préalable à la préfecture, noms de personnes chargées de l'administration ou de la direction, etc...).

La gestion du domaine de chasse étant en grande partie confiée au maire et au conseil municipal, il suffira de placer à la tête de l'association un président et un vice-président qui auront seuls titre juridique pour représenter les intérêts de l'association.

Ces associations pourront ester en justice (par exemple au sujet des indemnités réclamées par les propriétaires pour les dégâts commis par le gibier), acquérir à titre onéreux et posséder sous certaines conditions (des maisons de gardes, pavillons de chasse...) etc.

Un règlement de chasse sera dressé par le maire et le président de l'association des chasseurs et soumis à l'acceptation du conseil municipal. Le maire, représentant les intérêts des propriétaires, et le président, les intérêts des chasseurs, veilleront à l'exécution de ce règlement.

La quantité des pièces de gibier à abattre chaque jour de chasse sera fixée chaque année, et les contrevenants s'exposeront à de fortes amendes. Les jours de chasse seront déterminés et réduits suivant les nécessités de la conservation du gibier.

L'association sera tenue de constituer une réserve de

chasse ou zone de refuge dont la contenance variera avec la superficie du territoire commun. Il serait à désirer que les réserves de plusieurs communes voisines soient constituées côte à côte, au point où leurs territoires respectifs sont limitrophes, de façon à être réunies en un seul domaine. La surveillance y serait exercée cumulativement par les gardes des différentes communes intéressées et le gibier pourrait se reproduire et se mouvoir plus à l'aise sur un territoire plus considérable.

Ces réserves n'entreront pas en ligne de compte dans le calcul du nombre des chasseurs fait proportionnellement à l'étendue du territoire commun. Mais le montant de la location des terrains réservés devra être compris dans le prix total de la location de la chasse ; il est juste que leurs propriétaires reçoivent également une indemnité.

Arrivons à la question des dégâts commis par le gibier ; son importance croîtra avec le repeuplement de toutes les chasses. Le maire invitera d'abord le président à prendre des mesures préventives contre une propagation excessive du gibier ; ils se concerteront pour augmenter le nombre des jours de chasse, la quantité de pièces à abattre et organiser des battues avec l'approbation du conseil municipal.

Si des dégâts viennent à être constatés et qu'ils soient dus à l'insuffisance ou à l'inefficacité des moyens employés, ils resteront à la charge des actionnaires ;

ceux-ci, mis en demeure par l'autorité communale de protéger les récoltes, seront responsables.

D'après l'article 835 du Code civil allemand, il suffit qu'un préjudice effectif ait été causé, pour que l'ayant droit à la chasse soit obligé de le réparer, on ne se préoccupe pas de savoir dit M. Rouget (1), si les dommages ont pour cause la surabondance du gibier et si cette surabondance provient d'une faute ou d'une négligence imputable au fermier de la chasse. Ce fermier est responsable de plein droit (2).

Quant à nous, nous demandons le maintien de la jurisprudence française actuelle qui ne reconnaît fondée une action en dommages-intérêts, par application des articles 1382-1383, que quand le locataire de la chasse s'est rendu coupable d'une faute ou d'une négligence.

1. Rouget. « Le bail de chasse », Paris, 1903, p. 183.

2. La loi du 9 juillet 1888, en Alsace-Lorraine, ordonne de percevoir sur les permis de chasse délivrés en territoire alsacien-lorrain un droit supplémentaire équivalent au cinquième du droit principal. Le prix du permis annuel a été ainsi porté de 25 à 30 francs, celui du permis de huit jours, de 6 fr. 25 à 7 fr. 50. Le produit de cette perception est destiné à alimenter un fonds spécial qui permet à l'administration de subventionner les agriculteurs victimes des ravages des sangliers. Rapport Madelin.

M. Graux proposait, de son côté, l'augmentation du permis de 28 à 30 francs ; 5 francs seraient versés dans une caisse départementale destinée à secourir les cultivateurs qui auraient établi la preuve d'un préjudice commis par le gibier et 2 francs dans une caisse de réserve tenue par l'Etat et affectée à la création de parcs consacrés au repeuplement en gibier.

Ajoutons que l'on redoute l'importance des dégâts qui pourront être causés dans les réserves de chasse. Mais ces dernières pourront être créées presque exclusivement dans les plaines, c'est-à-dire, là où le gibier

L'action sera intentée, si le règlement ne peut avoir lieu à l'amiable, contre l'association des chasseurs dont les membres devront apporter une égale contribution à la purge de la condamnation.

Nous ferions enfin, dans notre projet, un rappel de toutes les dispositions de la loi de 1844, sur la police de la chasse, qui ne seraient pas en contradiction avec notre système de communalisation ; et, entre autres modifications, nous introduirions celles que nous avons indiquées dans la première partie de notre travail.

Nous insisterons sur la question du braconnage. La communalisation obligatoire aurait l'heureuse conséquence d'intéresser agriculteurs et chasseurs de toutes les parties de notre territoire à la conservation du gibier ; elles les inciterait à agir de concert pour poursuivre colleteurs, panneauteurs et receleurs. L'évidence des avantages réciproques provoquerait une entente générale ; l'action commune, mise au service d'une réglementation uniforme et l'adoption de mesures de répression très énergiques auraient pour effet de nous débarrasser de tous ces écumeurs de chasses ou, tout au moins, de leur inspirer une crainte salutaire des représentants de l'ordre social.

Les gardes-champêtres font actuellement preuve

fait peu de dommage. Dans les bois, il suffira de limiter le nombre des grosses bêtes à tuer, dont la capture est difficile à dissimuler, pour y conserver le gibier. Les réserves seront inutiles dans les garennnes, grâce à la rapide propagation des lapins.

d'un zèle très modéré que justifient jusqu'à un certain point l'exiguïté des indemnités qui leur sont accordées, autant que la diversité de leurs fonctions. Le président de l'association leur donnera une allocation prélevée sur la caisse de la chasse et demandera en retour au maire de les avoir pendant un temps déterminé à sa disposition.

Nous ne sommes pas, d'ailleurs, hostile à l'embrigadement des gardes-champêtres dont il a été question au congrès des 26-28 novembre 1903. Il nous paraît assez logique et assez avantageux de les rattacher à la gendarmerie et de leur donner pour chef immédiat, dans chaque canton, le brigadier de gendarmerie. Dans les cantons ayant pour chef-lieu une ville, on pourrait créer un sous-brigadier choisi parmi les gardes eux-mêmes ; la perspective de l'avancement serait un stimulant. La police des campagnes serait ainsi placée sous une même direction. Les gardes seraient plus indépendants vis-à-vis des conseillers municipaux et de leurs électeurs. Ils ne cesseraient pas pour cela d'être les auxiliaires des maires dans le fonctionnement des services communaux. Leur traitement serait proportionné à la population et au budget de la commune. Ils apporteraient alors aux gendarmes, surtout au point de vue de la surveillance des braconniers, un concours très appréciable, concours qui n'existe pas actuellement ; gendarmes et gardes-champêtres agissent parallèlement et semblent s'ignorer ; aussi leurs efforts, dispersés,

sont-ils stériles ! Des manœuvres à double action — en entendant par cette expression la coopération de deux forces à la poursuite du même but — donneraient des résultats bien plus efficaces, plus décisifs.

D'autre part, l'association des chasseurs pourrait faire assermenter des gardes adjoints qu'elle rémunérerait suivant ses ressources. Parmi ces gardes-adjoints, on pourrait comprendre les cantonniers de la grande et de la petite voirie, les gardes maritimes et les syndics des gens de mer qui, ainsi que l'a fait observer M. Morillot « sont journellement à même, par l'exercice de leurs fonctions de constater les délits de chasse » (1).

Il importe que les secteurs de surveillance qui sont actuellement limités aux territoires des seules « chasses gardées » soient juxtaposés au point de se confondre et qu'ils comprennent toutes les contrées de France. Il faut donner aux braconniers la sensation qu'ils se livrent à une industrie devenue très périlleuse et que tout passant, en apparence inoffensif, peut bien dissimuler un agent verbalisateur ; il faut leur donner la conviction que l'exercice d'une profession honnête est plus fructueux que la pratique d'un métier prohibé par les lois (2).

1. *J. Off.*, 1893. Ch. an. II, p. 1199.

2. On pourrait réveiller l'ardeur des gardes professionnels ou occasionnels, en récompensant plus généreusement les auteurs de bonnes prises. La loi du 3 mai 1844 et l'ordonnance du 5 mai 1845 leur accordaient des gratifications qui variaient entre 8 et 25 francs et qui étaient prélevées sur le produit des amendes. L'article 11 de la loi de finances du 26 dé-

La loi sur la communalisation, sera, immédiatement après sa promulgation, appliquée dans les communes où la chasse n'aura fait l'objet d'aucun bail.

Les baux qui auront été passés mais non enregistrés avant cette promulgation ne produiront aucun effet juridique.

Les baux dûment enregistrés ne seront valables que jusqu'à l'expiration de la période du contrat en cours lors de la promulgation.

Avantages de notre mode de communalisation. — Nous n'avons pas voulu nous étendre en longues explications sur les différentes dispositions que nous préconisons. Les motifs et les commentaires ont été donnés au cours de l'exposé de notre sujet.

Pour la même raison et de crainte de nous répéter, nous serons très bref dans l'énumération des avantages de notre mode de communalisation.

cembre 1890 les a fixées uniformément à 10 francs ; c'est véritablement insuffisant, surtout si l'on considère que les gardes exposent souvent leur vie en s'attaquant à des braconniers dangereux.

Nous désirons que ces gratifications s'élèvent au moins à la moitié de l'amende ; que ces amendes soient considérablement augmentées et que le recouvrement en soit assuré au moyen de la contrainte par corps. A ce sujet, nous émettons l'espoir que les études d'éminents criminalistes aboutissent au vote d'une loi qui réformerait le régime des prisons et imposerait aux condamnés de droit commun et aux contrainsts par corps le travail obligatoire. L'amende deviendrait une peine effective que devrait purger, fut-ce à son corps défendant, tout délinquant reconnu coupable ; elle ne resterait plus lettre morte... Il est à désirer, en tous cas, que les municipalités délivrent moins facilement des certificats d'indigence aux habitués de la correctionnelle.

Conservation du gibier. — L'étroite surveillance de la chasse et la diminution du nombre des fusils favoriseront la multiplication du gibier. Les braconniers partout traqués et sévèrement punis renonceront, pour la plupart, à une vie d'aventures qui aura cessé d'être lucrative et attrayante. Les petits chasseurs besogneux qui chassaient surtout par intérêt, sans souci des règlements et que l'on a appelés « les braconniers à permis du cru » seront le plus souvent écartés.

D'autre part, les réserves, la limitation de la quantité de pièces à capturer, le repeuplement obligatoire... seront autant de gages d'une prospérité des chasses inconnue depuis plus d'un siècle en France.

Nous ne prétendons pas; toutefois, que le territoire français deviendra aussi giboyeux que l'est le territoire allemand. Nous aurons encore beaucoup plus de chasseurs qu'en Allemagne et qui n'apporteront pas toutes les garanties exigées au delà du Rhin.

Mais les regrettables conséquences de la disparition du gibier que nous avons fait entrevoir ne seront plus à redouter. Chacun s'en félicitera de son côté, l'Etat, les industriels, les consommateurs d'une part et de l'autre les propriétaires et les chasseurs.

Intérêts du propriétaire. — Le propriétaire, sevré de l'exercice de son droit de chasse, considérera peut-être qu'il a subi une sorte d'éviction. Mais ses terres acquerront, par la location de la chasse, une plus-value

qui ne lui aura pas demandé de grands sacrifices matériels ou moraux.

Dans maintes contrées, des landes stériles, des plaines marécageuses, d'immenses sapinières, de vastes terrains incultes qui demeuraient réfractaires à l'action des engrais ou que l'éloignement empêchait de livrer à l'exploitation, deviendront néanmoins une source de rapport.

Beaucoup de petits cultivateurs qui ne voulaient pas s'adonner au sport de la chasse par indifférence ou esprit d'économie, feront grand cas d'un revenu inespéré, si léger soit-il ? La quote-part du produit de la location n'aura pas pour eux, comme pour les propriétaires chasseurs, les caractères d'une indemnité ; ils la considéreront comme un accroissement de ressources obtenu à titre purement gratuit.

Le procédé de l'adjudication leur permettrait sans doute de tirer un profit plus considérable de l'affermage de la chasse ; il ne nous a pas paru équitable de servir exclusivement les intérêts des propriétaires ; nous estimons que la fixation d'un tarif minimum dans l'estimation du prix de location sera une garantie suffisante d'un rendement appréciable.

D'autre part, les propriétaires n'auront qu'à se louer d'une répression générale du braconnage, car elle aura pour effet de purger les campagnes d'une foule de vagabonds et gens sans aveu qui, non contents de vivre aux dépens des chasseurs, commettent toutes sortes de déprédations.

Enfin s'ils n'ont plus la latitude d'entraver l'exercice de la chasse pour obéir à de mesquines considérations de personnes, à de secrètes jalousies ou à de vagues inimitiés, ce sera tout bénéfice pour eux. L'assouvissement d'un ressentiment ne fait qu'envenimer une querelle et augmenter la tension des relations. Nous avons vu quel puissant élément de discorde était la chasse ; la communalisation contribuera au contraire à l'apaisement général ou tout au moins, évitera bien des froissements et des irritations.

Intérêts du chasseur. — Il semble, de prime-abord, que les chasseurs ne soient pas très avantagés dans notre système. Les uns, les prolétaires, pour parler le langage à la mode, devront verser une taxe bien plus forte que celle qu'ils acquittaient dans les chasses dites communalisées ; beaucoup même, dans les chasses banales n'étaient soumis au paiement d'aucun droit. Les autres, les capitalistes devront renoncer à ces chasses gardées où de royales dépenses leur permettaient de déployer leur luxe, leur ardeur et leur adresse dans des tirés réputés.

Nous répondrons à toutes les objurgations que c'est, avant tout, le souci de l'intérêt général qui nous a inspiré et guidé dans la conception de notre système de communalisation obligatoire. Nous l'avons d'ailleurs amplement démontré.

L'adjudication des chasses aurait donné satisfaction aux desiderata des capitalistes. Nous avons constaté

que ce mode de location ne convenait pas aux tendances égalitaires, aux aspirations démocratiques du caractère français.

La socialisation des chasses répondrait mieux, affirme-t-on, aux visées prolétariennes. Nous avons vu que sa conséquence prochaine et inéluctable serait l'anéantissement, la disparition du gibier. Nous maintiendrons la taxe, tant pour conserver le gibier que pour dédommager les propriétaires.

Ceux à qui la fortune permettra cette fantaisie se porteront adjudicataires dans les chasses giboyeuses où ils pourront être admis. Ceux dont les ressources budgétaires sont très limitées bénéficieront du prix de faveur fait aux chasseurs de leur localité et, au besoin, se contenteront d'une part d'action. Enfin, les petits propriétaires chasseurs pourront imputer sur leurs frais de chasse l'indemnité qu'ils recevront lors de la répartition du produit de la location ; le prix de revient de leur action subira, tout compte fait, une diminution correspondante.

A ce sujet, on nous fera peut-être observer que les grands propriétaires chasseront en réalité gratuitement ; le produit du fermage de leurs terres égalera, dépassera parfois le montant de leur action. Est-ce bien démocratique ?

Nous répondrons en faisant une distinction qui d'ailleurs, s'impose. Comme propriétaires, ils nourrissent le gibier et sont privés du libre exercice de leur droit de

chasse ; il est très légitime de leur allouer une indemnité. Comme chasseurs, ils acquittent la taxe commune. Donc notre système ne blesse en rien l'équité.

Par ailleurs, la communalisation ne serait pas moins profitable aux chasseurs qu'aux propriétaires. En premier lieu, ils cesseront de se livrer, particulièrement dans certaines régions du Midi, à l'énervante poursuite d'un gibier souvent imaginaire et goûteront l'agrément d'exercer leur habileté sur des objectifs plus dignes de coups de fusil que des casquettes ou des pinsons !

En second lieu, ils ne seront plus en butte, de la part des propriétaires, à d'incessantes vexations. Nous avons montré combien la loi de 1844 est inconséquente ; elle offre à peu près à tout venant la faculté de chasser moyennant le paiement d'un permis ; l'on a vu que c'était souvent une faculté bien illusoire et qu'il fallait faire état de l'autorisation des maîtres du sol. Notre système écarte les déféctuosités et remédie aux imperfections de cette législation surannée et permet au chasseur de se livrer sans arrière-pensée, à l'un des sports les plus passionnants où s'exerce notre activité.

En un mot, la communalisation obligatoire est le seul système de chasse qui, par des moyens réguliers, puisse doter un pays d'un territoire giboyeux (1). Et le mode que nous proposons nous paraît le mode le plus

1. Le système suisse arrive bien au même résultat ; mais nous avons vu que les moyens qu'il comporte ne sont pas très juridiques.

démocratique qui ne compromette pas la conservation du gibier.

Intérêts des communes et de l'Etat. — Nous avons rappelé tout l'intérêt (octroi, taxe des chiens, vente des poudres...) qu'ont les communes et l'Etat, à la préservation du gibier. Nous n'en reparlerons pas.

Au point de vue des avantages plus immédiats, les communes perdront évidemment à la substitution de la communalisation obligatoire à la communalisation volontaire et à la suppression de certaines chasses gardées. En effet, quand les propriétaires abandonnent leur chasse à la commune sans aucun prélèvement sur le produit du fermage, les actions sont émises au bénéfice des finances municipales ; dans notre système, elles le seront exclusivement au profit des propriétaires.

Mais les communes, elles aussi, sont propriétaires ; elles possèdent des bois, des marais, des prairies ; elles toucheront, à ce titre, un revenu proportionnel à la superficie de ces terrains.

En outre, quand les chasses redeviendront prospères et que leur budget sera assez bien équilibré pour satisfaire aux exigences matérielles, les grands propriétaires pourront faire le don de leur indemnité à la commune en la versant à la caisse municipale, au lieu de la verser à la caisse de la chasse.

Notre système comporte une certaine diminution du nombre des chasseurs ; le rendement fiscal des permis de chasse subira de ce chef une notable réduction.

Nous avons donné à entendre que cette mesure était prise dans l'intérêt même du Trésor. L'exploitation intensive de la chasse aurait pour effet de tarir à bref délai l'une des sources les plus abondantes de nos revenus budgétaires (1).

Le Parlement se refusera peut-être à voter la communalisation obligatoire tant que la situation ne sera pas tout à fait désespérée. Mais l'abaissement des recettes que n'aura pas volontairement consenti le législateur, se produira dans un avenir prochain, fatal et bien plus grave encore.

1. La communalisation procurera à l'Etat une compensation à laquelle on n'a guère songé et permettra de combler en partie ce déficit ; nous avons émis l'espoir qu'elle ferait diminuer le nombre des braconniers ; nous avons d'autre part proposé des réformes dans le but de simplifier la procédure en usage contre les délinquants habituels de chasse. Or sait-on que sous le régime de la loi de 1844, les nombreux délits de braconnage imposent à l'Etat des débours dont le total atteint une somme très respectable ? M. Collin, dans son rapport au congrès de 1907, a démontré, avec pièces et états de frais à l'appui, qu'une affaire de ce genre, venue dans les plus simples conditions, c'est-à-dire sur citation directe du Parquet, coûtait au Trésor environ 25 francs. Au cas très fréquent de défaut sur opposition devant le tribunal, puis devant la Cour, les frais peuvent monter à 40 francs au bas mot. Et parfois la procédure est poursuivie en Cassation. Or l'on sait si les délits de chasse sont nombreux ! Le braconnier qui, cité pour la cinquante-deuxième fois le 25 juin 1906 devant le tribunal de Senlis et qui faisait opposition, a coûté à l'Etat plus de 2.000 francs ; celui qui fut condamné le 10 janvier de la même année, pour la cent-vingtième fois, a coûté près de 5.000 francs. Or il est évident que l'Etat ne verra jamais un sou de ces sommes pour le remboursement desquelles le Trésor renonce à exercer la contrainte. Que d'argent pourrait être économisé de ce chef. Nous ne prétendons pas qu'il suffirait à dédommager le fisc des pertes qui résulteraient du retrait d'une certaine quantité de permis. Il constituerait toutefois une épargne sérieuse

Souhaitons que le déficit qu'accusera le budget de la chasse dessille alors les yeux de nos gouvernants et qu'ils se décident enfin à introduire dans nos institutions une réforme dont les caractères auront pu être discutés mais dont les avantages matériels n'auront jamais été contestés.

et pourrait compenser, dans une certaine mesure, les rentrées qui auraient cessé d'être effectuées.

CONCLUSION

Quel est l'avenir réservé en France à la communalisation.

Il est indéniable que, depuis quelques années, l'idée de la communalisation a gagné beaucoup de terrain. Elle recrute tous les jours de nombreux adeptes dont les suffrages prouvent éloquemment qu'elle est en progrès. Le précieux concours qu'ont apporté les membres du Saint-Hubert Club à sa diffusion, a puissamment contribué à la vulgariser même dans les milieux que l'on aurait crus les plus réfractaires à son adoption. Nous n'affirmons pas, nous n'espérons pas que sa réalisation soit prochaine, mais nous croyons qu'elle n'est pas impossible à jamais.

Que l'on ne prétende pas que la fin de non-recevoir opposée par le congrès de 1907 au projet de communalisation ait porté à ce système de chasse un coup mortel. Nous avons fait remarquer, sans insinuer aucunement que la bonne foi des membres du congrès avait été surprise, que leur religion n'avait pas été suffisamment éclairée. Le rapporteur s'était livré à une étude

sans doute trop sommaire de la communalisation en Allemagne et s'en était fait une notion inexacte ; il l'a présentée sous un jour défavorable et a fait partager son sentiment à la plupart de ses collègues. Or, nous l'avons vu, il est faux « qu'elle impose aux propriétaires fonciers la mise en commun du droit de chasse avec versement du produit de la location à la commune », et qu'elle ne soit, au fond, qu'une confiscation pure et simple. Nous avons cité plusieurs articles de lois germaniques qui reconnaissaient formellement la jouissance de ce droit aux propriétaires du sol. L'intangibilité de la propriété n'est donc pas menacée.

D'ailleurs, si maints congressistes ont témoigné d'une parfaite ignorance de la question, ils en étaient fort excusables ; il ne leur était guère loisible, dans les trois jours qu'a vécu leur assemblée, d'examiner les multiples propositions soumises à leur appréciation. L'imagination de nos Nemrods, fertile en ingénieuses combinaisons, avait accumulé, sur les bureaux des sections, les projets les plus divers, les plus complexes, les plus originaux, L'œuvre de déblayement était trop laborieuse pour être menée à bonne fin en si peu de temps.

Mais les chasseurs de toutes les régions ont du moins pris contact et puisé le sentiment de leur force dans leur cohésion. Nul doute qu'ils provoqueront la réunion d'un nouveau congrès dans l'espoir de faire aboutir quelques-unes des réformes qu'ils ont déjà préconisées;

il n'est pas moins certain que la question de la communalisation sera de nouveau agitée et examinée d'une façon sérieuse et approfondie.

Le gouvernement, dont l'attention est d'ores et déjà éveillée par le choc des polémiques, se décidera peut-être, en présence de l'état morbide dans lequel est tombée la chasse en France, à déférer à de pressantes sollicitations et à répondre aux cris d'alarme qui retentissent de tous côtés.

« On dit que cette nouveauté heurtera trop d'habitudes reçues, trop de traditions enracinées. Mais c'est le sort de toutes les nouveautés qui finissent pourtant par se faire place. Quelles n'ont pas été les exclamations, les protestations quand on a prôné pour la première fois l'emploi des engrais chimiques ! Et combien aujourd'hui sont ceux qui ne les emploient pas ? Qui donc autrefois parlait des syndicats agricoles ? Et par combien de milliers compte-t-on, à présent le nombre des syndiqués ? Il en sera de même pour la communalisation. On s'étonnera dans vingt ans qu'on s'en soit étonné ! » (1).

1. « Revue de Paris », 1^{er} octobre 1903.

Vu : le président de la thèse
PIÉDELIÈVRE

Vu : le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT PROPOS.....	7

PREMIÈRE PARTIE

<i>Exposé et critique des différents systèmes de chasse...</i>	13
CHAPITRE I. — Le système français. Critique de la loi du 3 mai 1844.....	14
CHAPITRE II. — Le système suisse et le système socia- liste	53

DEUXIÈME PARTIE

<i>Principe et justification de la communalisation.....</i>	65
CHAPITRE I. — Historique et nature du droit de chasse.	68
CHAPITRE II. — Justification de la communalisation....	87
APPENDICE. — Syndicalisation des chasses.....	116

TROISIÈME PARTIE

<i>Modes de communalisation.....</i>	123
CHAPITRE I. — La communalisation en Allemagne et en Autriche-Hongrie.....	123
CHAPITRE II. — La communalisation en France	161
CHAPITRE III. — Notre mode de communalisation obli- gatoire : ses avantages.....	200
<i>Conclusion</i>	223

